

Penser autrement les modes de vie en 2030

Cahier des nouvelles problématiques de société

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Penser autrement
Les modes de vie en 2030

Cahier des nouvelles problématiques de société

Tome 1

Commissariat Général au Développement durable
Délégation au Développement durable
Mission Prospective

Directeur de la publication :
Marie RENNE, *Cheffe de la Délégation au Développement durable*

Rédacteur en chef :
Nathalie CECUTTI-ETAHIRI, *Cheffe de la Mission Prospective*

Auteur(s) :
Charles WASSMER, *Directeur L'Œil Prospectif*

Coordination éditoriale :
François CHARLET, *Chargé de mission au CGDD*
Elsa ROUTIER, *Chargée de mission Prospective Modes de vie*

Encarts thématiques :
Elsa ROUTIER, *Chargée de mission Prospective Modes de vie*

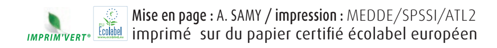
Maquette-réalisation :
Sarah JARNOUX, *Directrice «Prends tes Palmes & ton Tuba»*

Mise en page :
Annick SAMY, *coordinatrice PAO/MEDDE/MLETR*

Publication : Décembre 2014

Remerciements : Nous tenons à remercier particulièrement tous les intervenants et participants qui ont enrichi ces groupes de prospective « Penser Autrement les Modes de vie ».

L'objet de cet ouvrage est de stimuler le débat et d'appeler des commentaires et des critiques.



Mise en page : A. SAMY / impression : MEDDE/SPSSI/ATL2
imprimé sur du papier certifié écolabel européen

Table des matières

CHAPITRE 3
La révolution des technologies de l'information et du vivant

CHAPITRE 4
Les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales

Avant-propos

Le programme de prospective « Penser Autrement les Modes de Vie en 2030 » :

La réflexion engagée depuis 2010 par la Mission prospective sur les changements des modes de vie à horizon 2030 est un thème de travail nouveau pour le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.
Les signes précurseurs de ces changements – crises simultanées et répétées de l'économie, de l'environnement, de la société – ont révélé à quel point il devenait urgent de réfléchir « autrement » à la mise en place de politiques publiques en phase avec ces nouveaux enjeux.
C'est pourquoi, aborder la question des modes de vie à horizon 2030 suppose de s'interroger en premier lieu sur les concepts et valeurs qui sous-tendent nos comportements : dans le sens d'un réajustement avec les priorités actuelles (besoins, aspirations, dysfonctionnements); de la redéfinition des relations humaines (individu, collectif); de la transformation de la société au regard des nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux, tout en intensifiant le dialogue entre science et société.

Cet exercice de prospective est innovant et atypique dans son approche méthodologique, car il est ici question de faire le « grand plongeon » comparable à la démarche « deep dive » anglo-saxonne. De ce fait, il vise avant tout à rassembler les réflexions actuelles sur les modes de vie, émergents ou non, pour obtenir une vision d'ensemble des enjeux et tendances qui se profilent à l'horizon 2030. En cela il ne prétend pas à l'exhaustivité mais plutôt à rendre explicite une forme naissante de nouvelle société en France.
Il met en avant les grandes problématiques de la mondialisation économique et culturelle – et leurs implications pour la société française exposant les nouveaux rapports entre individu et société, éclaire sur la révolution des technologies de l'information et du vivant – qui s'opère d'ores et déjà – et insiste, bien entendu, sur les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales, pour ensuite mieux comprendre les mécanismes pouvant interférer sur les modes de vie futurs.

L'objectif majeur de ce travail prospectif est d'agréger, et ainsi de rendre perceptible, la multitude de transformations en cours, quelles qu'en soient les échelles – macro-économiques, micro-transformations du quotidien, individu – afin de dégager des enjeux et des tendances lourdes ou émergentes pour nos modes de vie à 20 ans.

Á cet effet, le présent cahier des nouvelles problématiques de société reflète les discussions et débats du groupe de prospective pluridisciplinaire (chercheurs, économistes, designers, sociologues, représentants du monde associatif et institutionnel, collectivités) qui ont eu lieu entre 2010 et 2013. Il reprend les enjeux et les tendances les plus saillants pour la société française à horizon 2030, tout en intégrant de nombreux exemples et lectures qui s'y rapportent.

Les réflexions ont été regroupées au travers de quatre grands chapitres soulignant l'émergence d'un nouveau monde entre crise et mutation et replaçant l'Homme au cœur des évolutions. Elles se rapportent naturellement à :

1. la mondialisation économique et culturelle ;
2. les nouveaux rapports entre l'individu et la société ;
3. la révolution des technologies de l'information et du vivant ;
4. les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales.

Ce coffret est composé de trois documents et est destiné à un large public. Les contenus ici présentés reflètent ensemble les dynamiques de changement qui s'opèrent et qui devraient pour certaines formuler des tendances importantes à l'horizon 2030, réinterrogeant certainement la manière de conduire nos politiques publiques dès à présent.

Nathalie CECUTTI-ETAHIRI
Cheffe de la Mission prospective

Introduction

Construire une « autre » prospective à horizon 2030

Ce début du 21e siècle a vu s'enclencher un cycle accéléré de mutations qui transforme en profondeur l'ensemble des dimensions (anthropologique, sociologique, économique, culturelle..) de nos modes de vie. Pour ne prendre qu'un exemple, l'internet mobile a considérablement bouleversé en quelques années seulement, nos manières d'acheter, de nous déplacer, de travailler, de nous informer et de communiquer.

Pour autant, cette accélération technologique n'en est encore qu'à ses débuts.

La montée en puissance des techno-sciences du vivant préfigure l'avènement, envisageable à un horizon 2030, de l'homme « post-anthropologique ». Les nouvelles utopies trans-humanistes annoncent une « cyber humanité », en partie biologique et en partie numérique.

En ce sens, les révolutions technologiques en cours, quel que soit leur futur, ouvrent à une nouvelle réalité anthropologique. De fait, de nouveaux rapports au temps, à l'espace, à autrui, mais aussi au corps et à l'âge biologique, à la procréation, s'installent progressivement. De cette nouvelle condition humaine qui prend lentement forme, il est encore difficile de discerner clairement tous les prolongements et contours futurs, politiques et éthiques.

D'autres grands moteurs d'évolution sont aujourd'hui en action, en convergence avec l'innovation technologique.

La mondialisation économique agit en profondeur sur les grandes structures et les formes de nos sociétés, à travers les crises financières et économiques systémiques, le chômage de masse qui fragilise les classes moyennes et populaires européennes, l'accélération des dynamiques démographiques et migratoires.

Dans ce contexte d'un monde globalisé, le rôle et la capacité d'intervention des États-Nations sont profondément remis en question. Les modèles d'intégration et les formes sociales du « vivre ensemble » sont fragilisés et appelés à se transformer dans des sociétés devenues fragmentées et multi-culturelles. Parallèlement, la crise climatique et environnementale commence à agir sur les mentalités, sinon encore sur les pratiques quotidiennes. La prise de conscience se fait progressivement de la rareté, du caractère non illimité et gratuit des ressources environnementales. A l'illusion prométhéenne de la toute puissance humaine et technologique, à l'idée de l'homme en dehors et au-dessus de la Nature, succède lentement la représentation de « l'homme éco-dépendant ». Dans le même temps, la critique d'un modèle économique productiviste qui

cumule dégâts environnementaux et humains, monte en puissance et suscite « l'indignation » parmi les jeunes générations européennes. De nouveaux modèles de développement, alternatifs et durables, commencent à émerger, voire à se mettre en pratique à l'échelle micro locale.

« Penser autrement les modes de vie »

Au-delà des changements et des crises que l'on peut observer ponctuellement, un nouveau « mécano » de civilisation se construit progressivement sous l'effet de facteurs lourds et convergents de mutations. « Penser autrement » et anticiper la dynamique des modes de vie pour les vingt prochaines années implique d'abord de comprendre de l'intérieur ce processus long de transformation de société. Et plus précisément, d'observer et de comprendre la tectonique puissante du changement qui est actuellement à l'œuvre. De fait, des « plaques » anciennes et nouvelles de société glissent les unes sur les autres. Des modèles de pensée qui s'opposaient, aujourd'hui se mélangent et se réinventent. C'est à partir de cette dialectique parfois éruptive entre ancien et nouveau que se constitue le socle de nos futurs modes de vie. À titre d'illustration : le réel, traditionnellement, s'opposait au virtuel, la machine s'opposait au vivant, l'industrie à l'écologie, le gratuit au payant.

Des modèles de pensée qui s'opposaient, aujourd'hui se mélangent et se réinventent. C'est à partir de cette dialectique parfois éruptive entre ancien et nouveau que se constitue le socle de nos futurs modes de vie

Aujourd'hui, ces oppositions se brouillent et se recomposent à travers de nouvelles formes économiques et sociales. L'individu « postmoderne » est à l'image de ce processus permanent d'invention sociale et culturelle. En quelque sorte, il est devenu un « individu oxymore », capable d'associer des contraires dans sa manière de penser et de vivre, elle-même devenue complexe et à géométrie variable en fonction des circonstances. La façon de consommer suit ce mouvement. Le même individu peut alterner, voire mélanger, produit de luxe et low cost au fil de ses envies et opportunités. Réinventant les codes et les segmentations établies : vestimentaire, alimentaire...

L'évolution des modes de vie constitue un processus complexe, opérant sur un temps relativement long, par « transformations silencieuses »[1] dans les attitudes et les pratiques. Ce processus de transformation des manières de penser, de vivre et de faire, oscille dans la marge de manœuvre qui est laissée à l'individu, entre les grands courants d'évolution et grands systèmes directeurs de société, et une part les micros adaptations et d'autre part les micro pratiques du quotidien.
C'est pourquoi, construire une prospective des modes de vie à horizon 2030 consistera à mettre en perspective les « grands courants » de société, les micros transformations du quotidien et enfin, l'acteur et sa capacité « d'invention sociale ».
L'image que l'on pourrait utiliser pour décrire cette problématique prospective, serait celle du nageur, des vagues à la surface et des grands courants sous marins qui leur donnent leur direction.
Les modes de vie seraient en quelque sorte les effets de surface ou les vagues agitées par les grands courants sous marins. Le nageur en surface, même s'il poursuit son propre chemin, doit compter avec la direction des courants.

L'image que l'on pourrait utiliser pour décrire cette problématique prospective, serait celle du nageur, des vagues à la surface et des grands courants sous marins qui leur donnent leur direction

Conformément à la problématique définie, celle d'une interrelation entre macro évolutions de société et micro transformations du quotidien où intervient l'acteur et ses comportements, la méthodologie adoptée intègre différents niveaux d'analyse et d'observation, l'enjeu étant de visualiser en perspective l'analyse des dynamiques lourdes du changement de société (analyse prospective) et l'observation des micros transformations dans les pratiques quotidiennes (analyse des signaux faibles). En d'autres termes, la démarche sera à la fois itérative et « multi-caméras », dans le sens où il s'agit de conjuguer l'analyse prospective et sociologique avec le métier de « chasseur de tendances ».

Ce travail a été conduit et discuté dans le cadre d'ateliers prospectifs réguliers réunissant des experts venant d'horizons différents. Une dizaine d'ateliers se sont tenus depuis 2011, réparties pour moitié en un cadrage prospectif matriciel lié aux enjeux et tendances et pour l'autre moitié, en une recherche de signaux

[1] François Jullien, Les transformations silencieuses, Chantiers, I, Paris, Grasset, 2009.

faibles et de compléments d'expertise spécifiques (auditions).

Tout au long de la démarche, il est apparu essentiel de réintégrer « l'acteur » dans la réflexion prospective. Les manières d'aborder les modes de vie selon les générations apparaissent particulièrement intéressantes à observer. On peut parler aussi de l'acteur générationnel qui se caractérise par une sensibilité, une manière d'être, de vivre, de consommer, qui lui est propre et différente des autres générations. Cette sensibilité a été façonnée par une histoire culturelle, économique et technologique, commune, qui est celle de son époque.

Le cahier des nouvelles problématiques de société

Ce cahier résume donc la première phase de la recherche, à savoir, l'élaboration en ateliers prospectifs, d'un cadre de réflexion et d'une matrice prospective.
Cette réflexion a été construite à partir des quatre entrées prospectives majeures que sont :

1. **La mondialisation économique et culturelle**
2. **Les nouveaux rapports entre l'individu et la société**
3. **La révolution des technologies de l'information et du vivant**
4. **Les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales**

L'enjeu de ce cahier est de mettre en évidence les grandes dynamiques et les nouvelles problématiques des sociétés qui sont liées à la mondialisation, à l'accélération technologique et à la crise de l'environnement. De fait, ces facteurs lourds de transformation de société opèrent sur la longue durée. Et, ils constituent une clé de compréhension essentielle du changement de nos modes de vie à horizon 2030.



CHAPITRE 1

La mondialisation économique et culturelle



Kolelinia, concept de pistes cyclables alternatives, Martin Angelov, 2009. Creative Commons

La mondialisation économique est un phénomène ancien. Fernand Braudel parle d'« économie monde » pour décrire l'accélération des flux marchands, culturels et humains au 16e Siècle, lors de la découverte des Amériques.
La première révolution industrielle au 18e siècle (l'invention de la machine à vapeur) ainsi que la seconde au 19e Siècle (la découverte de l'électricité) amplifient et accélèrent le mouvement d'une économie multinationale et interdépendante, portée par une révolution des techniques de transport terrestre et maritime et des techniques de communication.
À cette époque, l'Angleterre est considérée comme « l'atelier industriel » du monde de la même manière que l'est la Chine aujourd'hui. La finance et les migrations internationales occupent déjà une place centrale. La City de Londres est le nerf financier de la planète. Les immigrants constituent une part relative de la population mondiale plus importante qu'actuellement.
Cette facilité accrue à faire circuler les hommes, les capitaux, les marchandises et les informations est déjà à l'origine de transformations majeures dans les sociétés et les modes de vie. Les activités productives moins rentables, dont le coton, sont déclassées et délocalisées du « centre » vers la « périphérie », productrice de matières premières et de main d'œuvre à bas prix. Dans le même temps les richesses et les inégalités progressent considérablement en Europe.

La mondialisation actuelle, issue à la fin du 20e siècle de la « troisième révolution » informatique et numérique, s'apparente par bien des aspects aux mondialisations précédentes. Le processus à l'œuvre est semblable et ouvre un cycle long de transformation des modes de vie. Par ailleurs, les impacts sur la vie des hommes et des sociétés sont comparables dans la mesure où l'on observe les mêmes phénomènes : nouvelle division internationale du travail, transformation en profondeur des modèles économiques et productifs, nouvelles formes d'organisation du travail, redistribution de richesses entre et à l'intérieur des différents pays.

Pourtant, bien que de fortes analogies existent, les différences sont nombreuses. Plus précisément, la mondialisation actuelle présente une nouveauté radicale, décrite parfois comme une « forme mutante » du Capitalisme.
L'anglicisme « globalisation », utilisé par l'ensemble des pays (à l'exception de la France) rend mieux compte de la spécificité et du caractère inédit de cette nouvelle mondialisation que David Harvey[2] définit comme « la compression de l'espace et du temps ». De fait l'instantanéité, l'interconnexion, la mise en réseau des flux économiques et culturels, le caractère transnational et supra national

[2] David Harvey : « Time –Space Compression and the Postmodern Condition » in The condition of Postmodernity, pp.284-307, 1990.

de ces flux, en constituent les dimensions clés. À ce titre, l'expression de « Cyber Économie » est parfois employée.
Nous détaillerons ici 5 aspects majeurs de la nouvelle globalisation économique et culturelle. Chacun d'entre eux constitue une variable lourde d'évolution de nos modes de vie.

Une mobilité et une rapidité sans précédent des flux économiques, financiers et culturels

En changeant de vitesse, on change de niveau d'interaction économique et culturelle. Le nouveau monde globalisé n'est plus seulement celui de l'interdépendance, mais celui de l'interconnexion permanente et de la **« multipolarité »** de la domination économique, d'où le terme parfois utilisé de **« mise en réseaux »** du national et du local.
Dans ce nouveau **« système monde »,** le « centre » de l'économie est à la fois partout et nulle part. Les crises économiques et financières se propagent en temps réel, à la vitesse de l'Internet. Elles deviennent en ce sens récurrentes (plutôt que cycliques) et systémiques.
Prendre en main son destin économique, au niveau national ou individuel, devient chose complexe. **Le risque économique peut venir de partout et à tout moment. On n'a pas encore sans doute évalué dans toute son ampleur l'impact de ce changement radical sur la vie et l'esprit des individus et des nations.**

Autre point important : au-delà de l'économie et de la finance, le même processus d'interaction et d'accélération permanente s'applique aux flux culturels et humains. La mondialisation instantanée des informations et des images contribue fortement à cette globalisation à la fois économique et culturelle de la planète.
Chacun, s'il le souhaite, peut-être le spectateur ou l'acteur, direct et immédiat, de cette globalisation médiatique. L'industrie culturelle mondialisée diffuse à l'échelle planétaire ses « blockbusters » cinématographiques ou littéraires. **Les nouveaux réseaux sociaux contribuent à alimenter la conversation planétaire entre des cultures et des modes de vie différents. Renforçant les dynamiques de convergence à partir des grandes valeurs de la modernité occidentale** que

sont l'individualisme et le consumérisme et créant ainsi, partout sur la planète, des aspirations et des envies nouvelles. Parfois explosives.
En conséquence, de la même manière que la globalisation économique produit des dépendances nouvelles et à hauts risques, la globalisation culturelle secrète en permanence des imaginaires culturels partagés.
De cette manière, se forge progressivement une conscience de vivre dans le même monde, alors même que les conditions matérielles sont très différentes selon les régions et individus. Et que les inégalités s'accroissent de façon exponentielle.
Là encore se situent des zones d'ombre d'où pourront surgir **dans les trente prochaines années des événements difficilement prévisibles à l'heure actuelle.**

La nouvelle division internationale du travail et la montée en puissance d'une économie post-industrielle dans les pays riches

Cette nouvelle dimension de la mondialisation transforme en profondeur notre rapport au travail, et ceci à travers différents aspects :

La nouvelle division internationale du travail, en externalisant les activités productives les moins rentables vers les nouveaux « ateliers industriels du monde » que sont la Chine ou l'Inde, a pour première conséquence **le déclassement et la précarisation des emplois et des populations les moins qualifiées dans les sociétés développées.**
Les conditions d'un chômage structurel de masse sont ainsi créées dans les sociétés riches. Ce phénomène n'est pas conjoncturel ou transitoire, et uniquement lié à « la Crise ». Il obéit à un mouvement long et en profondeur de société, associé à « la troisième révolution industrielle » de l'information.

« Une véritable révolution sociale silencieuse est à l'œuvre, liée aux nouveaux modèles de l'économie immatérielle » dénommée aussi « économie de la connaissance »

De fait, de même que lors de la seconde révolution industrielle, l'emploi est passé de l'agriculture à l'industrie, déclenchant un

exode massif des campagnes vers les usines et les villes, le même mouvement opère sur le moyen long terme de l'industrie vers les services. En ce sens, « une véritable révolution sociale silencieuse est à l'œuvre, liée aux nouveaux modèles de l'économie immatérielle » dénommée aussi « économie de la connaissance ». Dans la nouvelle division internationale du travail, les pays riches vendent des produits immatériels à forte valeur ajoutée et achètent des produits « matériels » à bas prix de main d'œuvre.
Dans l'économie post-industrielle, la valeur ajoutée du produit, et ce qui en fait la rentabilité, n'est plus matérielle et liée à ses coûts de production, mais, immatérielle et liée à sa conception. Le produit devenant plus rentable à concevoir (recherche en innovation, marketing) qu'à fabriquer, la matière grise devient plus importante que la matière brute. En d'autres termes, dans cette nouvelle chaîne de la valeur du produit post-industriel, le « cerveau » est davantage valorisé que le « bras ».

En conséquence, à la différence de la société industrielle qui avait un besoin important de main d'œuvre et s'appuyait sur une immigration de travail, la société post-industrielle soustend une logique de déclassement et de précarisation des populations à faible qualification. **Robert Castel[3] utilise le terme de « précariat » pour décrire la nouvelle condition « infra-salariale, » qui se développe par rapport au statut salarié classique. Le nouveau phénomène social du « working poor»** (aux États Unis et en Europe) **illustre cette tendance lourde de société.**

Par ailleurs, la révolution informatique modifie radicalement les modèles d'organisation du travail hérités de la société industrielle. De fait, l'entreprise industrielle constituait un monde hiérarchisé fonctionnant sur des statuts, des complémentarités et des solidarités professionnelles clairement établies.
Il y a seulement trente ans, l'organisation d'une banque répondait à une logique tayloriste classique. Aujourd'hui le même employé fait tout, ou presque.
La nouvelle façon de concevoir le travail dans les sociétés de l'information modifie en profondeur le rapport au travail dans la mesure où **l'autonomie, la polyvalence, la flexibilité, l'auto entreprenariat, le « free lance » en deviennent des logiques obligées. Par ailleurs, le travail se fait de plus en plus hors du lieu de travail.**
La montée en puissance de certaines pathologies sociales et du phénomène de la **« souffrance au travail »** (stress, suicides dans des entreprises qui ont longtemps connu le taylorisme) constitue un révélateur de ce mouvement de fond de société.

[3] Robert Castel, Claude Martin (dir.) Changements et Pensées du changement, Paris, la Découverte, 2012

Un pouvoir économique et financier de plus en plus transnational, au-delà de la souveraineté des États

Cet aspect est majeur, car il pèse fortement sur l'évolution des sociétés et des modes de vie. De fait, dans « l'ancien système monde », les économies demeuraient « des entités autonomes et territorialisées sous l'égide des États-Nation ». La globalisation économique a fait éclater ce principe territorial d'organisation économique dans la mesure où les forces impersonnelles du marché et de la monnaie sont plus puissantes que la « volonté » nationale. La domination économique et financière devient « transnationale ».
En attendant par exemple les nouvelles villes globales que sont Paris, New York, Londres, Shanghai et qui constituent le nouvel épicentre interconnecté de l'économie globalisée. Leur rôle est celui de vitrine, à la fois économique (en tant que places financières), architectural et culturel (les grands musées, les grandes places du luxe et de la mode qui ont leurs lieux fétiches).
Le renchérissement ininterrompu du foncier a favorisé dans ces hauts lieux culturels de la mondialisation, l'émergence d'un cosmopolitisme de classes moyennes supérieures, les « créatifs culturels ».
L'enjeu plus large, et à long terme, devient-il celui du **« déclin d'un modèle politique fondé sur l'État national »**[4], face à une nouvelle réalité économique et financière qui n'est plus maîtrisable à son échelle. Les débats actuels à propos de la perte de souveraineté de l'État-Nation et des limites redistributives de l'État Providence concernent plus particulièrement l'Europe et la France. Et ceci dans la mesure où, historiquement il existe en Europe un modèle de protection sociale plus avancé que dans les autres régions du monde.
Des nuances doivent cependant être apportées, car les divergences et les singularités nationales en Europe font que les modèles anglais, suédois, allemand où français en matière d'État Providence et « d'économie sociale de marché » sont relativement peu comparables. La question se pose de manière plus cruciale en France où l'interventionnisme et le rôle de régulation sociale de l'État reposent sur une tradition historique ancienne.

[4] Marc Abeles, Anthropologie de la Globalisation,Paris, Payot, 2008

La multi-polarité culturelle et l'émergence d'une nouvelle « culture monde »

La « Culture Monde[5] », apparaît comme le nouveau mode d'expression à l'échelle planétaire de la mondialisation économique. Les normes capitalistes de rationalité marchande, de productivité, de performance et de compétitivité, en constituent le « noyau dur ». À travers elles, se généralisent à l'ensemble de la planète les valeurs phares de la modernité occidentale que sont la recherche d'autonomisation de l'existence, l'aspiration au progrès et au bien être matériel. **Ce nouvel universalisme indissociablement économique et culturel,** qui reproduit les lois capitalistes du marché, présente la particularité d'être reproductible et flexible, adaptable aux différentes cultures locales. En fait, il s'agit d'un **universalisme pluriel ouvert aux particularismes et aux syncrétismes.**
En ce sens, **le travail en cours d'uniformisation des cultures, ne débouche pas nécessairement sur une indifférenciation.** Les variantes culturelles en sont libres. D'où des dynamiques opérant sur la longue durée, des métissages entre les différentes cultures nationales et locales, ceci débouchant à terme sur un cosmopolitisme généralisé des modes de vie.
Point important : les impacts à long terme de cette diffusion à l'échelle planétaire des modèles et des valeurs de la modernité capitaliste occidentale sont multiples et lourds de conséquences.
En ce sens, ils doivent être obligatoirement intégrés dans une réflexion prospective sur les modes de vie. En effet, plusieurs aspects interviennent. Tout d'abord, le paradoxe de cette forme de développement du monde, est que celle-ci signifie à terme, un nouveau positionnement de l'Occident et en tout cas une réorganisation à la fois géopolitique, économique et culturelle au niveau mondial. Ensuite, **la multipolarité économique et culturelle qui s'installe progressivement pour le siècle à venir ne signifie pas que toutes les valeurs de la modernité occidentale seront préservées, ni que l'Occident en gardera le monopole.**

Enfin, la logique de performance et de compétitivité généralisée ainsi que les appétits consuméristes qui se développent à l'échelle de la planète rendent probable, voire inéluctable, à terme, une raréfaction et une crise des ressources naturelles et environnementales. Ceci ouvrant à des horizons prospectifs incertains.

[5] Gilles Lipovetski, Hervé Juvin, L'Occident mondialisé , Controverse sur la Culture planétaire , Paris, Grasset, 2010.

Pour citer à nouveau **Hervé Juvin : « La culture monde adresse des désirs infinis à un monde fini. Le mur inévitable de la rareté la balaiera ».**
Et pour aller plus loin ; « la première sécurité à cet horizon sera celle du milieu de vie. La politique de la survie ne sera rien d'autre qu'une politique des territoires, des villes, du local ». Il est fait là référence à la théorie montante aux États Unis du **« State building »,** qui fait l'hypothèse que les problèmes futurs ne pourront se traiter qu'à l'échelon local ou micro local.

Le choc en retour des réaffirmations identitaires et particularistes

Le processus de convergence et d'homogénéisation des modes de vie, à l'échelle de la planète, suscite des réactions en retour et **des résistances de multiples natures : religieuse, identitaire, particulariste, nationale, locale.**
En d'autres termes, à la logique d'uniformisation et d'indifférenciation qui est véhiculée par la mondialisation de l'économie, de la consommation et de la culture, répond une logique inverse de renforcement des particularismes et des différences.

Jean-Claude Guillebaud[6] analyse ainsi le retour de l'identité dans le monde globalisé : « l'identité nous protège d'une acception abstraite, sans corps ni substance de l'universalité, de l'engloutissement dans un tout indifférencié ».
Dans le même esprit, Hervé Juvin analyse le processus de globalisation comme « l'inverse de la culture : dispositif qui fait que les mêmes se reconnaissent ».
Ceci l'amène à annoncer « le retour des passions vraies : ethniques, religieuses, nationales ».
L'intensification planétaire des demandes de nature religieuse, identitaire, particulariste, participe en ce sens d'un **« besoin vital d'enracinement »** qui peut prendre des formes multiples et parfois nouvelles, répondant à une forme de brouillage et d'anxiété identitaire.
L'éventail des modes d'expression identitaire est large, allant de l'intensification d'un communautarisme religieux ou sectaire, à l'amplification du sentiment nationaliste, que l'on peut observer à travers des mouvances nationalistes en Inde, en Europe du Nord, aux États-Unis.
La réactivation d'un régionalisme économique et culturel, **le retour au « terroir », au « buy local »,** participent également, et de façon large, de ce mouvement diffus et diversifié de résistance et de réaffirmation de sa singularité et de sa différence.

[6] Jean-Claude Guillebaud, Le Commencement d'un monde: Vers une modernité métisse, Paris, Éditions du Seuil, 2009

La société française vue à travers le prisme de la mondialisation

La mondialisation apparaît comme l'un des principaux ferments de transformation des sociétés sur les trente prochaines années. Elle ouvre à de nouvelles problématiques et enjeux de société qui sont de natures multiples : économique, politique, culturelle.
Ces grandes logiques de transformation sont complexes dans la mesure où interviennent en permanence des forces contraires et dialectiques. Le mouvement vers la convergence et l'interaction des économies, vers l'homogénéisation des modes de vie à l'échelle planétaire, qui suscitent en retour des réactions et des affirmations particularistes et locales.
De fait, l'on peut dire que plus il y a d'uniformisation, plus il y a en retour de la différence et de la singularité. L'irruption et l'interférence trop fortes du monde global dans la vie quotidienne, provoquent le choc en retour d'une demande plus grande de monde local. Il y a là un facteur explicatif des multiples tendances que l'on voit progresser dans le sens d'un retour à la proximité et à l'enracinement local, familial, d'un repli sur la communauté territoriale, identitaire ou religieuse, ou, plus largement d'une redécouverte du sentiment protectionniste.

En raison de ces **forces complexes et contradictoires, il est malaisé de prévoir la tournure que prendra dans les trente prochaines années, le « grand chantier » actuel de la mondialisation.** Des événements, des basculements ou des bifurcations imprévus peuvent surgir (en « langage prospectif », on utilise le terme de « cygne noir » ou « black swan »). En ce sens l'enjeu consistera ici à indiquer le « sens du courant », c'est-à-dire à mettre en évidence les grandes dynamiques d'évolution en relation aux problématiques plus spécifiques à la société française, partant de l'idée que les grandes transformations associées à la mondialisation, même si elles concernent l'ensemble des sociétés, prennent une coloration particulière selon les pays. Chaque pays a sa « personnalité » propre, forgée par l'Histoire, et d'autant plus, dans des nations à aussi forte tradition historique que la France.

De fait, l'État Nation français, de par son ancienneté et son histoire, incarne, bien plus fortement que dans les autres pays, le rôle de référence première et de dernier rempart intégratif face à la mondialisation. En ce sens, **l'évolution du modèle étatique et républicain français face au nouveau monde globalisé, constituera un révélateur majeur de nos futurs modes de vie.**

Par ailleurs, « l'étrangeté de l'esprit français »[7] a été maintes fois soulignée. Le **modèle français** « n'est ni individualiste au sens anglais, ni communautaire au sens allemand ». **Il constitue un mélange particulier d'esprit égalitariste et élitiste, d'esprit révolutionnaire et aristocratique.**

[7] Philippe d'Iribarne, L'Étrangeté Française, Paris, Éditions du Seuil, 2006



CHAPITRE 2

Les nouveaux rapports entre l'individu et la société



Stephen Tanner, 2009
www.officepod.co.uk

Les nouvelles problématiques de la société française

L'affaiblissement et l'évolution du rôle de l'État-Nation malgré la crise, ou une redistribution des cartes multi partenariats

La globalisation, vue sous l'angle du politique, constitue un facteur lourd de déstabilisation de l'État-Nation. De fait, elle représente une nouvelle réalité économique et financière qui devient difficilement maîtrisable à l'échelle nationale.
L'État-Nation, en tant que modèle d'organisation du politique, remplit historiquement un triple rôle :

- Un rôle d'autorité régalienne étant garant de la Loi, de l'Ordre et de la Défense Nationale sur son territoire.

- Un rôle de régulation économique et sociale. La Santé, l'Éducation, l'Économie constituent ses principales prérogatives. Traditionnellement en France, l'État a pour vocation de faire le lien, de tenir ensemble l'économique et le social, le processus de déterritorialisation du pouvoir économique engendré par la globalisation économique distend le lien entre économie et société, fragilisant ainsi la capacité d'intervention étatique. Cette dimension du rôle de L'État est celle qui est la plus atteinte aujourd'hui. Et cette évolution est majeure, d'autant que les théories néo-libérales, répandues dans les pays anglos-saxons, sont fondées sur l'idée de la « mise en concurrence généralisée de la société par l'État »[8].

Alain Touraine[9] analyse la mondialisation économique en tant qu'élément de « la mort du social » et ceci, du fait que « les conditions structurelles sont créées d'un divorce entre l'économique et le social ».
Lors des ateliers prospectifs, une image forte, évoquée par Martin Hirsh, a été utilisée, pour illustrer ce processus de distorsion économique. Celle de **« l'économie centrifugeuse ».** Ainsi, « la grande roue de l'économie tourne de

[8] Serge Audier, Néo libéralisme(s) Une archéologie intellectuelle, Éditions Grasset, 2012

[9] Alain Touraine, Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Éditions Fayard, 2005

plus en plus vite et éjecte de plus en plus de monde qui ne peut plus suivre. L'autre roue, celle qui fait du social, et récupère les gens éjectés, est de plus en plus grande et sa vitesse ralentit provoquant une grande inertie sociale. L'État qui est derrière la roue, s'endette, et ne peut plus suivre non plus ».

- Un rôle de garant de légitimité et d'identité nationale. L'État-Nation constitue le socle identitaire et culturel à partir duquel se forge le sentiment d'une appartenance nationale, la nation constituant en ce sens, une « communauté imaginée », forgée à travers l'histoire autour de valeurs communes.

La montée en puissance du multiculturalisme dans des sociétés de plus en plus fragmentées, à la fois au plan socio-économique et culturel, vient brouiller ce mécanisme identitaire et symbolique qu'est l'État-nation.

En conséquence, la globalisation, indissociablement économique et culturelle, a enclenché une tendance lourde d'évolution qui transforme en profondeur les grandes formes et structures de l'État. De fait, à l'ère qui semble s'ouvrir, celle de l'État post souverain et des sociétés multiculturelles, l'État-nation apparaît doublement affaibli :

- D'une part, dans sa fonction de régulation et de redistribution économique en raison de l'endettement public et de la perte du contrôle des marchés et des monnaies.

- D'autre part, dans son rôle de garant symbolique d'une identité commune.

En ce sens, ne faut-il pas interpréter comme le « signal faible » d'un délitement ressenti du politique, les récents débats publics sur la souveraineté étatique et l'identité nationale ?

Par ailleurs, parallèlement à l'affaiblissement du rôle de l'État dans ses fonctions économiques et d'impulsions identitaires, on observe, ainsi que cela a été noté dans les ateliers prospectifs, un recentrement et renforcement de l'État sur sa sphère d'autorité régalienne. D'où une tendance montante que l'on peut constater, à l'accroissement des réglementations publiques dans des domaines relevant du domaine privé.
Lors des ateliers prospectifs, l'un des participants a eu cette phrase lapidaire pour résumer les évolutions en cours : « l'État devient trop petit pour les grandes choses et trop grand pour les petites choses ».
Pour ces différentes raisons, l'évolution dans les prochaines années de ce modèle

d'organisation étatique qui associe un territoire, un État souverain, un peuple et une identité nationale, constitue une question lourde, dimensionnante de nos modes de vie futurs.

Une crise du politique

Ce que certains observateurs interprètent comme « une crise du Politique » participe de cette même problématique de l'État « Post Souverain ». La montée en puissance des formes de nationalisme souverainiste et de populisme dans la plupart des pays européens peut en constituer un indice. L'irrespect pour le Politique également.
À ce propos, Michel Rocard notait les formes d'irrespect qui se multiplient dans les média et le public, vis-à-vis de la fonction et de l'homme politique.

En conséquence, on peut considérer que l'évolution du rôle de l'État Nation aura une incidence directe sur la place et le respect accordé au politique. En d'autres termes, un État perçu comme « impuissant » risque d'entraîner une crise importante du Politique. Et ceci d'autant plus que l'État en France constitue une variable lourde de société, à forts impacts sur les modes de vie. Avec à la clé, une question centrale : quelles seront les manières de renouer le lien social, quels les futurs modèles intégrateurs dans un monde globalisé et multi-culturel ?

La tension entre le modèle républicain et les évolutions de la société mondialisée

La question plus large qui se pose à terme est celle de la crise et de l'évolution du modèle français d'intégration. La question se pose doublement, à la fois au plan de l'intégration économique et de l'intégration culturelle.

Lors des ateliers prospectifs, la problématique du multiculturalisme en regard du modèle républicain, a été largement abordée. D'abord sous l'angle de l'inter-culturalité qui a relativement bien fonctionné lors des vagues d'immigration précédentes. D'où une interrogation : « est-on dans un état de mixité culturelle plus avancé que lors des périodes précédentes. Ou alors différent ? »
Les réflexions se sont rejointes sur le fait que la mixité actuelle opérait sur des bases culturelles, religieuses, plus éloignées et hétérogènes que lors des précédentes vagues d'immigration. Le facteur religieux notamment est ressorti comme un obstacle à l'inter-culturalité. Renvoyant à une problématique plus particulière à la France : celle du **modèle républicain, à la fois intégrateur et**

laïque, éloigné des formes de pensée communautariste à l'anglo-saxonne.
Par ailleurs, une autre spécificité française est une laïcité plus prononcée que dans les autres pays européens : le nombre de personnes déclarant une non-appartenance religieuse y étant majoritaire et très supérieur à ce qu'il est en Europe.

Concernant la dimension économique et sociale, la réflexion en atelier prospectif s'est concentrée sur les particularités et les inadaptations du modèle d'intégration sociale français au nouveau contexte économique.
La tendance française est de raisonner en inégalités des conditions, des statuts et des salaires, ce à quoi l'État Providence a tenté de remédier jusque-là.
Par contre, **la notion « d'égalité des places et des chances », mieux adaptée aux nouvelles lois de la concurrence, n'est que très peu prise en compte dans les représentations et les politiques publiques.**

En conséquence, les évolutions et les transformations du modèle d'intégration français constituent une variable prospective majeure de l'évolution des modes de vie dans les prochaines années.
Les enjeux de l'intégration sont indissociablement de nature économique et culturelle. La question du communautarisme en France, qui est parfois ressenti comme une menace, ne peut pas se poser indépendamment de cette double problématique sociale et culturelle. En effet, le repli sur la communauté d'origine peut être interprété, non pas comme la cause, mais comme la conséquence des dynamiques sociales d'exclusion à l'œuvre dans la société post-industrielle.
À travers ces différentes problématiques de changement, on revient en définitive au rôle à venir de l'État-Nation, et plus précisément aux rapports qui s'institueront entre le politique, l'économique et le social dans les sociétés post-industrielles et globalisées.

L'émergence d'un nouveau séparatisme social

La montée en puissance des inégalités économiques et des différences culturelles dans l'économie post-industrielle, ainsi que l'augmentation du prix du foncier, favorisent l'endogamie sociale et les apparentements sélectifs. Jacques Donzelot[10] a montré comment des communautés fermées et séparées se sont constituées aux États Unis (« Gated Communities »). Les riches ont également leurs ghettos, seule façon de rester entre eux.
Eric Maurin[11] décrit comment opère en France le regroupement endogame

[10] Jacques Donzelot, Anne Wyvekens, Catherine Mével, Faire société. La politique de la ville aux États Unis et en France, Éditions du Seuil, 2003

[11] Éric Maurin, Le ghetto français, Éditions du Seuil, 2004

des communautés ethniques ou des classes sociales. Des enquêtes menées sur les relations de voisinage dans les quartiers ont montré qu'entre 1968 et 2005, le voisinage des jeunes d'origine française, pour 80 % d'entre eux, n'avait pratiquement pas évolué. Alors même que la part des jeunes issus de l'immigration, avait fortement augmenté entre temps.
D'une manière générale, **l'évitement social semble constituer une pratique montante, plus ou moins assumée,** mais observable à plusieurs niveaux : de l'augmentation des pratiques d'évitement scolaire, au bien connu syndrome « Nimby » (traduire en français : « pas chez moi »).
À noter que ces pratiques contredisent les enquêtes et les sondages qui proclament majoritairement une volonté « de vivre ensemble ».
Dans les faits, la dynamique actuelle des transformations de la société française crée un nouveau séparatisme social et culturel opérant à un double niveau. Entre les élites et les classes populaires d'une part. A l'intérieur des catégories populaires d'autre part, et en fonction de critères ethniques et culturels.
Les différentes catégories de population, à commencer par les plus hautes, ont tendance à se refermer et à fermer l'accès pour ceux qui se situent en dessous.

Faut-il voir dans cette dynamique de séparation, une tendance lourde de société, et donc une variable prospective forte à moyen long terme ?
Les travaux de l'économiste Daniel Cohen[12] fournissent un éclairage intéressant sur ce processus d'endogamie sociale qu'il associe au passage à la société post-industrielle. Il évoque un changement de paradigme économique et sociétal.
Les équilibres et les complémentarités qui existaient dans la société industrielle (entre patrons et ouvriers, chacun ayant besoin de l'autre) et qui ont façonné les modes de vie de l'après guerre, **ont été rompus par la délocalisation des activités industrielles vers les pays émergents, la financiarisation de l'économie et la montée en puissance d'une économie de la connaissance dans les sociétés développées.**
Dans le nouveau modèle économique, le rapport de forces est devenu déséquilibré. De ce fait, les logiques d'inégalité et d'exclusion deviennent structurelles et structurantes de la société. Ceci amène Daniel Cohen à parler « d'un monde de l'exclusion qui se reproduit par endogamie, et ne fonctionne qu'entre semblables ».

[12] Daniel Cohen, Philippe Askenazy, 16 nouvelles questions d'économie contemporaine, Albin Michel, 2010

La crise de l'école

L'École figure au cœur du débat actuel de société. Elle apparaît comme le maillon faible et l'épicentre des inadaptations du modèle d'intégration à la française. En ce sens, elle se place au cœur des nouveaux enjeux nationaux.
L'école de la République a longtemps été le principal maillon intégrateur, à la fois social et culturel de la société. Elle a été également le principal mécanisme de sélection des élites, instaurant un parcours « méritocratique », en fixant une norme nationale, supposée égale pour tous. Ceci illustrant le mélange particulier d'esprit égalitariste et élitiste qui caractérise « l'étrangeté française »[13] déjà évoquée.
L'ouverture de l'école à tous, à travers la massification des politiques scolaires, s'est faite sans en changer les normes qui deviennent inadaptées à une partie grandissante de la population, notamment issue de la banlieue.

François Dubet[14] dénonce le « mythe de l'égalité des chances », qui repose sur l'idée malthusienne qu'il suffit qu'un petit nombre de « méritants », issus des milieux défavorisées, accède aux échelons supérieurs de l'enseignement et de la société, pour légitimer l'ascenseur démocratique français. En analysant les mécanismes de l'inégalité sociale qui sont au cœur de l'école républicaine, il met en évidence le fait que le système français, plutôt que de réduire les inégalités, les augmente.
Camille Peugny[15] analyse le déclassement social entre générations. Il met en évidence la réalité statistique d'une mobilité sociale descendante des générations nées depuis le tournant des années 1960, alors même que ces générations sont sensiblement plus diplômées que leurs parents.
En ce sens, les politiques de massification scolaire n'ont pas débouché sur une démocratisation réelle et ceci pour deux raisons. D'une part le poids du diplôme dans l'acquisition des « places » tend à diminuer au fil des générations. D'autre part, Camille Peugny démontre que les enfants diplômés de parents diplômés, sont mieux protégés du déclassement. **L'ascendance sociale intervient davantage que le « mérite » scolaire.**
L'enseignement le plus important que l'on tire de ces travaux est que l'inégalité face au risque de déclassement social intervient à un double niveau. L'inégalité est d'une part générationnelle, portant sur les classes d'âge de l'après baby boom. Elle est d'autre part sociale, liée à l'ascendance des parents et au capital social disponible.

[13] Philippe d'Iribarne, L'Étrangeté française, Seuil, 2006

[14] François Dubet, Les places et les chances, Seuil, 2010

[15] Camille Peugny, Le déclassement, Éditions Grasset, 2009

La peur du déclassement

Éric Maurin[16] a mis en évidence **ce sentiment d'insécurité qui gagne des fractions grandissantes de classes moyennes qui se sentent fragilisées par la mondialisation économique.** Les mutations économiques et technologiques accélèrent une logique d'ascenseur et de « descenseur » social. On a le sentiment que l'on peut monter ou descendre plus rapidement. D'où la nouvelle conviction que personne n'est à l'abri de perdre son emploi et sa situation, et qui devient en ce sens, « l'énergie négative de nos sociétés ».
Le climat actuel de crise en Europe est venu conforter ce sentiment d'instabilité économique et sociale. Le paradoxe est que le pessimisme social semble toucher davantage un pays comme la France qui a la réputation de bénéficier de fortes protections sociales, et moins fortement les sociétés anglo-saxonnes, où les individus sont confrontés plus durement au marché.
L'anxiété ressentie en France apparaît là encore renforcée par certaines particularités du modèle français. De fait la France est très représentative de ce que certains économistes appellent le « compromis néo corporatiste ». Les protections y sont solides pour ceux qui se sont installés dans le système (les « Insiders ») et faibles pour ceux qui en sortent, où ne sont pas parvenus à y entrer (les « Outsiders »). En ce sens, sortir du jeu économique et social, devient une menace d'autant plus grande que l'on n'est pas sûr d'y rentrer à nouveau. Par ailleurs, **le rôle protecteur traditionnel de l'État n'apparaît plus assuré dans le contexte actuel de crise.**

Le thème de la précarisation des classes moyennes et populaires a été longuement débattu lors des ateliers prospectifs. Notamment, a été évoqué le phénomène de déclassement qui depuis une vingtaine d'années touche une frange plus importante des enfants diplômés des classes moyennes et populaires.
Le mouvement récent des « Indignés » en Espagne et aux États-Unis qui manifestent un rejet du système politique et économique existant est apparu comme le révélateur et le signal fort d'une tendance lourde de société.
Cette tendance va dans le sens d'enquêtes récentes sur le comportement électoral des 18-24 ans en France. Les résultats tendent à montrer que les jeunes issus des milieux classe moyennes et populaires, ont tendance à radicaliser leurs intentions de vote aux deux extrêmes de l'échiquier politique. D'où la question qui se pose en termes de tendance à moyen long terme. N'est-on pas là, en présence d'un mouvement de fond de société, amené à s'amplifier et se durcir au fur et à mesure d'une récession économique prolongée, voire structurelle, en

[16] Eric Maurin, La peur du déclassement « Sociologie des récessions », Seuil, 2009

Europe ? En d'autres termes, n'y a-t-il pas là une variable lourde de l'évolution des modes de société et de vie à horizon 2030 ?

La précarisation des populations périurbaines et l'embourgeoisement des métropoles

La recomposition territoriale liée aux nouvelles dynamiques économiques et sociales a relégué en dehors de la ville les couches moyennes et populaires traditionnelles.
Une majorité de français issus des milieux populaires et ouvriers vit aujourd'hui sur des territoires périurbains, ruraux et industriels, dans des petites ou moyennes communes à l'écart de la ville dense et des métropoles les plus dynamiques. Majoritaire, cette France périphérique connaît un taux de croissance démographique nettement plus élevé que celui des grands centres urbains. En effet, elle ne se réduit pas à sa population âgée, même si ces territoires attirent de nombreux retraités.
La Mayenne, l'un des départements français parmi les plus pauvres, composé majoritairement d'ouvriers et d'employés, se caractérise par le deuxième taux de fécondité le plus élevé en France derrière la Seine Saint-Denis.
En ce sens, **on sous-estime pour les années à venir, le poids d'une jeunesse populaire éloignée des grands centres d'activité économique et culturelle, et par conséquent de l'offre scolaire et des emplois qualifiés.**
La relégation géographique empêche la mobilité sociale de ces populations.
L'importance du taux de chômage des jeunes diplômés sur les territoires périurbains et ruraux illustre déjà cette tendance de fond. Cette difficulté à s'intégrer ira en augmentant dans une économie post-industrielle de la connaissance.

En parallèle, la concentration des emplois tertiaires qualifiés dans les zones centres, ainsi que le renchérissement du foncier qui l'accompagne, est à l'origine d'un embourgeoisement des métropoles.
Cette « gentrification » des grandes villes va de la haute bourgeoisie traditionnelle à la nouvelle bourgeoisie « bobo », plus intellectuelle mais moins fortunée, qui aujourd'hui habite, par opportunité foncière, dans les anciens quartiers populaires.
De fait, contrairement à la bourgeoisie traditionnelle, **la bourgeoisie « bobo » habite dans des quartiers à forte mixité sociale et ethnique.** Les commerces de quartiers illustrent cette nouvelle géographie sociologique, allant du petit commerce communautaire au hard discount et aux supérettes bio.
Toutefois ces lieux de mixité ne présument en rien d'un métissage « arc-en-

ciel » des modes de vie. Les pratiques de ségrégation résidentielle (par le biais des digicodes et interphones notamment) et d'évitement scolaire (dès le collège), quoique moins visibles que dans les quartiers bourgeois traditionnels, illustrent une robuste endogamie sociale. Ce séparatisme discret peut cependant s'accompagner de réelles solidarités (soutien scolaire, défense des sans papiers).
Cependant, la sociologie des grandes villes ne se résume pas à son processus d'embourgeoisement. De fait, à une sociologie urbaine traditionnelle, héritée de l'ère industrielle, a succédé une sociologie nouvelle et inégalitaire, issue de la mondialisation.
Cette transformation sociale majeure est portée par un **double mouvement d'embourgeoisement et d'immigration.** L'éventail des écarts sociologiques, que l'on retrouve dans l'ensemble des grandes villes européennes, est en ce sens, fortement ouvert. Allant de la bourgeoisie traditionnelle et « bobo », aux populations immigrées qui ont remplacé les couches populaires traditionnelles.
L'arrivée de ces populations à faible qualification sur un marché de l'emploi hautement qualifié, alimente un marché des services précarisés et à faible coût, (la « nounou » immigrée, parfois sans papiers, le cuisinier travaillant, parfois illégalement, dans les restaurants de quartiers…).
Les effets de cette sociologie inégalitaire commencent déjà à s'observer dans les écarts socioculturels grandissants qui s'observent dans les collèges des métropoles. Y cohabitent une jeunesse bourgeoise et une jeunesse issue de l'immigration.
À noter qu'il y a sans doute un champ d'observation sociologique et prospectif intéressant pour l'avenir.

Les enjeux de la société française

Un nouveau rapport à la culture et à l'éducation

Les différents ateliers prospectifs ont largement abordé, et mis en perspective, les anciennes et nouvelles problématiques de l'éducation et du savoir.
Il a été rappelé que le modèle éducatif républicain a toujours fonctionné (que ce soit pour les populations paysannes ou immigrées du début du 20e Siècle) sur le principe d'une assimilation fondée sur une vision élitiste et bourgeoise du savoir. En ce sens, la politique qui a consisté à ouvrir Sciences Politiques aux banlieues défavorisées, participe d'une même logique. Le fait d'avoir récemment supprimé du concours d'entrée la culture générale, alors que celle-ci en était le fleuron, illustre paradoxalement la fonction de reproduction sociale de cette grande école

qui exemplifie l'élitisme français. Ce geste symbolique montre également que les temps ont changé, et que dans la société française actuelle : « la culture des uns devient de moins en moins la culture des autres ».
Par ailleurs, **à l'âge de l'internet, les méthodes éducatives traditionnelles ancrées sur l'emmagasinement des connaissances perdent de leur signification.** La démultiplication et la banalisation des équipements informatiques ouvrent à l'image d'un « savoir » accessible à tous sur un « simple clic » et à « portée de main », remettant en cause les connaissances académiques et le fonctionnement traditionnel de l'École. L'aptitude à rechercher rapidement la bonne information au bon endroit, la capacité à établir des relations et à fonctionner en réseaux, apparaissent comme des aptitudes à la fois, nouvelles, importantes, et non reconnues par l'Institution scolaire.
La remise en cause actuelle du modèle scolaire et éducatif, ouvre à la question plus large du sous-emploi des formes d'intelligence non académiques qui existent dans la société. Et notamment parmi la jeunesse défavorisée, celle-ci revendiquant « l'intelligence de la débrouille » et s'affirmant « futée, davantage que sachante ».

La nouvelle société cognitive et les nouvelles formes du savoir

Cette nouvelle problématique du savoir renvoie à la problématique plus large de la société cognitive. **Dans le nouveau modèle post-industriel, le « savoir » est envisagé comme la nouvelle arme économique des sociétés développées, « l'intelligence » en étant une variable stratégique centrale.** À titre d'illustration, l'ingénierie des connaissances est devenue un nouveau métier d'expertise sur les connaissances stratégiques de l'organisation.
La société du 21e siècle sera celle de l'information et de la connaissance. Elle sera donc « cognitive » et « apprenante », **l'individu devenant « entrepreneur de soi-même », responsable de ses apprentissages permanents.**
Le terme « apprenant », qui est désormais utilisé, traduit un glissement de sens significatif. Il est le signe que l'on sort des problématiques habituelles de la formation professionnelle, plus formatée et passive.
Le rapport de l'Unesco pour l'éducation au 21e siècle va clairement dans ce sens. Ainsi dans cette vision prospective, il ne suffit plus que chaque individu accumule au début de sa vie un stock de connaissance, où il pourrait ensuite puiser indéfiniment. Il faut surtout qu'il soit en mesure d'exploiter tout au long de son existence cette connaissance première, et de s'adapter à un monde changeant.

En conséquence, il apparaît clairement que dans les années futures, cette nouvelle culture « de l'apprendre », imposée par le nouveau contexte économique et technologique, modifiera en profondeur la relation aux institutions classiques du savoir.

Des métissages culturels et identitaires qui commencent à se créer parmi les jeunes générations

On observe certains signes d'évolution parmi les jeunes générations vivant sur les territoires de mixité culturelle. De nouveaux « bricolages » identitaires s'inventent, de nouvelles pratiques de métissage se créent sur un fond de multi-appartenances.

De nouveaux « bricolages » identitaires s'inventent, de nouvelles pratiques de métissage se créent sur un fond de multi-appartenances

Le point de départ de cette nouvelle logique identitaire apparaît être le territoire d'appartenance. L'enjeu devient de créer des liens collectifs à partir de pratiques culturelles partagées.
En ce sens, on commence à observer des modes de vie « multi-appartenants ». Cette forme de multi-appartenances consiste par exemple, ainsi que cela a été évoqué en atelier prospectif, à adopter toutes les fêtes religieuses.
Toutefois, il convient de regarder plus en détail le contexte et la nature de ces pratiques de métissage culturel. De fait, elles peuvent recouvrir, dans certains territoires démographiquement déséquilibrés, une logique d'assimilation à la culture dominante, manière de sortir d'une marginalité ethnique.
Ces nouvelles pratiques multi-culturelles peuvent être également liées à des formes latentes de « guerre de territoire », notamment entre jeunes. Le phénomène de « la guerre des yeux » qui impose à l'étranger de baisser les yeux est bien connu dans les quartiers.
Plus largement, à travers l'émergence de ces modes de vie multi-appartenants, se pose la question des solidarités et des appartenances qui se réinventent dans ces territoires de mixité et donnent lieu à de nouvelles pratiques. De fait, à l'inverse de la majorité des autres jeunes Français, **la précarité et la difficulté à s'intégrer économiquement pour le jeune de banlieue, n'est pas compensée par des solidarités intra-familiales. Ou, à l'exemple des minorités asiatiques, par des solidarités intra-communautaires.**
D'où des recherches de solidarités alternatives par le biais d'un territoire et d'une culture d'appartenance commune. N'oublions pas que sur ces même territoires, existaient, il n'y a pas si longtemps, des solidarités ouvrières de « classe ».

Le retour du local et de la proximité

Ce thème a été largement abordé lors des ateliers prospectifs. À la différence du régionalisme politique (Breton, Corse..) tel qu'on l'a connu, et qui a plutôt régressé ces dernières années, le « localisme » semble retrouver une vitalité nouvelle.
Le local n'est pas tant à comprendre ici à travers sa définition géographique, mais davantage subjective. Il porte sur ce qui est proche, intime, connu et apporte un sentiment de familiarité, de sécurité, d'identification.
En ce sens, **le local est avant tout une question de relation et de contexte, plutôt que d'échelle et d'espace. La notion en vogue de « terroir » illustre bien l'idée de lien reconstitué avec l'origine et l'identité.** En quelque sorte, cette notion est à rebours de l'univers atemporel et froid des villes et du cyber espace. De ce fait, il n'est pas anodin que les nouveaux besoins de proximité et d'identité (ou de traçabilité de l'origine) se tournent d'abord vers l'alimentation.
Le succès des produits Bio, des circuits AMAP, qui rétablissent le lien direct entre le producteur et le consommateur, le paysan et l'urbain, peut s'interpréter ainsi sur le mode d'une contre tendance (ou d'un antidote) identitaire, en réaction à l'industrie alimentaire mondialisée et plus largement à un monde sans mémoire ni identité.

Cette problématique du lien et de la proximité, peut se repérer dans d'autres tendances. Les expériences de monnaie locale qui commencent à essaimer dans certains pays européens, illustrent, sinon la montée en puissance, en tout cas le désir d'une économie du lien et de la proximité.
Le phénomène est peut-être marginal, mais sans doute significatif d'une aspiration montante. À ce titre, il n'est pas à écarter en tant que signal « de quelque chose qui se passe ».

Le désir d'une économie du lien et de la proximité

L'émergence d'une nouvelle géographie sociale et territoriale

Une nouvelle géographie sociale et territoriale se construit progressivement en France. Elle est liée aux transformations amenées par la mondialisation et le passage progressif d'une société industrielle à une société post-industrielle.
L'impact en est majeur au plan des modes de vie. Les travaux, notamment,

de Christophe Guilluy[17] apportent un éclairage intéressant sur cette nouvelle sociologie territoriale et urbaine qui demeure relativement méconnue. D'autant plus méconnue, que des images anciennes persistent dans la mémoire collective. Images héritées de la ville industrielle avec ses quartiers bourgeois et populaires, séparés mais non éloignés. Images héritées également de la période des Trente Glorieuses et de l'émergence d'une classe moyenne dans une France pavillonnaire, née de l'étalement périurbain.
En ce sens, l'imaginaire collectif continue de faire de la « banlieue pavillonnaire » le territoire des classes moyennes. Opposant une « classe moyenne » vivant dans le périurbain, aux populations immigrées vivant dans l'exclusion des « banlieues sensibles ». Cette représentation qui continue de structurer les discours médiatiques et les actions publiques, est remise en question par les évolutions des trente dernières années.

De fait, dès les années 70-80, l'accélération de la désindustrialisation des villes, la montée en puissance d'une immigration familiale, l'augmentation du chômage parmi les catégories moyennes et populaires des employés et des ouvriers, ont modifié en profondeur les sociologies territoriales existantes. L'éthnicisation de certaines parties du territoire s'est fortement développée. À titre d'illustration, en Seine Saint Denis, la proportion des jeunes issus de l'immigration est passée de 19 % à 57 % entre 1968 et 2005 (de 22 % à 76 % à Clichy sous bois, de 29 % à 55 % à Montfermeil). La majorité de ces jeunes est d'origine musulmane.
En ce sens, la société multiculturelle constitue une réalité quasi expérimentale sur ces territoires où vivent des catégories populaires culturellement hétérogènes.
Ainsi, selon Christophe Guilluy : « On n'est plus dans la mythologie ouvrière, ni dans la mythologie pavillonnaire de la classe moyenne des Trente Glorieuses, mais dans une sociologie nouvelle très difficile à cerner ». Ce à quoi il ajoute : « ignorer les difficultés sociales des catégories majoritaires qui vivent en zone pavillonnaire est l'erreur grave de ceux qui continuent de raisonner Trente Glorieuses. La mondialisation libérale a installé l'insécurité sociale au cœur des classes populaires traditionnelles. Elle installe aussi l'insécurité culturelle en amenant le multiculturalisme dans des milieux façonnés par une tradition égalitaire ».
Par ailleurs, **le basculement démographique lié à l'immigration familiale de certains territoires, ajoute l'insécurité démographique (se sentir minoritaire dans son quartier) à l'insécurité culturelle.**
En conséquence, la recomposition territoriale en cours, qui opère à la fois au plan économique, social, culturel, ethnique, constitue un laboratoire de recherche

[17] Christophe Guilluy, Fractures françaises, François Bourin Éditeur, 2010

d'autant plus important que peuvent mieux s'y comprendre les nouvelles polarités et les nouvelles dynamiques de la mixité.
Par ailleurs ce phénomène n'est pas étranger à la montée actuelle des populismes, non plus au sentiment de « déclassement » qui grandit dans les classes moyennes et populaires. Il semble donc y avoir là une variable prospective importante, et « à surveiller », dans le cadre d'une réflexion à horizon 2030.

Trois éclairages d'experts sur les changements de société

Vers un développement des pratiques et des structures participatives

Jean-François TCHERNIA – *Sociologue – Directeur de Tchernia Études Conseil*

Une des clés de l'évolution des modes de vie dans un sens plus écologique semble bien être la place qui sera reconnue dans notre système politique et économique à la participation des personnes, qu'elles soient vues comme des citoyens, des actifs ou des consommateurs. Il semble que nous soyons aux prémices d'un mouvement appelé à devenir plus ample. Par exemple, les consommateurs se concertent sur des forums et constituent des groupes de pression dont les entreprises, les marques et les enseignes doivent tenir compte. Ou encore, dans un autre ordre d'idées, l'action des industriels est aujourd'hui suivie attentivement par des associations qui souhaitent que les citoyens disposent d'une information indépendante sur les risques qu'ils courent, comme c'est le cas pour la CRIIRAD[18].
Pour les sociologues, diverses évolutions de notre société contribuent au développement d'une participation citoyenne dans des domaines très divers. La première est l'élévation du niveau d'instruction qui tend à augmenter les compétences techniques, mais aussi politiques et économiques d'un nombre croissant d'individus : ceux-ci sont, de fait, plus capables de se saisir de questions complexes, autrefois réservées aux experts. Autre facteur contribuant fortement à la diffusion de cette culture participative, l'informatique et l'Internet dans ses différentes

[18] CRIIRAD : Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité

formes facilitent à la fois la recherche d'informations et leur diffusion. Enfin, le développement de la participation suit le mouvement d'évolution des valeurs sociales : affirmation de plus en plus forte de l'individualité, insatisfaction croissante quant au fonctionnement de la démocratie représentative, recherche de nouvelles formes de lien social dans un contexte où les anciennes solidarités (professionnelles, familiales, confessionnelles) se défont petit à petit. Toutes ces tendances contribuent à installer l'idée que le citoyen doit prendre directement une place plus importante dans les décisions collectives, quel que soit le champ qu'elles recouvrent.
Le mouvement de participation transforme déjà les modes de vie de différentes façons : la croissance des réseaux sociaux, comme la multiplication des modes d'expression divers des citoyens ou des consommateurs en sont des signes nets. La place prise rapidement dans le champ social par ces nouveaux supports de communication montre qu'au-delà de la curiosité née de leur nouveauté, ils répondent à un besoin fort d'une grande partie de la population.

Mais le croisement des modes de vie et de la participation ne s'arrête pas là. Nombre de politiques publiques ou d'initiatives nouvelles reposent sur la participation des citoyens, notamment à l'échelon local : les modes de vie et leur impact sur l'écologie sont devenus un enjeu social et leur transformation passe par la participation des citoyens à ces objectifs. Le tri des déchets est l'exemple même d'une politique destinée à améliorer l'environnement et qui ne peut réussir qu'avec l'engagement et l'action de tous les citoyens. De même, le covoiturage ne peut se développer par des injonctions sociales, ni même par des politiques incitatives : son succès dépend de l'adhésion des citoyens à cet objectif, et de leur implication concrète dans le dispositif.
Enfin, la concertation et le dialogue citoyen, qui sont une des formes de la participation, s'imposent particulièrement dans les contextes où les modes de vie se confrontent à l'intérêt général. Les questions relatives à la protection contre les risques (par exemple l'abandon des terrains inondables), mais aussi celles qui supposent une évolution des comportements (comme c'est le cas avec les ZAPA[19]) sont sources d'oppositions, voire de conflits. Face à de telles questions, la recherche d'un accord entre citoyens et la construction de l'intérêt commun passeront

[19] ZAPA: Zone d'actions prioritaires pour l'air

probablement de plus en plus souvent par des structures participatives. Celles-ci deviendront, de fait, un acteur politique à part entière, à côté des élus et des pouvoirs publics.
Comment ces perspectives peuvent-elles évoluer ? La participation est appelée à se développer, dans la mesure où les tendances sociales qui la suscitent vont probablement continuer à prendre de l'importance. Dans une économie mondialisée où la place des nations est conditionnée par leur capacité d'innovation, l'investissement dans les compétences ne peut que se développer. Par ailleurs, les perspectives de développement des technologies d'information et de communication sont considérables si l'on considère, par exemple, la miniaturisation de plus en plus poussée des circuits intégrés, révolution à venir des nanomatériaux ou l'amélioration constante de l'efficacité et de l'ergonomie des applications. Enfin, le mouvement d'individualisation et la distance grandissante à l'égard des institutions, qui est son corollaire, ne sont pas près de s'arrêter.
En même temps que cette tendance croissante à la participation, les problèmes écologiques liés aux modes de vie sont loin d'être résolus et vont probablement s'accentuer encore. Le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, la gestion collective des ressources (eau, matières premières, énergie), parmi d'autres questions, ne pourront être résolus par la seule action des pouvoirs publics ou de dispositifs législatifs, réglementaires ou normatifs contraignants. L'adhésion citoyenne deviendra de plus en plus un enjeu des politiques publiques dans ce domaine, et les structures participatives apparaissent comme une des options sérieuses pour permettre cette adhésion dans le respect des consciences et des choix individuels.

La crise et le renouvellement du lien social : ou comment les mixités culturelles remodèlent les identités et les comportements ?

Fabienne TANON – *Professeure de psychologie cognitive interculturelle à l'École Normale Supérieure de Lyon.*

Face à des structures sociales qui se délitent, ce sont les certitudes qui accompagnaient les générations précédentes qui sont mises en question. Les identités se sont pluralisées au contact d'un brassage culturel accru devenant la nouvelle norme sociale. Les mobilités professionnelles et estudiantines amènent aussi à reconsidérer les valeurs et les comportements propres à une société, face à des règles jugées soudain trop étroites. Ceci au risque de crispations et de tensions qui appellent bien souvent à des mobilisations fortes. Les multiples aspects de la vie quotidienne se trouvent remodelés par la mondialisation et l'interactivité du numérique qui apportent une instantanéité des contacts au-delà de toute frontière géographique. Un exemple frappant du changement des mœurs dans la sphère de l'intime se trouve exprimé dans la proportion grandissante de choix du partenaire conjugal via les sites de rencontre internet qui mettent en lien des individus de pays éloignés. Nous voici avec de nouveaux partages culturels impensables il y a seulement 20 ans.

Un autre phénomène social marquant qui se propage chez les jeunes générations, c'est un besoin de solidarité concrète dans des projets d'aide lointains ou de proximité. Il est à noter le nombre croissant d'étudiants qui de nos jours sont impliqués dans des actions humanitaires, des activités sociales, à travers des associations d'aide ou de solidarité, participant à divers projets comme bénévoles en France ou ailleurs dans le monde, donnant de leur temps (en plus de leurs études) pour soutenir, apporter, partager. Ces étudiants se regroupent en associations et apportent un dynamisme et un savoir-faire qui occupe de plus en plus une place reconnue dans le tissu social. Ce parcours associatif et/ou humanitaire en est à être inclus dans des programmes de formation en universités ou dans les Grandes écoles. Cette importance de l'engagement associatif dans la population française a été, entre autres, argumenté par Roger Sue et constitue un élément fort des nouveaux liens qui font la société. Le besoin, voire la nécessité, d'entraide, de soutien et de partage s'expérimente dans les liens familiaux, les liens de filiation ou communautaires, et vient parfois s'exprimer de manière

brutale dans le champ scolaire. Les identités se construisent alors sur des oppositions culturelles qui interrogent à la fois l'amplitude des savoirs à transmettre et la construction d'un socle commun partagé.

Les adolescents actuels maîtrisent le monde virtuel numérique avec une telle aisance qu'il fait partie intégrante de leur quotidien. De même l'international va de soi pour eux, à travers les voyages, les échanges scolaires, les programmes Erasmus, les réseaux sociaux, les médias, etc. Les frontières se déplacent mais ne disparaissent pas : de géographiques et nationales, elles deviennent supranationales et culturelles, mais aussi paradoxalement régionales et mentales. On observe que les cultures se côtoient de plus en plus mais ne dialoguent pas pour autant. Ce dialogue pour qu'il soit fondateur d'une nouvelle société demande à être favorisé, préparé, aménagé, car il n'est pas spontané entre individus porteurs de cultures autres. L'altérité demande d'être apprivoisée. Dans certains milieux où les disparités sociales et culturelles sont fortes, les tensions se répondent et ricochent les unes sur les autres laissant entrevoir un maillage de conséquences impactant sur les modalités du vivre ensemble. L'imbrication des mondes et des évolutions sociales révèle sans cesse la complexité et l'incertitude du futur face à une multitude de possibles dans les réactions et les comportements des individus et des groupes.
La crise économique laissant les gens démunis avec des ressources propres et des aides publiques en baisse ouvre sur l'économie informelle, les mondes parallèles et l'économie souterraine. La « débrouille » reprend tout son sens et vient augmenter les solidarités familiales, locales, culturelles mentionnées plus haut, via des systèmes de réseaux qui se renforcent. Ces tendances actuelles que l'ont voit apparaître dans la société sont probablement appelées à être bien plus prégnantes comme une modalité de ressources que les populations vont mobiliser pour s'en sortir et répondre aux incertitudes.

Une autre question qui semble prendre de plus en plus de place dans le domaine du lien social et des rapports interculturels est celle de l'intergénérationnel et du vieillissement. Le vieillissement non seulement de la population en général (comme nous l'a fort bien exposé Sylvain Saltiel dans le département de l'Héraut) mais plus précisément celui des populations immigrantes qui, ayant fini leur parcours de « travailleurs immigrés », ne repartent plus dans leurs pays, car d'une part leurs familles ont fait souche en France et d'autre part au pays les liens se sont distendus.

Cette partie de la population française (ayant souvent gardé sa nationalité étrangère) commence à être étudiée et les Conseils généraux, les villes, les CCAS, et les divers organismes concernés entrevoient les difficultés qui se posent quant à la prise en charge de ces personnes. Les immigrés vieillissants et leur accompagnement ont fait l'objet d'un colloque en novembre 2012 à Paris. Ils seraient près de 350 000 en France de plus de 65 ans, vivant dans des conditions précaires et présentant des pertes d'autonomie demandant des habitats aménagés. Or nombreux vivent dans des foyers sociaux inadaptés à l'accueil de personnes âgées en perte d'autonomie. Les tentatives de solutions se multiplient mais restent encore artisanales. Ces personnes âgées posent une vraie question de société qui rejoint celle des liens intergénérationnels et du vieillissement en général de la population.

Le vieillissement pose plusieurs défis aux politiques publiques, (financement des retraites, équipement des habitats, nouveaux besoins sociaux, réponses médicales adaptées, etc), et dans une approche du développement durable et du « bien vieillir » les liens intergénérationnels apparaissent comme une réponse recherchée pour un environnement où s'appliqueraient les modalités d'un « bien vivre pour tous ».

Si d'un côté la configuration des liens grands-parents, parents, enfants au sein d'une même famille s'appuie sur les liens de filiation directe, de l'autre la configuration des liens intergénérationnels au sein d'un quartier ou d'une résidence, ou encore dans un habitat partagé comme il s'en dessine de plus en plus, signe de nouveaux choix de vie. Ces liens vont-ils favoriser des transmissions culturellement croisées, à l'image des habitants des quartiers ou des résidences, seront-ils vecteurs d'une interculturalité de proximité, favorisant les contacts et le passage des savoirs entre générations ? C'est du moins le pari qui est fait par les promoteurs d'un nouvel habitat partagé dans lequel les personnes âgées garderaient une place. Hors de cette image idéale, ils sont souvent source de tensions vives comme l'attestent les habitants des grands ensembles immobiliers. L'affrontement entre culture jeune et monde des vieux y est présent au quotidien.

La question de ces liens intergénérationnels se pose également pour les familles homoparentales qui se construisent et pour lesquelles nous n'avons pas encore assez de recul. Nouveau phénomène de société, avec les enfants issus de mères porteuses, de dons de gamètes, des méthodes de procréation médicalement assistée, quels seront les liens intergénérationnels pour ces futurs adultes ?

En définitive la question qui reste interroge principalement la construction

de l'intérêt commun dans la société de demain, et quelle sera la place accordée aux liens entre les générations et entre les cultures dans un monde ouvert mais incertain.

Parmi les questions et les champs qui sont encore à approfondir dans le séminaire, deux semblent d'une importance majeure. Ce sont d'une part la grande fragilité des systèmes bancaires et des équilibres européens au sein de la Communauté, et d'autre part la notion de citoyen. Pour la première, le site « Les économistes atterrés » est une bonne source de réflexion et pourquoi pas d'invitation de l'un des membres pour une séance du séminaire. Pour la deuxième, il est remarquable que, d'un côté, il soit question de donner le droit de vote aux étrangers, en commençant par des élections locales, ce qui leur accorde de fait une place citoyenne dans la cité, et que d'un autre côté, l'on assiste à un durcissement des règles de naturalisation pour ceux qui établis de longue date dans le pays veulent y prendre leur pleine part. De même les enfants français nés de parents migrants sont captifs de la migration des parents, comme s'ils en étaient sans cesse porteurs et n'auraient pas droit à une pleine reconnaissance de citoyens français au même titre que tout autre Français. Cela pose la question de savoir de quelle légitimité se réclame-t-on pour être citoyen ? Peut-on être citoyen à part entière ou à demi-citoyen ? Est-on citoyen de son pays de résidence, de son pays de naissance, de son quartier, du monde ? Ceci renvoie au débat sur les identités plurielles mentionnées au début du texte.
Enfin, un dernier domaine à explorer est celui des modalités du vivre et des transformations de l'habitat. L'architecture, le développement urbain, les modes d'habitat partagé qui se multiplient, les expériences sur des nouvelles constructions communautaires où des familles se regroupent pour élaborer ensemble de nouvelles modalités de vie sur des projets de vie commune sont autant de recherches qui indiquent un désir de vivre autrement et d'inventer une vie nouvelle pour le monde de demain.

En conclusion, ce séminaire était aussi le plaisir de pouvoir partager, échanger, débattre hors de tout académisme restrictif, dans une liberté de réflexion stimulée par des partenaires créatifs et des intervenants de tous horizons. Il a permis l'élargissement des perspectives et la fécondation de la réflexion grâce à l'entrecroisement des recherches et des points de vue, dans un climat détendu et respectueux.

Les nouvelles formes de mobilité

Éric VIDALENC – *Service Économie et Prospective – ADEME*

Les transports constituent un des premiers postes de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre, sans parler des autres externalités environnementales (pollution locale, bruit, occupation de l'espace). Pour atteindre des modes de vie plus durables, leurs impacts environnementaux et sociaux devront être considérablement réduits.
L'évolution des modes de vie dans un sens plus écologique passera par un rapport à la mobilité sûrement très différent. Mais se déplacer reste indispensable pour de nombreuses activités (notamment le travail), et les territoires et infrastructures de transports étant ce qu'ils sont, la dépendance à la voiture va probablement rester forte.
En somme, un tiers des consommations énergétiques provient des transports, la moitié est liée à la mobilité de personnes; et 4/5 de ces déplacements sont réalisés en voiture. Le problème est bien identifié, mais conséquent, et de fait, l'inertie peut sembler décourageante.
La question peut donc se résumer ainsi : comment réduire l'impact de la voiture particulière dans un contexte où elle est omniprésente, où les infrastructures existantes sont d'abord routières, où les capacités d'investissements pour des alternatives sont limitées et où les villes étalées depuis plusieurs décennies ont renforcé notre dépendance à la voiture ?

Les solutions technologiques ne sont probablement pas du côté où nous les attendons. Les TIC, et notamment les outils nomades (smartphones...), constituent la brique technologique de rupture très probablement plus que l'amélioration tendancielle de l'efficacité énergétique du véhicule. Pourquoi s'évertuer à consommer le moins possible d'énergie pour déplacer 1,5 tonne de véhicule alors qu'en « partageant » ce véhicule le temps d'un trajet les gains potentiels sont énormes ?
Mais c'est une révolution tant technique, qu'économique et juridique, qui doit être mise en œuvre pour aller vers cette mobilité durable basée sur une approche servicielle à long terme.

Pour faire simple, et donc un peu caricatural, réaliser un gain de 50 % de consommation sur un véhicule est considérable. Cela notamment parce que les seules voies d'optimisation sont technologiques. Une conception

nouvelle du véhicule pour aller à l'encontre de l'augmentation continue du poids des véhicules permet de dégager des marges de manœuvre complémentaire importante... mais il faut toujours renouveler le parc roulant, ce qui prend toujours une quinzaine d'années.
Réaliser le même gain en utilisant au mieux le parc de véhicules circulant apparaît beaucoup plus simple, efficace et rapide. Le taux d'occupation en ville d'un véhicule étant à peine supérieur à 1, embarquer seulement un passager supplémentaire supprime les consommations énergétiques d'une autre voiture. Le gain de 50 % est « immédiat ».
Les solutions sont nombreuses et décollent à présent : voiture en libre service, autopartage, covoiturage... sont les noms les plus répandus.
Le covoiturage semble atteindre une nouvelle maturité. Les TIC n'y sont pas étrangères, avec l'internet, et l'internet mobile bien sûr. Partout en Europe, des centaines de milliers de personnes ont téléchargé BlaBlaCar, l'application gratuite de Covoiturage.fr. 1 trajet sur 5 est désormais organisé via un mobile ! A l'échelle européenne, le réseau BlaBlacar (comprenant covoiturage.fr) publie des résultats impressionnants : l'équivalent de 800 TGV par mois, 5 milliards de voyageurs transportés sur 8 ans, 1 million de sièges libres disponibles actuellement...

Les pratiques d'autopartage et voitures en libre service en sont encore dans leur phase pionnière. Autolib à Paris tente d'atteindre sa rentabilité, fixée à 80 000 abonnés. Pour l'heure, mi 2012, ce sont 18.000 utilisations en six mois et 15.000 abonnés.
Mais via ces initiatives, ce sont sûrement les premières « briques » des mobilités de demain. Et c'est via ces nouveaux usages que le véhicule électrique peut résoudre son équation économique permettant à moyen terme un déploiement vraiment ambitieux : consommer peu d'énergie au km (en allégeant le véhicule notamment), rouler beaucoup pour amortir des coûts d'investissements importants mais avec une autonomie faible !

Le blog Transport du Futur alimenté par Gabriel Plassat, recense pléthore d'expériences et de signaux faibles qui s'inscrivent dans ces tendances. Elles permettent de sortir du schéma binaire : transports collectifs contre transports individuels et d'amener une intelligence dans le système de mobilité considérable.

Et, comme Gabriel Plassat le précise, « les principaux champs d'innovations concernent donc, non plus les objets eux-mêmes, mais les liens entre eux, les interfaces (monétaires, juridiques, assurancielles, physiques, numériques) ». Au vu des avancées de ces dernières années, les limites ne semblent guère technologiques (le smartphone est dans la poche de millions de personnes, les voitures « autonomes » circulent dans certaines régions, mais bien plus psychologiques, sociales, économiques et juridiques. Jusqu'à quel point l'automatisation et l'optimisation sont acceptables et désirables dans le système de mobilités du futur ? Le jour où la voiture autonome cause un accident, qui est responsable ?



CHAPITRE 3

La révolution des technologies de l'information et du vivant



Sixth sense, Pattie Maes, 2009
http://www.pranavmistry.com/projects/sixthsense/

À la différence du processus de mondialisation qui transforme sur la longue durée nos sociétés et notre cadre de vie, **les nouvelles technologies changent directement notre quotidien. En même temps, elles nous transforment, car elles génèrent de nouvelles représentations et de nouveaux rapports à l'espace, au temps, au corps et à la procréation, à l'âge biologique et au vieillissement.** La révolution actuelle est, en ce sens, à la fois technologique, car transformant nos modes de vie, et anthropologique, car modifiant notre façon de concevoir l'humain et la nature.

Pour rappeler l'ampleur de la mutation qui s'est opérée sur les cinquante dernières années, il faut évoquer Michel Serres[20] qui y voit « une rupture anthropologique majeure depuis le néolithique ». Il la formule ainsi : « en quelques décennies se sont transformés radicalement : le rapport au monde et à la nature, les corps, leur souffrance, la mobilité des humains et des choses, l'espérance de vie, la décision de faire naître et, parfois de mourir, la démographie mondiale, l'habitat dans l'espace, la nature du lien dans les collectivités, le savoir et la puissance… ». De fait, les nouvelles technologies ont enclenché une mutation anthropologique longue qui s'accélérera encore dans les vingt prochaines années, notamment à travers le formidable potentiel d'innovation offert par la convergence à venir des « Bio – Info – Nano Technologies ». Par ailleurs, si l'on en croit les nouveaux « techno prophètes américains », le « cyber-humain », issu de la symbiose entre le biologique et la micro-électronique, n'est pas si éloigné en horizon de temps.

L'accélération actuelle des innovations technologiques dans le domaine de l'information – et la révolution à venir des technologies du vivant – constituent des variables lourdes de nos futurs modes de vie. Ce changement en profondeur de notre cadre de vie actuel et futur sera analysé ainsi :

- D'une part, à travers les nouvelles problématiques du quotidien liées à nos comportements et dans leur rapport au numérique, qui voient se transformer nos manières d'acheter, de communiquer, de se déplacer, de travailler, d'étudier.

- D'autre part, à travers les nouvelles problématiques de l'humain et du vivant, qui transforment notre rapport à l'espace et au temps, au corps, à la vieillesse biologique, au genre sexué et à la procréation.

[20] Michel Serres, Temps des crises, Éditions Le Pommier, 2009

Accélération des rythmes et des modes de vies : « Tout va plus vite et rien ne change : le paradoxe de l'accélération », Michaël Foessel

Selon le CLIP, il y a une accumulation de signaux faibles faisant état d'une accélération sociale et d'un besoin montant de décélération. Selon ce club de prospective la « modernité [...] peut-être caractérisée par une vague d'accélération technique, économique et sociale aux répercussions majeures sur les rythmes et les modes de vie ». Hartmut Rosa va même jusqu'à dire que « l'augmentation de la vitesse serait le véritable moteur de l'histoire ». À titre d'exemple, la part des Français (entre 12 et 65 ans) qui sont très « connectés » avec au moins une connexion quotidienne à l'internet mobile a été évaluée à 58%, faisant état d'un besoin de connexion permanent et grandissant.

Cette accélération entraîne un sentiment de « pénurie de temps, de harcèlement » qui peut alors devenir un moteur non négligeable du développement de modes de vie alternatifs (vie en solo, slow life ou décroissance) afin de récupérer du « temps à soi ». Ceci témoigne par ailleurs d'une « rupture de la promesse d'autonomie de la modernité » dans le sens où une adaptation et un ajustement perpétuels sont imposés aux citoyens.

Selon Michaël Foessel, un paradoxe peut être mis en exergue : « la compression du temps s'accompagne d'un épuisement des utopies et d'une focalisation sur le présent qui rendent presque imperceptibles les changements subis par les individus », créant par la même occasion une certaine frustration et un besoin auto-entretenu d'accélération.

Or, « c'est une erreur culturelle de penser que la vie est bonne si elle va vite, si elle offre plus d'options, de possibilités » selon Hartmut Rosa, puisque « notre vie est réussie dans les moments de résonance ». Ce terme de résonance peut être compris comme « le sentiment que nous agissons dans un contexte qui nous répond, qui s'adresse à nous"... comme on le trouve parfois dans la famille, le travail ou les loisirs.

Elsa ROUTIER, Mission Prospective

Sources : Cahier du CLIP, n°21, Décembre 2012 ; article de Michaël Foessel, revue internationale Esprit, n° 365, juin 2010 ; ouvrage d'Hartmut Rosa « Accélération : Une critique sociale du temps », éditions Broché et étude IPSOS MediaCT, « L'internet mobile, ou la connexion permanente », 2010

Les nouveaux comportements

L'accélération sociale des rythmes de vie

La caractéristique première de la technologie est sa vitesse. Paul Virilio[21] note qu'« à la différence de l'organisme humain qui a une « vitesse métabolique » définie, la vitesse technologique s'accroît indéfiniment ».
D'où le paradoxe étonnant des modes de vie contemporains. La vitesse qui s'accroît en permanence avec la technologie (et donc, permet en théorie de gagner du temps) s'accompagne d'une raréfaction constante du temps. En ce sens, le temps de la vitesse est un temps rare. Il défile et s'enchaîne trop vite, sans, en quelque sorte, pouvoir être métabolisé. Il devient une rareté économique et donc un produit marchand dans nos sociétés contemporaines. Par ailleurs, certains groupes sociaux ou générationnels privilégient le « temps libre » au salaire ou à la carrière.

Par ailleurs, **la vitesse technologique conduit à une accélération sociale dans la mesure où l'accélération des rythmes de vie se généralise à l'ensemble des pratiques sociales.** La liste en serait longue à citer. De fait, nous mangeons plus vite, nous dormons moins, nous changeons plus rapidement de métier et de conjoint...
Paul Virilio précise : « nous produisons, consommons, communiquons, plus vite, mais aussi davantage que les sociétés précédentes. On remarque la même accélération dans la vie que celle du déplacement : vol supersonique et bientôt hypersonique pour les uns, divorce express pour les autres ».
Les néologismes dérivés de l'anglais abondent pour décrire l'accélération des pratiques sociales. Évoquons le « Zapping », le « Fast Food, le « Speed Dating », le « Multi-Tasking », le « Surfing ». Ces pratiques sont largement répandues dans les jeunes générations, notamment, **la polychronicité, consistant à mener en permanence plusieurs activités différentes de front.**
Ce mode de vie, que l'on peut qualifier de générationnel, est significatif d'un temps social qui s'accélère. Il ouvre à une nouvelle culture de la vitesse, dont on peut supposer qu'elle se généralisera dans les prochaines années.

D'une manière générale, la spirale de l'accélération s'étend à tous les secteurs de la société : allant de

La spirale de l'accélération s'étend à tous les secteurs de la société : allant de l'accélération des flux financiers à l'accélération des temps et des rythmes de la vie privée

[21] Paul Virilio, Le Grand Accélérateur, Éditions Galilée, 2010

l'accélération des flux financiers (le « flash order » opère en nano secondes) à l'accélération des temps et des rythmes de la vie privée.
Nous vivons en fait, dans un monde où l'accélération des techniques opère en synergie avec l'accélération du changement social qui, lui-même, opère en synergie avec l'accélération des rythmes de vie.
À titre d'illustration, on peut évoquer certains films ou séries télévisées à succès. Entre autres exemples, on peut citer la série américaine « 24 H chrono », où le procédé narratif utilisé accélère et fait éclater la temporalité classique. Le récit filmographique devient multi-linéaire. Le passé, le présent et le futur y sont accélérés et compressés sous une forme kaléidoscopique et simultanée. En ce sens, le temps de l'action devient un temps multiplié, multi-temporel, et compressé. Le spectateur n'y est pas simplement présent mais « omniprésent ». Son regard sur l'action devient ubiquitaire et surplombant.
La même évolution s'observe pour les informations télévisées. Sur les nouvelles chaînes informatives, inspirées de la chaîne américaine CNN, le fil de l'information se déroule en permanence, en même temps que le journaliste commente l'actualité. La compression du temps de l'actualité se fait en direct.

Une conception du temps à l'origine de nouveaux comportements

Le temps est une forme sociale historique qui produit, selon les sociétés, des valeurs et des pratiques, mais aussi des rythmes différents du temps social. Pour mieux apprécier l'ampleur des mutations actuelles, nous ferons ici une (très) brève « histoire » du temps social historique (par ailleurs, bien résumée dans l'ouvrage de Hartmut Rosa : « Accélération » [22]).
Au temps primitif, cyclique, conçu autour d'une immuable répétition, d'un « éternel retour », a succédé un temps religieux et historique, linéaire, et porteur d'un sens collectif et d'une direction de l'histoire. En ce sens, les notions de paradis, de progrès, de lutte des classes ou encore d'utopie, participent de cette même vision, progressive et constructive du temps.
Dans cette conception qui a prédominé dans les sociétés industrielles, les valeurs d'épargne, d'effort et de mérite individuel, prenaient leur sens dans cette temporalité « eschatologique ». Le temps venait en quelque sorte consacrer et récompenser l'action menée sur la longue durée. Par ailleurs, ce temps de nature religieuse et historique était, par essence, un temps collectif, ordonnant les rythmes et les rituels de la vie quotidienne : de l'heure du repas à celle du travail, des fêtes et du repos, au temps du mariage.

[22] Hartmut Rosa, Accélération. Une critique sociale du temps, Éditions La Découverte, 2010

Dans les sociétés de l'accélération technologique, le temps devient un temps profane, individuel, numérique, accéléré et démultiplié. Il constitue un espace, parcouru par des flux incessants et simultanés. L'individu en est la figure maîtresse, constamment à la recherche d'un « plein » d'opportunités, d'expériences, de sensations, d'informations. Le temps devenant fluide et à « remplir », l'objectif devient celui d'une « vie bien remplie ».
Jean Baudrillard[23] notait que l'accélération du temps produisait en retour, un « temps gelé », « sans mémoire », l'accélération devenant synonyme de « pétrification » dans « une actualité perpétuelle » construite autour de l'événement éphémère.
D'où le paradoxe de l'intensification nerveuse de la vie quotidienne qui accompagne une forme d'ennui existentiel et un sentiment de vide, dès lors qu'il n'y a plus de sensations, d'expériences, d'événements nouveaux. Les nouveaux modes de consommation et de marketing expérientiel ont bien compris ce phénomène. Ils proposent au consommateur une « immersion » dans un environnement commercial riche en sensations, expériences, événements nouveaux et surprenants, plutôt que de lui proposer de simples produits ou services.

En conséquence, le temps social dans les sociétés numériques et post-industrielles produit une nouvelle réalité sociale qui est le nouveau cadre spatio-temporel de nos modes de vie. On en énumérera rapidement les principales dimensions constitutives :

- **La dérégulation** des cadres et des rythmes collectifs, et des mobilités diverses de la vie quotidienne. L'individu devient le maître et le gestionnaire de son temps, public ou privé ;

- **Le nomadisme,** tendance prestigieuse et en vogue, exemplifiée par la nouvelle « Jet set mondiale ». Il consacre un nouveau statut de l'individualisme qui se veut libre de l'espace et du temps ;

- **L'ubiquité** permanente et interconnectée. Elle devient la norme comportementale des nouvelles générations. Elle crée une culture « du tout, tout de suite ». Le temps immédiat, l'action ponctuelle remplacent le temps long de la construction qui est celui du politique ;

- **Un besoin addictif de changement et de renouvellement.** La vitesse de circulation des flux d'idées, d'objets, d'informations induit une obsolescence

[23] Jean Baudrillard, Le Paroxyste indifférent, Éditions Grasset, 1997

permanente et rapide de toute chose. Les nouvelles générations Y sont très représentatives de cette addiction à la nouveauté. Elles considèrent la vie comme une séquence d'expériences successives. Leur carrière professionnelle est plurielle, à l'image de leur vie. Bien évidemment, elles détestent la routine quotidienne, et naviguent à vue, hors de toute construction dans la durée ;

- **Un régime du temps** « paradoxal » et « polyrythmique », qui alterne « fast life » et « slow life ». Gilles Lipovetsky[24] résume de la manière suivante l'effet du temps social accéléré sur les modes de vie et de consommation : « le turbo consommateur est devenu un malade de l'urgence. Il veut faire plus, et plus vite. Il ne supporte pas de perdre du temps, veut des produits accessibles, des images et de la communication, de la consommation à toute heure ».

  Toutefois, il souligne en même temps l'aspiration montante à « une temporalité lente, qualitative et sensualiste » et aux pratiques sociales de ralentissement du temps qui l'accompagnent : méditation, relaxation, spas, randonnées, farniente...
  « L'hyper individu » contemporain est en ce sens un « Janus à deux faces » : performatif, prométhéen, boulimique, d'une part ; sensualiste, attaché aux petits bonheurs de la vie, d'autre part ;

- **La relation « connective »** qui remplace la relation collective, faite d'engagement dans la durée. Le lien social n'est toléré que s'il est fluide. On est collectif et solidaire, tout en restant solitaire.

La génération Y, qui est la génération emblématique du Web, exemplifie ce mode de vie qui rejette les modes d'organisation, de hiérarchie et de relation figés. Elle incarne les nouvelles formes du cyber militantisme politique et consommatoire.
Les « cyber trentenaires » sont parfois présentés comme une génération « furtive et festive », qui se regroupe en clans, tribus et réseaux multiples, et « qui change de pensée et d'affect comme de chemise ».

La réalité augmentée, qui mélange les mondes numériques et réels, constitue pour des fractions grandissantes de public, une nouvelle réalité, plus satisfaisante que la réalité, car plus riche en émotions et sensations. La jeunesse japonaise, façonnée par les technologies numériques, est particulièrement représentative de ces nouveaux modes de vie augmentés et virtu-réels.

[24] Gilles Lipovetsky, Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hyperconsommation. Gallimard, 2006

L'autonomisation de l'individu par rapport au collectif

L'autonomisation de l'individu, portée par l'évolution des technologies, constitue une tendance lourde de l'évolution des modes de vie. Elle imprègne et transforme l'ensemble des modèles sociaux : la famille, le couple, le travail, l'entreprise, l'éducation.

Robert Castel[25] identifie l'individualisation et la « décollectivisation » de la société, comme la dynamique lourde et profonde de l'époque, alimentée par les évolutions technologiques, économiques, sociologiques, de ces cinquante dernières années.

Gilles Lipovetsky, dans le même esprit, définit la post-modernité industrielle comme un nouveau stade de l'individualisme, accompagnant le déclin des formes traditionnelles d'encadrement social. Les normes religieuses, institutionnelles, idéologiques, en s'affaiblissant, ont laissé le champ libre à « l'hyper individu ».

Gilles Lipovetsky décrit ce processus « d'extrême individualisation des modes de vie » en l'illustrant, notamment, à travers l'évolution des modes de consommation sur les cinquante dernières années. Dans les années 1960, les objets et les modes de consommation étaient majoritairement collectifs et familiaux. La télévision, le téléphone, la voiture, étaient l'affaire de la famille, les repas étaient pris en commun. **Depuis, les modes de consommation se sont largement individualisés, et en fait, personnalisés.** Les exemples en sont multiples : allant de la portion alimentaire individuelle au téléphone et à l'ordinateur portable.

Alain Ehrenberg[26] analyse la société post-industrielle en tant que « société d'autonomie » ayant succédé à la « société de discipline », qualificatif définissant la société industrielle. Dans la société de discipline, l'individu se demandait « s'il était coupable ». Dans la société d'autonomie, fondée sur la généralisation des normes de performance et de compétitivité, l'individu se demande « s'il est capable ».

Par conséquent, l'autonomie, liée à l'obligation d'être performant, engendre une fragilité de l'individu et « une fatigue de soi ».

De fait, ainsi qu'il a été formulé, « l'individu conquérant devient en même temps un fardeau pour lui-même »[27]. On pourrait ajouter qu'il a à sa disposition des « coachs » pour le rendre plus performant et des « psys » pour pallier à ses fragilités.

[25] Robert Castel, Changements et Pensées du changement, Éditions La Découverte, 2012

[26] Alain Ehrenberg, La Fatigue d'être soi – dépression et société, Éditions Odile Jacob, 1998

[27] Manuel Castells, Dans quel monde vivons-nous ? Le travail, la famille et le lien social à l'ère de l'information, Éditions Fayard, 2011

Gilles Lipovetsky[28] consacre une analyse à ce paradoxe de la vie contemporaine : « voici le temps du coaching généralisé et du bonheur mode d'emploi pour tous. **Plus l'hyper individu revendique la pleine possession de lui-même, et plus il fait appel à des professionnels pour l'aider à mieux vivre. Plus il est émancipé des encadrements collectifs, plus il est déboussolé et plus montent les demandes de prise en charge de soi par l'autre.** À mesure que les objets et les messages envahissent son existence, il se désagrège en un patchwork hétéroclite. Sa loi est la coexistence des contraires ».

Toutefois, il y a une question à plus long terme que l'on peut se poser, concernant l'évolution de l'individualisme contemporain. L'individualisation des modes de vie a été portée et amplifiée par la prospérité économique de l'après guerre. En ce sens, l'individualisme actuel est un luxe. Restera-t-il intact dans une « sociologie de la récession », pour reprendre l'expression d'Éric Maurin[29] ?

De fait, dans le contexte actuel de crise, on commence à observer un début d'infléchissement vers des formes de solidarité et de consommation collective. Par ailleurs, les modes de travail deviennent plus collaboratifs.

En ce sens, on peut s'interroger si, en fonction des évolutions futures de société et des crises économiques, environnementales qui se profilent, on ne se dirige pas vers un nouveau statut, plus collectif et solidaire, de l'individu, vers de nouvelles manières de conjuguer et de concilier le « moi » et le « nous ».

L'autonomie et la mobilité augmentée de nos modes de vie

L'association du téléphone mobile géolocalisé et de l'internet ouvre à une nouvelle dimension de l'autonomie et de la mobilité au quotidien. De nouvelles façons de se déplacer, de communiquer, de se rencontrer, d'acheter et de vendre, à tous moments et en tous lieux, s'inventent chaque jour. De fait, la mobilité permanente et interconnectée devient une norme comportementale généralisée. Elle se prolonge en une nouvelle forme d'ubiquité sociale où l'individu peut faire presque tout, et partout. L'autonomisation et la personnalisation des modes de vie et de consommation, constituent la clé de voûte de ce nouveau système de mobilité généralisée. On en évoquera rapidement les différentes problématiques.

La mobilité permanente et interconnectée devient une norme comportementale généralisée

[28] Gilles Lipovetsky, L'Ére du vide. Essai sur l'individualisme contemporain, Gallimard, 1989

[29] Éric Maurin, La peur du déclassement. Sociologie des récessions, Éditions du Seuil, 2009

UN NOUVEAU RAPPORT A LA CONSOMMATION

Du modèle traditionnel de la consommation industrielle et standardisée de masse, on est passé progressivement à celui d'une consommation de « niches », axée sur l'information, le service personnalisé et les échanges interpersonnels en ligne entre consommateurs.

Différentes études effectuées par les grandes chaînes de distribution mettent en évidence un rapport entre offre et demande qui évolue à l'avantage du consommateur. De fait, la capacité à s'informer, à se mobiliser, à comparer les prix et les offres, augmente dans des proportions statistiques importantes.

Par ailleurs, les regroupements, via internet, de consommateurs, **les nouvelles formes de « consom'action » et de « buzz » font peser une pression grandissante sur la politique commerciale, sociale ou écologique, de l'entreprise.**

Cette tendance lourde, allant dans le sens d'une autonomisation toujours plus grande du consommateur, apparaît robuste. Elle amène de plus en plus de grands distributeurs à réadapter leurs modèles économiques et marketing.

L'illustration qui a été fournie lors des ateliers prospectifs était celle de la FNAC, reconvertissant son enseigne en « lieu d'échange et d'expérience » pour rester attractive.

L'OBSOCO (L'observatoire société et consommation)

« Aspiration des individus à consommer «autrement», tensions durables sur le pouvoir d'achat des ménages, défi de la contrainte écologique... : le modèle de consommation est en mutation. Dans son sillage, ce sont les modèles économiques d'entreprise et l'organisation des activités visant la satisfaction des attentes des ménages qui sont en cours de redéfinition. Ce contexte exige la mise en place de dispositifs d'observation des mutations en cours, la réalisation de diagnostics, l'élaboration de nouveaux concepts et grilles d'analyse permettant d'appréhender la nouveauté, mais aussi d'accompagner les acteurs économiques dans les mutations qui s'imposent. Telle est la vocation de L'ObSoCo ». L'Obsoco Etudes et Conseil a pour présidente Nathalie Damery, spécialiste des études qualitatives et lexicologiques et Philippe Moati, professeur agrégé d'économie à l'Université Paris-Diderot, en assure quant à lui la co-présidence .

Elsa ROUTIER, Mission Prospective

Source : Site internet de l'OBSOCO

LE FAIRE SOI-MÊME

Lors des ateliers prospectifs, le développement du « faire soi-même », est apparu comme une dynamique forte des modes de vie. De fait, la tendance se situe au carrefour des grands courants de société que sont l'autonomie personnelle et les nouvelles technologies. Elle est également liée au contexte économique.
Le « faire soi-même » constitue un phénomène en forte progression sur les dernières années. Les blogs « écono-écolo », qui pullulent actuellement sur le Net, multiplient les méthodes et les astuces « pour tout faire soi-même » . De la cosmétique à base de produits bio, à la cuisine et à l'habitation en passant par les « couches lavables » et les « chaussons souples ».
Signe intéressant : de nombreuses « boutiques du tout faire soi-même » essaiment en ligne.

UN NOUVEAU RAPPORT À L'ENTREPRISE ET AU TRAVAIL

Au-delà des évolutions économiques qui modifient l'organisation sociale du travail, la façon de travailler, individuellement ou collectivement s'est radicalement transformée avec l'avènement des technologies mobiles. L'autonomie de l'activité, la personnalisation de la relation, les formes d'intelligence en réseaux, les nouveaux métiers collaboratifs, ont transformé en profondeur le rapport au travail.
Par ailleurs, la nouvelle ubiquité technologique brouille les frontières entre sphère professionnelle et sphère privée. L'activité s'exerce de plus en plus hors des lieux et des rythmes traditionnels de l'entreprise et amène à une intensification nerveuse de l'activité professionnelle. Cet accroissement du stress professionnel est lié autant à l'accélération de la productivité qu'à la dérégulation des cadres traditionnels du travail en entreprise.

UN NOUVEAU RAPPORT AU SAVOIR

Dans un monde en accélération et en changement rapide, l'apprentissage permanent, l'auto-formation viennent suppléer les savoirs académiques traditionnels.
Cette nouvelle logique d'un savoir constamment réactualisé, dans un monde en constant changement, participe du processus d'autonomisation et d'accélération de la vie, à tous les âges, dans tous les domaines, qui a été enclenché par les mutations économiques et technologiques.

UN NOUVEAU MODÈLE DE MOBILITÉ

En quelques décennies, les imaginaires de la mobilité ont profondément changé.

L'automobile, autrefois symbole de liberté individuelle, y occupait une place centrale. Elle a été remplacée dans l'imaginaire collectif, par les nouvelles technologies mobiles. Au Japon, le taux de possession d'une voiture parmi les jeunes générations est en baisse régulière et rapide depuis les années 2000.

La mobilité du futur ne sera plus uniquement physique mais numérique

La mobilité du futur ne sera plus uniquement physique mais numérique. De fait, la révolution numérique du transport commence à produire ses effets à travers la mise en réseau de l'information et les possibilités existantes d'interaction entre les différents acteurs du système de la mobilité.

Des services de mobilité et d'auto partage, en temps et lieux réels, commencent à s'implanter.

Plus largement, on peut déjà observer, parmi les plus jeunes générations, la montée en puissance **d'une nouvelle culture de la mobilité : connective, personnalisée, multimodale. En ce sens, l'alternative à l'automobile commence à se dessiner pour les vingt prochaines années.** Et ceci sous la forme d'une offre de mobilité multimodale assortie d'une information unique et simultanée.

La question du lien social dans une société numérique : de l'individu collectif à l'individu connecté

L'individu identifié par son statut dans la société cède progressivement la place à un individu qui se définit en tant que personne singulière, non réductible au rôle qui lui est assigné. Le passage à la société numérique a accéléré ce processus.

D'une identité individuelle, figée dans un ordre collectif, on est passé à une identité plurielle, modulaire, ou même virtuelle. La mode vestimentaire a suivi cette tendance. Le cadre supérieur ne porte plus forcement la cravate liée à son statut, ni l'ouvrier, la blouse qui l'identifiait.

De la même manière que l'identité est devenue fluctuante, le lien collectif est devenu connectif. Le lien est choisi, temporaire, modulable. On peut se connecter ou se déconnecter. L'environnement social devient un immense espace multi-joueurs (à l'instar du Net) dans lequel on peut entrer ou sortir à tout moment. La relation reste maîtrisée. Le lien reste souple. Alors que le Net semble inspirer les nouveaux modèles relationnels, la société paraît évoluer à l'image d'un espace numérique. Les solitudes y sont « interactives » et « collectives ». Les amitiés y sont numériques et virtuelles. L'existence devient désincarnée, perdant de sa force de proximité et de vitalité.

Lors d'un atelier prospectif, l'un des participants a évoqué Georg Simmel, sociologue allemand du 19e siècle, qui, déjà à son époque, avait remarqué une raréfaction progressive des formes sociales. C'est-à-dire un appauvrissement de la géométrie de la vie sociale et de tout ce qui en faisait la richesse et la complexité : la « vraie » amitié, la « vraie » loyauté, le « vrai » conflit.
Des enquêtes récentes aux États-Unis confirment cette tendance établie sur la longue durée. Les formes de socialité primaire, c'est-à-dire les relations que l'on considère comme fortes et proches, s'affaiblissent régulièrement dans l'État de New York, emblème de la ville mondialisée. Parallèlement l'habitat « single » y est en forte progression.

L'enjeu et le risque concernant les modes de vie futurs tient à la dématérialisation et à l'éloignement de la réalité, et donc, à la dévitalisation de la relation sociale dans une société elle-même digitalisée. Par ailleurs, le rapport au politique semble évoluer dans la même direction : fluctuant et « connectif », s'éloignant en cela des engagements idéologiques forts et des luttes collectives qui les accompagnaient dans le cadre des sociétés industrielles.

Le « cyber espace démocratique », dialoguant, réactif et participatif, favorise les mobilisations ponctuelles et éphémères, les flux rapides d'informations, d'opinions et d'événements. Là aussi, l'enjeu et le risque demeurent. L'électronique et le haut débit, les forums de discussion ne sont pas substituables à la proximité physique, à la relation et la confrontation sociale directe. La cyber démocratie n'est pas substituable à la démocratie réelle, au risque sinon, d'être superficielle ou manipulatoire.

Les nouvelles problématiques du quotidien

Un monde « déréel » et virtuel

Le désintérêt du monde réel, l'addiction au virtuel à travers les jeux vidéo, l'isolement social, constituent un phénomène de société en forte croissance dans les sociétés occidentales depuis les années1980.
Cette forme de désocialisation liée aux nouvelles technologies est née au Japon, pays de l'hyper-culture technologique, où elle concerne une frange significative de la jeunesse. Elle tend à gagner l'ensemble de l'Asie et une partie de l'Europe. Le terme « Otaku » désigne les individus généralement experts en haute

technologie se réfugiant dans le monde clos des jeux vidéo ou des mangas, et d'une manière générale, vivant une passion obsessionnelle pour toutes sorte de réalité fictionnelle qui puisse les sortir du monde.
De nombreux documentaires leur ont été consacrés comme celui de Jean-Jacques Beineix : « Otaku : fils de l'Empire du Virtuel ». Un philosophe japonais, Hiroki Azuma[30] leur a consacré un ouvrage. Il analyse la sous culture Otaku comme une émanation de la post modernité technologique. L'artificialité, la perte des repères et des limites, le déclin des grands récits collectifs au profit des micro récits imaginaires que constituent les mangas, le refus de devenir adulte, le comportement sectaire, en constituent les traits les plus caractéristiques.

L'émergence d'un cyber individualisme

Les nouvelles technologies de la communication et de la relation ouvrent à une nouvelle économie du lien social, dont les « cyber générations » sont fortement symptomatiques.
L'économie sociale qui se développe autour du « cyber lien » (celui-ci allant du sms au mail, en passant par le twitt et le tchat), parait inséparable d'un nouveau mode psychique. **Le cyber individu est multi-dimensionnel et multi-expérientiel.** Il a des affinités éphémères et à géométrie variable. Son mode relationnel est connectif. Ouvrant à une configuration du lien social, qui comme cela a été évoqué lors des ateliers prospectifs : « ne passe plus par les relations de voisinage ou de travail, par les liens statutaires ou les classes sociales » et « fait glisser l'individu, tel un poisson dans l'eau, de microgroupes en micro expériences successives ».

De fait, l'observation des modes de vie des cyber générations, met en évidence certains traits particuliers. **La pratique du « cliving », au sens d'avoir des vies multiples et cloisonnées, et de pouvoir commuter rapidement de l'une à l'autre, en apparaît comme le trait le plus caractéristique.**
Par ailleurs, ainsi que le notait un participant du groupe prospectif : « il faudrait faire une prospective de l'appareil mental de ces nouvelles générations. Les enfants actuels semblent disposer de ressources cérébrales nouvelles, leur cerveau est plus malléable. Ils stockent plus d'informations, ils font plus de choses en même temps. On dirait que le nouveau monde technologique les rend plus plastiques et plus futés ».
En conséquence, avec la cyber culture, s'ouvre un champ opératoire et prospectif particulièrement intéressant. On peut y observer la manière dont les nouveaux

[30] Hiroki Azuma, Génération Otaku. Les enfants de la post modernité, Hachette Littératures, 2008

modes de vie hyper technologiques préfigurent l'avenir, ouvrant, d'une part, à de nouveaux dispositifs psychiques et à de nouvelles logiques relationnelles et, d'autre part, et plus largement, ouvrant à une nouvelle problématique du lien social qui s'étend à l'ensemble des institutions de la vie en société. On peut y inclure le politique et la citoyenneté.

L'intelligence à venir des objets

Dans les dix-vingt prochaines années, les différents objets de la vie quotidienne seront interconnectés et communiquant entre eux. Ils créeront des environnements interactifs et proactifs, dont les matériaux et les objets seront intelligents. Les Anglo-Saxons parlent « d'embedded computing », ou « informatique encastrée ». **Ces nouveaux « environnements intelligents », à la différence de la domotique qui requiert l'intervention humaine, seront proactifs.** C'est-à-dire qu'ils pourront identifier et interroger à distance chaque objet par le biais des puces RFID (Radio Frequency Identification).
Cette communication de machine à machine sera rendue possible par l'internet des objets, grâce auquel des centaines de milliards d'objets usuels seront en ligne et communiqueront entre eux et avec nous. La reconnaissance biométrique, la personnalisation, les fonctions déportées et nomades, l'interconnexion, l'intuition, caractériseront ce nouvel animisme technologique que sera l'internet du futur.
La grande nouveauté de cette intelligence numérique est qu'elle sera miniaturisée et nomade, étendue aux objets environnants et inter communicante à notre insu.

Une problématique du contrôle social a été problématisée ainsi par Joël de Rosnay[31] : « 20 milliards de sites web communiqueront entre eux, et avec des centaines de milliards d'objets en ligne sans passer par les humains ».
Un exemple pourra donner une idée plus concrète de notre quotidien. Les capteurs intelligents permettront d'optimiser l'ambiance et de réaliser des économies d'énergie dans un bâtiment. Mais ils pourront également détecter et filmer les individus qui s'y trouvent. Votre chaudière pourra recevoir vos instructions à distance, mais aussi vous envoyer un SMS, pour vous proposer de contacter elle-même, l'opérateur chargé de la maintenance.

Ces changements dans nos modes de vie, seront évidemment majeurs. Ils vont au-delà de la question du quotidien et ceci du fait que les nouveaux protocoles technologiques transformeront la société, en même temps qu'ils changeront nos

[31] Joël de Rosnay, 2020 Les scénarios du futur. Comprendre le monde qui vient, Fayard, 2008

modes de vie.
Lors des ateliers prospectifs, l'année 2030 a été évoquée à travers la problématique de la société de surveillance technologique. Des « protocoles techniques de plus en plus complexes et invasifs » seront amenés à se développer, en parallèle d'une rationalité gestionnaire qui s'imposera plus fortement en fonction des impératifs croissants d'efficacité économique et énergétique. Au fur et à mesure que ces normes techniques, énergétiques pèseront sur la société, on verra se multiplier les formes de « résistance » parmi les utilisateurs de ces technologies. D'où la question de l'efficacité des politiques publiques incitatives et de la manière dont elles seront menées à cet horizon prospectif.

Une société de la traçabilité et de la surveillance

Biométrie, géolocalisation, vidéo surveillance, administration électronique des fichiers, internet, transmission des données des passagers d'avion... la liste peut sembler longue, sans pourtant être exhaustive, **des technologies dites « intrusives » qui installent progressivement le risque d'une « société de surveillance ».**

Cependant, la société de surveillance est aussi, et d'abord, une société de la transparence et de la traçabilité, qui déplace progressivement et brouille les frontières de la vie privée et de l'intime.

Les nouveaux modes de vie en ligne donnent lieu à des polémiques grandissantes. La vie privée et la vie publique peuvent se croiser sur le Net. Les problèmes de « E-réputation » se multiplient. Des photos, laissées dans un moment d'euphorie, peuvent valoir un refus d'embauche quelques années plus tard.
La prolifération et la dissémination des informations personnelles sur les réseaux, et les multiples traces qui sont laissées, fait qu'il devient impossible d'en contrôler ou d'en valider la confidentialité. Au point que de nouveaux métiers et de nouveaux services de « réparation des traces » se créent.
On dit que tout devient public sur le Net. Il faudrait dire plutôt que tout devient personnalisé. La E-Économie étant une économie de la recommandation, chaque information est personnalisée. Ainsi, l'individu aura des difficultés à préserver son intimité dès lors que celle-ci prend une valeur marchande.
Par ailleurs, si la traçabilité est un vecteur de commerce, elle est également un vecteur de contrôle et de surveillance. La révolution à venir de « l'internet du futur »[32] et des innombrables objets intelligents qui y seront connectés, et qui pourront devenir autant « d'objets espions », constituera une véritable révolution dans le domaine de la surveillance à distance. L'illustration peut se faire à travers

[32] Joël de Rosnay, op. cit. « L'internet 2020 ».

un exemple très récent. La Commission Européenne, dans l'objectif de soutenir l'innovation en Europe, a donné son feu vert aux « étiquettes intelligentes ». Ainsi, dans un avenir proche, les objets et les vêtements seront traçables grâce aux nouvelles étiquettes électroniques RFID (Radio Frequency Identification), invisibles et émettant à distance.

L'enjeu à long terme, et les attitudes des plus jeunes semblent le démontrer, ne sera pas seulement de préserver l'intimité de sa vie privée. Mais de vouloir la préserver, dans un monde où les technologies de la surveillance seront plus nombreuses et sophistiquées qu'aujourd'hui. La question à terme que l'on peut se poser est celle de l'évolution de la vie privée en tant que valeur de société. La séparation entre vie privée et vie publique a été une valeur importante de la première Révolution industrielle. Le restera-t-elle dans la société numérique ?

De nouvelles pathologies sociales associées a l'accélération numérique

La technologie crée un temps accéléré et déréalisé. Elle peut susciter un climat anxiogène, un état d'urgence permanent. Les spécialistes lui associent de nouvelles formes de pathologies, allant de la dépression (ressentir le vide) aux conduites addictives et boulimiques (faire le plein), en passant par l'augmentation du stress dans la vie quotidienne et professionnelle.
Des études menées ces dernières années en Russie – où le stress, l'alcoolisme et les suicides ont explosé à la chute du régime soviétique – ont fourni des indications intéressantes sur les pathologies liées à une accélération et à un changement brutal des modes de vie. **Contrairement aux idées reçues, le stress, maladie devenue emblématique de la vie moderne, n'apparaît pas directement lié à un rythme de vie trop élevé, mais plutôt à un changement trop rapide de cadre de référence et de rythme de vie.** L'accélération et le changement trop brutal perturbent les modes d'organisation individuels. Ils laissent l'individu livré à lui-même et privé de ses repères traditionnels. En ce sens, certaines formes de stress, pouvant aller jusqu'au suicide sur les lieux de travail, sont d'abord liés à la dérégulation des cadres d'organisation habituels. On l'observe notamment dans les entreprises publiques, qui sont passées brutalement d'un mode d'organisation industriel et tayloriste à un mode d'organisation post-industriel et autonome.

Le psychiatre Charles Melman[33] analyse la nouvelle économie psychique « sans

[33] Charles Melman, L'Homme sans gravité, Éditions Denoël, 2002

limites» née avec la nouvelle société technologique. Selon lui, la dérégulation généralisée des limites et des cadres collectifs crée un nouvel individu : «où il n'y a plus de place pour l'autorité, pour le respect, pour l'intimité, où il n'y a plus de place pour le politique, car sans autorité fondée sur un ensemble de valeurs à respecter, il n'y a plus de moyens de construire le politique».
Il ajoute : «notre monde devient peuplé d'êtres structurellement déprimés et sans tonus autonome, de gens vides, et avides de jouissance immédiate, d'éternels adolescents perpétuellement à l'écoute d'eux-mêmes».

Les nouvelles problématiques du vivant et de l'humain

L'émergence d'une nouvelle condition humaine

Georges Balandier[34] parle d'un «nouveau Nouveau Monde» qui se profile à travers les effets conjugués de la science et de la technique. Il signifie par là qu'il y a une part d'obscurité et d'inconnu dans les évolutions à venir, et notamment, touchant à la réalité de la condition humaine, du rapport à la naissance, à la vie, au corps, au vieillissement, à la mort.

Joël de Rosnay[35] exprime une inquiétude semblable liée à l'avènement proche des nouvelles technologies du vivant : «nous prenons le relais de l'évolution biologique sans disposer du temps géologique nécessaire pour en tester les conséquences».
L'accélération du progrès scientifique et technique de ces vingt dernières années s'accroîtra encore dans les vingt – trente prochaines années, principalement à travers la convergence des sciences du vivant, de l'électronique, des nanosciences et des nanotechnologies (que l'on définit comme les sciences et les techniques s'appliquant à l'infiniment petit). De ce fait, les implants électroniques dans le corps humain, reliés à des ordinateurs et à des moyens de communication extérieurs, ne sont pas une réalité hors de notre horizon. D'ailleurs, certains scientifiques vivent déjà avec une puce électronique dans le corps, de manière à être reconnus par les systèmes de sécurité sans s'embarrasser des badges habituels.

[34] Georges Balandier, Le Grand Dérangement, Éditions PUF, 2005
[35] Joël de Rosnay, 2020 Les scénarios du futur. Comprendre le monde qui vient, Fayard, 2008

Le progrès des techno-sciences du vivant et des biotechnologies, ainsi que les nouvelles possibilités d'intervention sur le génome humain qui en résultent, ouvrent à de nouvelles problématiques de l'humain et à de nouveaux enjeux de société. L'interface deviendra floue, entre le vivant et la machine. La machine possédera des aptitudes empruntées du vivant.
Le vivant intégrera des procédures techniques et numériques empruntées de la machine. En ce sens, en même temps que la machine s'humanisera, l'humain se « machinisera ». La distinction entre sujet et objet, entre choses et personnes, entre naturel et artificiel, perdra de sa pertinence, au profit d'un nouveau **« Cyber Sapiens »,** vivant dans un monde tout à la fois réel et virtuel. Il sera hybridé avec des artefacts, « augmenté » par des implants et des prothèses fonctionnelles ou esthétiques. Ou encore, il sera « réparé » avec des tissus greffés provenant de l'ingénierie tissulaire.

L'interface deviendra floue, entre le vivant et la machine

Pour aller un peu plus loin dans cet imaginaire habituellement réservé aux œuvres de science-fiction, les experts en intelligence artificielle prédisent que l'avenir sera à **« l'affective computing »,** l'idée étant que le robot va apprendre à ressentir les émotions des personnes avec qui il est en contact : colère, fatigue, nervosité...
Le robot, doté d'une forme d'intelligence artificielle et d'une sensibilité, ressemblera, par certains côtés, aux humains. Ceci amène des chercheurs à estimer que les robots deviendront nos futurs partenaires et amis, ou plus, si affinités (voir la série suédoise «Real humans»).

L'ère de l'homme « post-humain » et « post-anthropologique », amène à de nouvelles questions éthiques et, plus largement, à de nouveaux enjeux de société. Dans un ouvrage[36] récent, le philosophe allemand Jürgen Habermas analyse les nouveaux défis engendrés par cette révolution technologique et anthropologique.

L'organisme vivant, et la vie en général, ont été de tous temps quelque chose d'aléatoire car non choisi et, en même temps, quelque chose d'intangible, car non négociable et non modifiable. La possibilité ouverte par les techno-sciences du vivant à la fois de programmer génétiquement l'humain et de le modifier rompt avec cette loi de la nature qui paraissait immuable. Elle remet en question les fondements anthropologiques de la condition humaine à travers les possibilités d'une détermination génétique laissée au libre arbitre subjectif de l'homme.

[36] Jürgen Habermas, L'Avenir de La Nature Humaine, Éditions Gallimard, 2002

Ainsi, à côté des formes positives de l'amélioration génétique destinée à prévenir les maladies graves, existeront des possibilités de décider de la configuration génétique d'autrui. Hypothétiquement, les parents pourront décider du destin génétique de leurs enfants : aux États Unis, on parle déjà de « shopping in the genetic supermarket »...

Cette révolution majeure d'une intervention de l'homme sur son équipement génétique, et le risque corrélatif d'eugénisme génétique, remettent en question, selon Habernas, « la compréhension que nous avons de nous-même en tant qu'êtres autonomes et responsables, notre liberté, et par là même, les fondements d'une société de sujets libres et égaux ».

Au-delà des grands enjeux concernant le rapport de l'homme à la Nature et à sa propre condition anthropologique, nous développerons ici, à grands traits, les nouvelles problématiques qui sont ouvertes par la révolution des techno-sciences du vivant et concernant nos futurs modes de vie : nouvelle problématique de la santé, de la longévité biologique et du vieillissement, de la procréation et du genre sexué, du corps et de la beauté.

La révolution de la santé

L'essor conjoint des techno-sciences du vivant et des technologies de l'infiniment petit ouvrent sur un nouvel horizon de la médecine. La médecine pharmaco-génétique saura adapter les médicaments aux gènes de chacun. La nano-médecine, par le biais des « nano-robots » et des nano-particules, qui seront capables de traverser les barrières cellulaires, permettra de transférer un gène dans une cellule et d'en corriger les défauts génétiques. Des chercheurs ont déjà réussi à fabriquer des implants et des pilules intelligentes, capables d'administrer des produits à longue durée dans l'organisme malade. L'on peut ainsi traiter le diabète par le biais de cellules vivantes enrobées à l'intérieur de micro réservoirs distillant de l'insuline.
Par ailleurs, d'autres directions sont explorées actuellement par les grands laboratoires pharmaceutiques, notamment à travers le biomimétisme, consistant à imiter la nature, et les bio-matériaux qui ouvrent à de nouveaux produits et à de nouvelles techniques.
L'industrie pharmaceutique réfléchit ainsi à de nouvelles gélules plus performantes, imitées des feuilles des arbres et des plantes.

De nombreux laboratoires dans le monde travaillent sur un génie tissulaire – inspiré de la salamandre – et qui devrait permettre à des organes entiers de se reconstituer directement de l'intérieur du corps avec leur forme et leur fonctionnalité plutôt qu'en étant greffés.

Le monde des nanotechnologies, biotechnologies et de l'ingénierie du vivant

Selon le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective (CGSP et ancien CAS) « les nanotechnologies regroupent les instruments, les techniques de fabrication et les applications (nanomatériaux, nanobiologie/nanomédecine, etc.) utilisant les propriétés particulières de la matière (résistance mécanique, réactivité chimique, conductivité électrique, etc.) qui se manifestent à l'échelle nanométrique (milliardième de mètre) ». Elles recouvrent alors de multiples domaines d'application tels que les technologies de l'information, les technologies médicales, les éco-technologies et les technologies de l'énergie… Le Conseil général des mines et le Conseil général des technologies de l'information soulignent plusieurs risques liés à cette nouvelle technique : risques industriels, environnementaux et éthiques notamment. Aussi, « le naturel non vivant, le vivant et l'artefact sont en bonne voie de fusionner ». D'ailleurs, seuls 44 % des Français ont confiance dans les scientifiques pour les informer sur les nanotechnologies, « mais la majorité se dit mal informée sur le sujet (69 %) ».
Ensuite, l'OCDE définit les biotechnologies comme « l'application des principes scientifiques et de l'ingénierie à la transformation de matériaux par des agents biologiques pour produire des biens et services ». Ces technologies sont considérées comme jouant un rôle important dans le secteur des industries de la santé, mais ont aussi un rôle émergent dans les secteurs de l'environnement, de l'agriculture, de l'agroalimentaire. Ainsi, l'« ingénierie du vivant », définie comme la lecture et la synthèse de l'ADN, couple aujourd'hui les biotechnologies et les nanotechnologies.

Elsa ROUTIER, Mission Prospective

Sources : « Nanotechnologies : un enjeu industriel et éthique » 2005, site internet de Vie Publique et du CGSP et enquête Ipsos/Logica Business Consulting, « Nucléaire, OGM, nanotechnologie, réchauffement climatique : les Français doutent de la crédibilité des scientifiques », 2011

En ce sens, une nouvelle discipline médicale, absolument révolutionnaire, est en train de naître : la « nano-médecine personnalisée » qui prend en compte et traite les caractéristiques génétiques particulières à chacun.

Par ailleurs, la médecine préventive est en train de connaître une révolution similaire. Elle progresse et progressera à grands pas. Les tests ADN personnalisés se généraliseront. Ce qui n'ira pas sans poser de nouvelles questions de société sur l'intimité et le secret de la vie privée. Les « nano capteurs ange gardien » se multiplieront : appareils implantables, puces capable de mesurer le rythme cardiaque, l'activité physique, l'efficacité d'un médicament.
L'usage de biocapteurs intégrés à des textiles intelligents offre déjà la possibilité de vêtements permettant à des médecins de suivre à distance certains paramètres du métabolisme de leurs patients. Différentes entreprises, associées à des compagnies d'assurance, étudient l'opportunité de programmes et de services de « maintenance de la vie », consistant notamment dans l'extension de bio tests à domicile, accompagnés d'un suivi personnalisé sur Internet, par le médecin traitant. **Plus largement, la nouvelle médecine issue des technologies du vivant s'ouvrira aux domaines de la vie quotidienne, comme l'alimentation, le vieillissement, la beauté.** Les industries de la pharmacie, de la cosmétique et de l'alimentation travaillent actuellement sur des programmes de recherche communs. De nouvelles disciplines verront ainsi le jour : **« l'alicamentation »,** ou fabrication d'aliments médicamenteux, la « Cosme Pharmaceutique » et la « Cosme Food », ou nourriture du vieillissement et de la beauté.

Le nouvel âge du vieillissement

Le 21e siècle, à travers l'évolution démographique actuelle, sera le siècle d'un vieillissement inédit dans l'histoire de l'humanité. Il préfigure un nouveau statut social de la vieillesse, très différent des époques précédentes.
La personne vieillissante ne sera plus considérée comme une exception mais comme la nouvelle norme de l'espèce. Déjà, les appétits économiques se manifestent pour « l'or dans le gris », et anticipent ce nouveau marché gigantesque du vieillissement « positif » et du vieillissement « actif ». La vieillesse, dans l'ensemble des sociétés traditionnelles, à longtemps été l'âge de la résignation, du renoncement à la vie sociale et à l'apparence : la beauté, la séduction, le mariage, la procréation et l'activité étant l'apanage de la jeunesse.

Dans le nouvel âge du vieillissement actif, le renoncement à la vie sociale, à la sexualité, aux loisirs, à l'image de soi voire à la beauté, n'est plus d'actualité. L'idéal d'un vieillissement débarrassé des stigmates de l'âge concerne tout autant le physique, le « dynamisme » affiché, que la manière de s'habiller. La nouvelle vieillesse exige un effort permanent sur soi : exercice physique, régime, soins de beauté.

Cet impératif du « bien vieillir », s'étend actuellement à la tranche d'âge élargie des 50-70 ans. Elle estompe progressivement les frontières entre les différentes générations et leurs modes de vie. Parfois même, elle débouche sur une « néo adolescence » qui amène « à recommencer sa vie », largement après l'âge qui était autrefois autorisé.
Michel Houellebecq[37] note : « la différence d'âge était le dernier tabou, l'ultime limite, d'autant plus forte qu'elle était la dernière, et qu'elle avait remplacé toutes les autres ».
Un autre extrait est étrangement ressemblant, tiré du livre bien connu d'Aldous Huxley[38] : « tous les stigmates physiologiques du vieillard ont été abolis. Et avec eux, toutes les caractéristiques mentales du vieillard ».
De fait, la nouvelle culture du vieillissement repose, plutôt que sur le désir d'immortalité, sur le mythe immémorial de « l'éternelle jeunesse ». Faire que le vieillissement ne soit plus repérable est devenu une condition de l'estime de soi dans une société qui glorifie l'éternelle jeunesse et la beauté. L'atemporalité, l'effacement du temps qui passe, sont la nouvelle norme sociale du vieillissement. Elles rejoignent en ce sens la nouvelle forme du temps « gelé », « pétrifié », qui caractérise l'accélération numérique d'après Jean Baudrillard[39].
Avec le progrès médical et technique, la personne vieillissante s'est habituée à être en bonne santé et à repousser à plus tard l'échéance de la mort. L'industrie pharmaceutique l'aide à garder la mémoire, une meilleure apparence, une certaine force musculaire, une activité sexuelle.

Joël de Rosnay[40] anticipe une révolution proche de la longévité : « au cours des vingt ou trente prochaines années, nous allons connaître un des plus grands bouleversements de la biologie, avec la compréhension des mécanismes du vieillissement ». Il prédit même qu'il sera possible, à un horizon plus lointain, « de cloner et cultiver des cellules embryonnaires humaines pour créer des usines à organes permettant de remplacer les organes déficients ».

Au-delà de cette nouvelle problématique de la longévité, qui transforme la condition et la place du vieillissement dans la société et efface progressivement les repères traditionnels de l'âge biologique, les sciences du vivant annoncent une ère nouvelle : celle du dépassement du corps biologique, tel que l'humanisme l'avait pensé, c'est-à-dire, soumis au temps et à la mort.

[37] Michel Houellebecq, La Possibilité d'une île, Éditions Fayard, 2005
[38] Aldous Huxley, Le meilleur des mondes, Plon, 1932
[39] Jean Baudrillard, Le Paroxyste indifférent, Éditions Grasset, 1997
[40] Joël de Rosnay, 2020 Les scénarios du futur. Comprendre le monde qui vient, Fayard, 2008

De fait, le « Trans-Humanisme » – mouvement international qui prône l'optimisation des performances biologiques à partir des nouvelles technologies du vivant – appelle de ses vœux un avenir « post humain ». La promesse « d'amortalité » qui se profile à travers l'extension technologique de la vie, implique le renoncement de l'homme à sa nature biologique. Elle passe par une condition non humaine de cyborg, à la fois réel, virtuel biologique, technologique, l'artefact s'y combinant avec le vivant.

Le « Grey market » au cœur de la « Silver Economy »

Le vieillissement de nos sociétés a suscité de nombreuses interrogations liées aux enjeux et aux risques que représente une telle mutation démographique. Le plus souvent ce phénomène de société est attaqué par l'angle sociétal ou bien médicosocial (sécurité sociale, retraites…) et est plutôt perçu comme négatif. Il est estimé qu' « en 2035 […] le nombre de seniors devrait connaître une hausse de 80 % », soit représenterait environ un citoyen sur trois. Une étude Eurobaromètre 2012 a révélé que les européens considèrent comme jeune une personne de moins de 42 ans. Cela peut notamment s'expliquer par une vie en moyenne plus longue et en meilleure santé. On parle alors de plus en plus d' « Active Ageing », c'est-à-dire d'un « vieillissement actif » illustré par des seniors s'engageant de plus en plus dans la vie associative ou partant en voyage. Ce phénomène a permis un regain d'intérêt de la part des marques traitant dorénavant ce segment de marché avec soin, notamment en leur consacrant des gammes spécifiques et dynamiques (cosmétiques, croisières…).
Ce « marché gris » bénéficie donc d'un changement de vision de la maturité, devenue positive et constituant une réelle opportunité pour les entreprises. En effet, « selon une enquête du Crédoc de 2010, les seniors assureront dès 2015 une majorité des dépenses sur les différents marchés : 64 % pour la santé, 60 % pour l'alimentation, 58 % l'équipement, 57 % les loisirs, 56 % des dépenses d'assurance… ».

Elsa ROUTIER, Mission Prospective

Sources : Rapport du Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective (CGSP), « La Silver Économie, une opportunité de croissance pour la France », Décembre 2013 et Observatoire prospectif des modes de vie (Tome 3)

Les problématiques actuelles et futures du corps et de la beauté

Le statut du corps – ses représentations et ses pratiques – est une construction culturelle indissociable de l'organisation et des évolutions de la société. Pour mieux éclairer les perspectives culturelles différentes du corps et de la beauté selon les sociétés, Jean Baudrillard opposait, d'une part, le corps « robuste » du paysan, représentation instrumentalisée du rapport au travail et à la nature dans les sociétés agricoles et, d'autre part, le corps « objet de consommation », investi à la fois en tant que « capital » productif et en tant que « fétiche narcissique », dans les sociétés de production et de consommation contemporaines.
La mondialisation aujourd'hui, les nouvelles technologies du vivant demain, transforment et feront évoluer nos représentations et nos pratiques du corps.
En ce sens, établir une prospective du corps implique de prendre en compte ces deux facteurs lourds d'évolution.
La globalisation accélérée des images, des modes et des « looks », incarnée partout par les mêmes icônes mondiales de la consommation, est à l'origine d'un cosmopolitisme inédit dans l'histoire de l'humanité. Le corps, par images planétaires interposées, se décline en différentes morphologies, différentes couleurs, différents looks corporels. Ce kaléidoscope de la multi-culturalité planétaire imprègne en profondeur les nouvelles représentations et pratiques mondialisées du corps. Différents modèles de la beauté coexistent et se recomposent .

La norme du corps est d'être mince, performant, sportif, diététique et hygiénique, dont l'Occident reste pour le moment le prescripteur. Ce modèle normatif de la beauté est relayé par l'ensemble des médias occidentaux : presse, cinéma, séries TV.
Il est exemplifié, dès l'enfance, à travers le très célèbre couple de poupées, « Barbie et Ken ». Paradoxalement, cet idéal occidentalisé du corps et de la beauté connaît un grand succès dans les économies du Sud, parmi les classes moyennes émergentes. Pour ces franges de population, se conformer au modèle dominant du succès économique et social, selon l'idéal type corporel caucasien de Barbie et Ken, passe par la chirurgie esthétique et les régimes diététiques. En Asie, le visage mince et les yeux débridés donnent forme à un nouveau genre de beauté « glocale », à la fois ethnique et globalisée. Les Sud-américaines font refaire leur poitrine, gonfler leurs lèvres, éclaircir leur chevelure. En Afrique noire, le commerce des produits pour défriser les cheveux et éclaircir la peau est florissant.

L'anti-norme déviante du corps serait celui « bricolé » et « tribalisé », qui recourt aux piercings, aux tatouages, aux implants cutanés et autres scarifications.
La « tribalisation » de la beauté dans les économies du Nord emprunte paradoxalement aux techniques de modification du corps des cultures « primitives », dont les préoccupations étaient principalement religieuses ou identitaires.
D'une certaine manière, les mécanismes à l'œuvre dans les nouvelles pratiques du corps sont similaires. L'hyper-individualisme moderne fait du corps un objet unique, singulier, qui ne doit ressembler à aucun autre, ou encore, s'inscrire dans une avant garde, une « tribu » artistique qui le consacre en objet d'art. La tendance du « body building » participe de cette logique.
En ce sens, les nouvelles « esthétiques bricolées » participent des formes émergentes de « l'égo-building occidental ». Elles constituent une espèce de signature de l'artiste pour cet espace de liberté artistique unique que devient le corps « fétiche ». D'ailleurs, signe des temps, Barbie porte maintenant un tatouage au creux des reins et un piercing au nombril. Ken le préfère sur le sourcil.

La cartographie des grands courants culturels du corps mondialisé semble se préciser à moyen/long terme.

La cartographie des grands courants culturels du corps mondialisé semble se préciser à moyen/long terme. D'une part, au Sud, on observe la conformation de la beauté métissée aux règles de la modernité occidentale, normative et performante ; d'autre part, au Nord, la singularisation et l'ornementation du corps et de la chair, annoncent les nouveaux métissages de la vie post-moderne. S'y combinent les ingrédients propres à la nouvelle modernité : l'ici et l'ailleurs, le passé et le futur, le conventionnel et le déviant.
Le corps devenant à la fois sujet et objet, forme et contenu, on voit se développer des ornements de peau, encore décriés il y a quelques années, et devenus depuis de banals accessoires de mode. À ce propos, une phrase de Jean Baudrillard[41] écrite en 1996, prend une résonance nouvelle aujourd'hui. Il évoque : « la peau comme vêtement de prestige, comme signe et référence de mode ».

On peut aussi imaginer que les nouvelles normes et pratiques de la beauté expérimentale s'installeront dans les nouvelles générations. Elles emprunteront aux techniques et aux matériaux de la nouvelle modernité technologique.

[41] Phrase reprise par Philippe Liotard, sociologue du corps, Université de Lyon, dans son Blog autour du corps et de ses transformations.

Le 21e siècle, en conséquence, sera le siècle où les trois grandes représentations actuelles du corps et de la beauté coexisteront : le corps normatif et performant, le corps métisse, et le corps artéfact, constitueront les trois grands modèles à partir desquels se recombineront et se réinventeront les pratiques.

Par ailleurs, la montée en puissance des technosciences du vivant devrait accélérer ce processus et ouvrir à de nouvelles problématiques et conceptions « post-anthropologiques » de la performance, de l'hybridation et de l'artefact. Le corps du futur « réparé », « modifié », « augmenté », explorera, à un horizon difficile à prévoir, des voies nouvelles en rupture avec la condition humaine traditionnelle. On en énumérera rapidement les grandes orientations :

- Le cyborg, l'individu bionique, qui se nourrit de la rencontre de la génétique et de l'informatique et s'affranchit définitivement des limites spatiales et temporelles, des catégories d'âge et de sexe. Dans cette utopie post-moderne, l'individu ne pourra plus distinguer en lui ce qui est de l'ordre de l'humain ou de la machine, de l'ordre du sujet ou de l'objet.

- Le clonage et l'ectogenèse, ou fécondation en utérus artificiel, qui viendront parachever le processus historique de dissociation, entamé avec la pilule contraceptive, entre sexualité et procréation. De ce fait, il ne sera plus nécessaire d'être deux pour procréer, le clonage reproductif permettant de se reproduire à l'identique sans faire appel au masculin ou féminin. En conséquence, les différences et les complémentarités immémoriales s'effaceront entre l'homme et la femme. Les modes de filiation traditionnelle également. Les différences seront individuelles et non plus liées à un sexe biologique, ouvrant à des sociétés sans différence ni altérité, fondées sur l'interchangeabilité des rôles et l'androgynie.

- L'androgyne que des auteurs de science-fiction, voire certains prospectivistes, annoncent comme le futur de l'humanité, est un être symbiotique, ni mâle ni femelle, mais les deux ensemble, « ange » en quelque sorte, ainsi que le présentent les différents récits mythologiques et bibliques.
  Dans les sociétés contemporaines, l'androgynie des codes esthétiques et vestimentaires, le look unisexe de l'habillement quotidien à travers le sportswear, sont révélateurs d'une tendance de fond, lente et progressive, vers l'égalité et l'indifférenciation sociale des rôles entre le masculin et le féminin.

- **La virtualisation du corps** participe des nouveaux discours « techno prophétiques » et des utopies post-humaines. Dans cette conception futuriste, le corps électronique et virtuel ne rencontre plus aucune limite, physiologique, spatiale et temporelle, ou encore identitaire, à son libre déploiement dans le monde immatériel. L'homme d'après-demain vivra dans un monde tout à la fois réel et virtuel. Il naviguera dans des espaces immatériels où il pourra avoir des corps multiples. De nouvelles interfaces lui offriront des possibilités infinies d'inventer de nouveaux devenirs, de nouvelles métamorphoses, abolissant les limites à l'invention de soi.

La cyber relation pourra s'établir dans des lieux inconnus, avec des gens que l'on ne verra jamais.
L'accélération scientifique et technique reste encore largement cantonnée à des réflexions partielles et sectorielles. Le risque majeur, en ce sens, est d'oublier de repenser l'homme et la société dans l'univers qui est rendu possible par les technosciences. Les artistes et les auteurs de science fiction, sont à cet égard plus imaginatifs et, en quelque sorte, plus « sociologues ».
La question cependant demeure : quelle forme de société, autre que celles habituellement décrites dans les œuvres de fiction, émergera de cette nouvelle toute puissance technologique que l'on nous annonce ? Serons-nous toujours humains et y aura-t-il encore une société, si nous évacuons toutes les limites de notre condition anthropologique ?
Par rapport à ces enjeux immenses, mais encore relativement lointains, 2030 – 2040 apparaît comme un horizon intermédiaire et, en ce sens, un horizon de transition. Certaines tendances émergentes, et encore en germe, se confirmeront et s'affirmeront. Des tendances contraires, issues de possibles crises économiques et environnementales majeures, peuvent toutefois survenir. De nouveaux acteurs politiques, économiques, sociaux, peuvent faire irruption.



CHAPITRE 4

Les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales



Oosgt 1000, Frank Tjepkema, 2010.
www.tjepstore.com

Système en crise et crise systémique

Le 21e siècle ouvre sur des défis inédits dans l'histoire de l'humanité. **La globalisation économique rend potentiellement explosives des questions comme la raréfaction des ressources énergétiques et écologiques, la crise environnementale, la croissance de la démographie mondiale.** De fait, si chacune de ces questions constitue une variable lourde d'évolution en soi, la globalisation intervient comme un accélérateur de crise. Elle y ajoute un facteur supplémentaire de risque systémique.

Plus précisément :

- L'extension planétaire du développement économique accélère le processus de raréfaction des ressources énergétiques et écologiques ;

- L'augmentation des émissions de gaz carbonique progresse plus rapidement que les gains réalisés en efficacité énergétique, les pays développés n'ayant pas diminué globalement leurs émissions, tandis que des nouveaux acteurs industriels, comme la Chine et l'Inde, montent rapidement en puissance ;

- D'après les dernières projections démographiques de l'ONU, l'humanité pourrait atteindre 9,3 milliards de personnes vers 2050. L'accroissement de la population mondiale s'accompagnera d'une modification des habitudes alimentaires, liée au développement économique. On estime à 86 milliards, le nombre d'animaux qui devront être élevés à cette époque pour répondre à la hausse planétaire de la consommation de lait et de viande (à comparer au chiffre actuel, évalué à 20 milliards). L'émission de gaz à effets de serre liée à cette augmentation du cheptel bovin sera très supérieure à celle de l'ensemble des transports mondiaux. Les besoins en eau en seront considérablement augmentés.

- Le niveau actuel et futur de peuplement de la planète est indissociable d'une énergie abondante et bon marché, qui par ailleurs tendra à se raréfier et à se renchérir à l'horizon 2050. À cette époque, la production alimentaire devra avoir progressé de 70 % pour satisfaire la demande globale. **Par ailleurs, l'accroissement démographique dans les pays du Sud, notamment en Asie, est très concentré en milieu urbain. À ce titre, il est extrêmement dépendant d'une agriculture industrielle qui accélère la dégradation de l'environnement.**

Les différentes dynamiques évoquées mettent en évidence une interaction systémique forte, et à risque, entre les différentes problématiques, énergétique, écologique, démographique.
Le principe du **« Tipping Point »** en prospective, indique le point de basculement à partir duquel un système complexe se dégrade et se met en crise systémique.

Le point de bascule peut-être occasionné par un **« cygne noir »**[42] **: événement impensé plutôt qu'impensable, car situé en dehors des cadres de pensée habituels.** La récente crise financière, « systémique », illustre ce phénomène.
Dans les sociétés contemporaines, les multiples systèmes prédictifs et experts, en économie ou en politique, tendent à évacuer a priori le « cygne noir ».
Ils constituent en ce sens des facteurs supplémentaires de crise dans un monde accéléré, dérégulé et systémique. L'imprévu peut y surgir plus facilement et plus brutalement, ainsi que le formule **Nicholas Nassim Taleb : « dans l'espace accéléré des flux et des interactions permanentes, l'histoire ne rampe pas, elle fait des sauts ».**

Edgar Morin, dans « L'Éloge de la Métamorphose »[43], définit l'alternative suivante : « quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il se métamorphose. Le système Terre est incapable de s'organiser pour traiter ses problèmes vitaux : périls nucléaires qui s'aggravent avec la dissémination, dégradation de la biosphère, économie mondiale sans vraie régulation, retour des famines. Le probable est la désintégration. L'improbable mais possible, est la métamorphose ».
Dans le même esprit, Jared Diamond[44], biologiste et géographe anglo-saxon, analyse les causes de la disparition de certaines civilisations prestigieuses, dont la civilisation Maya. Il en conclut que ces civilisations ont toutes été victimes, paradoxalement, de leur trop grande réussite.
De fait, la surexploitation et la dégradation des écosystèmes, liée à une densité démographique trop élevée, les changements climatiques survenus, les guerres avec les populations voisines, ont été en quelque sorte les causes directes et visibles du déclin de ces sociétés. La cause moins visible, mais plus profonde, étant l'incapacité politique et culturelle de ces systèmes civilisationnels à changer et à s'adapter aux nouvelles conditions écologiques et climatiques, ou économiques.
En d'autres termes, et c'est là que l'hypothèse apparaît la plus intéressante, **il est extrêmement difficile pour une civilisation convaincue de son efficacité**

[42] Nicholas Nassim Taleb, Le cygne noir. La puissance de l'imprévisible, Édition Les belles Lettres, 2008

[43] Edgar Morin, Eloge de la métamorphose, 2012

[44] Jared Diamond, Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie, Gallimard, 2006

supérieure, d'envisager que des solutions gagnantes à un moment deviennent perdantes à un autre. Et, par conséquent, il lui est difficile de transformer avec suffisamment de rapidité, ses mentalités et pratiques. Le parallèle est facile à établir avec le nouvel universalisme économique et technologique.

La question environnementale sera développée ici à travers ses différentes dimensions constitutives : énergétique, climatique, démographique. Et ceci de manière à en faire ressortir les variables lourdes, et à fort impact sur nos modes de vie. L'enjeu consistera à relier ensemble les différentes pièces du « puzzle » et à en observer la dynamique d'évolution pour les prochaines années.
Par ailleurs, certains signes de changement commencent à s'observer. **De nouvelles problématiques du rapport homme – nature – technologie – société semblent émerger, débouchant sur de nouveaux modèles d'organisation et d'action « durable », sur des pratiques sociales alternatives.** Celles-ci seront d'autant plus importantes à observer qu'elles annoncent un nouveau paradigme de société et de nouvelles manières d'être et de vivre.

La fin annoncée d'un mode de vie fondé sur une énergie abondante et bon marché

Le caractère irremplaçable du pétrole – au plan d'une praticité et d'une efficacité énergétique bien supérieure et à un moindre coût que celui des énergies renouvelables – a été maintes fois mis en avant. L'essentiel de ce qui constitue nos modes de vie actuels, on a parfois tendance à l'oublier, en est fortement dépendant.
L'ensemble de notre système alimentaire actuel repose sur la disponibilité d'hydrocarbures à faible coût, ceci, allant des machines agricoles fonctionnant au diesel, aux différents engrais et pesticides produits et synthétisés à partir de gaz naturel ou de pétrole. Sans oublier la préparation des denrées alimentaires en usine, leur conservation par le froid, leur conditionnement plastique...
Il serait trop long d'énumérer les nombreux autres domaines de produits et de services qui sont associés à l'énergie fossile. Le domaine de la santé, pour ne citer que celui-là, en dépend largement, ceci allant de la recherche médicale à la production et à la conservation des médicaments, en passant par le fonctionnement hospitalier.
La « civilisation du pétrole » est largement constitutive de nos modes de croissance actuels, de nos modèles de vie et d'organisation sociale. L'habitat,

les transports, les modes de distribution commerciale, la grande majorité des industries, en sont largement dépendants. Ils ont été pensés à partir de ce modèle énergétique.
Par ailleurs, certains métaux et minerais rares jouent un rôle majeur dans les objets technologiques du quotidien, du téléphone portable à la télévision.

Le Congrès américain a estimé aux alentours de 2030 la probabilité du « peak oil » : ce moment délicat où se croiseront une demande énergétique mondiale croissante et une capacité de production décroissante, en raison de l'exploitation de gisements et de substituts pétrolifères moins rentables et plus polluants. En effet, même si l'on découvre régulièrement de nouveaux gisements (on peut continuer à trouver du pétrole dans les schistes bitumineux ou aller le chercher en profondeur), le coût d'extraction en deviendra nettement plus élevé.
Le renchérissement du coût de l'énergie apparaît donc inéluctable à terme.
Par ailleurs, l'épuisement des minerais rares et des métaux indispensables aux nouvelles technologies poursuit une courbe d'évolution semblable.
En ce sens, **la période qui vient signifie la fin de « l'ère de l'abondance ».** Les principales sources d'énergie indispensables à notre quotidien se raréfieront.
Les conséquences en seront inévitablement une concurrence économique exacerbée entre les différents pays et un renchérissement du prix de l'ensemble des matières premières. Par ailleurs, la question se posera de la transition vers de nouveaux modèles d'organisation économique et sociale. Les énergies renouvelables substitutives demanderont des investissements extrêmement lourds dans un contexte de transition économique.

Nos modes de vie ont été longtemps conditionnés par une énergie largement disponible, à coût relativement faible. Ils se sont fondés sur un modèle d'organisation de la vie quotidienne particulièrement « énergétivore ».
L'habitat constitue le premier secteur de dépense énergétique. L'automobile et les transports urbains étant étroitement liés à l'étalement urbain.
Par ailleurs, l'efficacité énergétique de nos objets quotidiens, bien qu'ayant été améliorée, reste encore relativement faible, n'ayant pas été jusqu'à présent une préoccupation réelle. De fait, l'ensemble des moteurs existants, allant de l'automobile aux ascenseurs, en passant par l'électroménager ont des rendements encore peu conséquents et largement optimisables.
En termes de substituts directs du pétrole, les bio-carburants (bio-éthanols, bio-diesels), bien qu'ayant fortement progressé ces dix dernières années, représentent encore moins de 1 % de la consommation énergétique mondiale. Paradoxalement, cette énergie renouvelable est très consommatrice de biosphère,

allant du détournement de terres arables, (déjà en réduction sous l'effet de l'urbanisation de la planète), à la déforestation qui accélère le réchauffement climatique.
Les agro-carburants de seconde génération, issus de résidus de végétaux ou de plantes non comestibles et cultivables en terres arides ou dégradées, paraissent une alternative partielle mais crédible à l'horizon 2030, notamment l'huile de jatropha, nouvel « or vert du désert » qui commence à être produit au Brésil.
La fin de la civilisation du pétrole transformera en profondeur nos modes de consommation et de déplacement dans un contexte de ralentissement économique global. De fortes tensions sociales naîtront, liées à l'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières. Et ceci, du fait que les populations les plus défavorisées économiquement sont en même temps celles qui sont les plus éloignées des centres urbains, les plus dépendantes de l'automobile et des modes de transport et de commerce classiques.

Les scénarios noirs de la raréfaction énergétique et écologique

Le scénario est de plus en plus évoqué dans la littérature prospective, d'une humanité « confrontée au mur inévitable de la rareté »[45]. Celui-ci ne pourra être franchi pacifiquement que par des révolutions énergétiques qui, de toute manière, mettront du temps à se déployer. À défaut, **le retour de la rareté conduira inévitablement à des conflits économiques, à la « lutte » pour l'accès à l'énergie, aux matériaux stratégiques et aux ressources écologiques.**
La première conséquence en serait « une explosion du prix de la vie » mettant en jeu les ressources vitales que sont l'eau, les matières premières, les biens alimentaires. Avec à la clé, un retour des frontières et des protectionnismes, et le risque de conflits locaux liés à la raréfaction des terres arables et des ressources en eau. Ainsi que le formule assez sombrement Hervé Juvin : « nous ne mesurons pas l'inexorable loi démographique et ce que signifie l'entrée de six milliards d'humains dans un désir unique de consommer ». Il ajoute : « des pays riches et vieux, attirent des hommes jeunes et pauvres ».

De fait l'évolution démographique mondiale confirme cette perspective. À titre d'exemple, en 1960, l'Afrique était moins peuplée que l'Europe. En 2035, elle comptera 1,5 milliards d'habitants et l'Europe 500 millions.
Certains indices commencent à apparaître d'un retournement de l'idéologie

[45] Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens, *The Limits to Growth*, 1972, New York, Universe Books

libérale d'un monde sans frontières, ou encore de l'utopie du village global. Signe fort, l'édification – en rapide progression – de barrières, de « murs », entre pays (ou à l'intérieur d'un même pays, parfois d'une même ville), entre riches et pauvres.
Plus de mille zones d'enfermement existent actuellement dans le monde. À titre d'illustration, les États-Unis, après Israël, ont construit un mur de plus de mille kilomètres sur la frontière du Mexique. Autre signe d'une rareté qui pourrait faire son retour : l'achat massif de terres arables par la Chine et l'Inde, dont les espaces agricoles et les ressources en eau diminuent avec l'industrialisation et l'urbanisation.
Signe tout aussi inquiétant : l'achat de terres par des grandes firmes privées et multinationales qui se constituent de futurs stocks spéculatifs. **L'ancestrale conquête de la terre par la guerre a été modernisée et remplacée par les lois économiques du marché.**

Au-delà d'une certaine forme de « catastrophisme » prophétisant une « violence généralisée » dans un monde de la survie, certaines hypothèses prospectives apparaissent intéressantes, concernant l'évolution des modes de vie dans un monde qui redécouvrirait la pénurie. À savoir :

- Le retour de la « puissance » associée à la masse, qui permettra aux collectivités puissantes et nombreuses, de mieux assurer les conditions de leur domination géopolitique et économique. Sans doute faut-il voir l'illustration de ce principe dans la crainte que suscite spontanément en Occident un futur « universalisme chinois ou indien » ;

- L'importance retrouvée de la culture collective et des formes du sacré (la Religion, la Patrie..), pour des collectivités qui se sentent menacées dans leur survie ou leur identité, la progression du sentiment patriotique et national en Europe participe de cette logique collective ;

- L'enjeu d'assurer la « sécurité première, celle du milieu de vie » au niveau local des territoires, des villes. La théorie du « State building », en vogue aux États Unis, part de l'hypothèse que, dans un contexte de crise, les difficultés ne pourront se traiter qu'à l'échelon local et même micro local.

Les générations d'agro/biocarburants et enjeux sous-jacents

Selon le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE), « les biocarburants sont des carburants de substitution obtenus à partir de la biomasse (matière première d'origine végétale, animale ou issue de déchets) ». Ils sont encore généralement incorporés dans les carburants d'origine fossile et leur origine agricole leur vaut d'être de plus en plus dénommés « agrocarburants » aux dépens du terme de « biocarburants », pouvant entraîner une confusion avec la filière biologique.
Malgré leur participation à l'indépendance énergétique, les agrocarburants de première génération (produits à partir de colza, blé, tournesol...), peuvent générer des conflits d'usage conséquents. Ils sont accusés de « tirer les prix des matières premières à la hausse notamment parce que les cultures destinées à la production de carburants sont soustraites à l'alimentation humaine ou animale » (jugées prioritaires) et que « l'utilisation des sols pour ces cultures concurrence l'usage des terres agricoles pour l'alimentation » selon EELV (Europe Ecologie les Verts). La deuxième génération utilise, elle, « la plante entière, les feuilles, les pailles, les tiges ou des plantes spécifiquement dédiées à la production d'agrocarburants comme le miscanthus ». Elle est éthiquement plus acceptable mais créée toujours des tensions quant à l'utilisation des sols. ***De plus, dans son résumé pour les décideurs politiques, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) affirme qu'« Accroître la culture de plantes pour produire des agrocarburants menace les écosystèmes et la biodiversité ».***
Pour finir, la troisième génération que sont les « algocarburants », devrait être produite « dans le futur à partir d'algues ou de bactéries, [...] théoriquement plus efficaces que les plantes terrestres ». Elle est donc particulièrement attendue puisque réduisant par la même occasion les conflits d'usages y étant associés.

Elsa ROUTIER , Mission Prospective

Sources : Sites internet du Ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE), d'Actu-Environnement,et d'EELV et cinquième rapport du GIEC, 2014

L'inégalité climatique, les nouvelles problématiques migratoires et leur impact sur nos sociétés

Au-delà des flux migratoires issus des déséquilibres démographiques et économiques, entre un Nord riche et vieillissant et un Sud pauvre et en âge de travailler, les années à venir verront se constituer de nouvelles dynamiques et problématiques d'immigration liées au réchauffement climatique.

L'amplification des catastrophes naturelles (multipliées par quatre en vingt ans) et la fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes (inondations, sécheresse, désertification) sont à l'origine d'une nouvelle forme d'inégalité climatique. De fait, la relation est étroite entre urbanisation, pauvreté, et réchauffement climatique. L'équation est en quelque sorte explosive, dans le sens où les pays qui afficheront d'ici le milieu du siècle l'urbanisation la plus rapide, sont en même temps ceux qui ont le taux de population en dessous du seuil de pauvreté le plus élevé. Par ailleurs ces pays, l'Asie et l'Afrique notamment, se situent dans les zones du globe les plus exposées aux risques naturels et au réchauffement climatique.

La relation est étroite entre urbanisation, pauvreté, et réchauffement climatique.

L'Asie, la région du monde la plus menacée, est en même temps celle qui voit sa démographie et son urbanisation augmenter le plus fortement. Les gigantesques mégalopoles qui s'y constituent répondent à une forme d'urbanisation chaotique, liée à un exode rural massif et à la prolifération des bidonvilles sur un fond de spéculation immobilière. Dans ces régions, l'ampleur des catastrophes naturelles est en quelque sorte démultipliée et aggravée par la pauvreté des populations.

Le Japon, particulièrement vulnérable aux risques climatiques, fournit le bon contre-exemple d'un pays riche qui parvient à surmonter les effets des risques climatiques liés à sa géographie.

L'urbanisation sauvage des économies émergentes du Sud constitue un facteur aggravant de vulnérabilité aux crises climatiques. Elle en est, en même temps, un accélérateur. De fait, la mégalopole est fortement prédatrice de biosphère. Elle est à l'origine de désordres écologiques multiples : augmentation de l'effet de serre, dégradation des écosystèmes, fragilisation des sols, qui constituent autant de variables déterminantes du réchauffement climatique. Et pourtant le mouvement d'urbanisation de la planète continue à s'amplifier. On évalue la population urbaine à cinq milliards à horizon 2040 – 2050, dont un milliard vivant en bidonvilles. Pour mieux mesurer l'ampleur de cette mutation, il suffit de se rappeler que ces chiffres correspondent à l'ensemble de la population terrestre dans les années 1980.

Le calcul a été fait qu'il faudrait construire quatre mille logements par heure pendant vingt ans, pour répondre à cette accélération.
En moins de deux siècles, à travers les différentes révolutions techniques et industrielles, l'humanité sera passée d'une population à une écrasante majorité rurale (de l'ordre de 90 %) à une population aux deux tiers urbaine. Cette évolution de l'urbanisation planétaire constitue un enjeu majeur de la crise environnementale et climatique. Elle en est l'une des causes principales et elle risque d'en subir le plus gravement les effets. D'autant plus que les risques de catastrophe climatique sont augmentés par le fait que plus de la moitié de la planète, et la plus développée économiquement, vit actuellement à proximité des zones côtières et littorales, dont on sait qu'elles sont menacées par un risque d'élévation du niveau de la mer.

Le statut de réfugié climatique existe t-il ?

A ce jour «le statut de réfugié climatique n'a pas d'existence juridique». Ce concept créé par El Hinnawi (ONU) en 1985 considère comme réfugiés climatiques « ceux qui sont forcés de quitter leur lieu de vie temporairement ou de façon permanente à cause d'une rupture environnementale (d'origine naturelle ou humaine) qui a mis en péril leur existence ou sérieusement affecté leurs conditions de vie ».
Une terminologie foisonnante existe actuellement : réfugiés environnementaux, réfugiés écologiques, réfugiés climatiques, migrants environnementaux, éco-réfugiés, personnes déplacées en raison d'une catastrophe naturelle...
Il est vrai que suite à l'accélération et à l'aggravation des conséquences directes du changement climatique (hausse du niveau de la mer, tempêtes, inondations et feux de forêts) les autorités devront statuer juridiquement sur le modèle du statut de réfugié pour causes traditionnelles : religieuses, politiques et ethniques. En effet, «le nombre de réfugiés environnementaux pourrait atteindre 200 millions en 2050, ce qui ferait de la dégradation de l'environnement la principale cause de déplacements forcés».

Elsa ROUTIER , Mission Prospective

Sources : Sécurité Mondiale, n°41, Université de Laval, Québec et article «Le statut de réfugié climatique n'a pas d'existence juridique», Libération, Octobre 2013

En ce sens, le 21e Siècle est présenté comme le siècle « des réfugiés climatiques » que l'on évalue à deux cents millions dans les vingt prochaines années.
Ces flux migratoires sont annoncés comme massifs et rapides et donc incontrôlables, entraînant une désorganisation économique et sociale importante des régions d'accueil. Le « Rapport Stern », rédigé par l'économiste Nicholas Stern sur les effets du changement climatique sur les économies et les sociétés, analyse le phénomène climatique, les désordres migratoires et les propagations de maladies qui s'ensuivraient, comme le risque économique et social majeur à horizon 2050.

Le défi alimentaire

La population mondiale a largement plus que doublé sur les cinquante dernières années. Dans le même temps, cette augmentation a été compensée par les progrès des rendements agricoles issus de la mécanisation, de l'irrigation, ou encore de la sélection des espèces. La famine a été réduite globalement dans le monde. Et même, la consommation calorique moyenne de l'humanité a augmenté. Cependant, les bulles spéculatives qui ont pu se constituer avec la libéralisation des marchés ont fait progresser la malnutrition à l'échelle de certaines régions du monde et ont provoqué les famines de 2007 et 2008. En effet, certaines filières spécialisées de l'exportation ont été privilégiées au détriment des cultures vivrières locales et de l'alimentation des plus pauvres.
L'industrialisation de l'agriculture a progressé en efficacité, dans les dernières décennies, en s'appuyant sur des pratiques intensives et en utilisant de grandes quantités d'hydrocarbures et d'eau.

La nouvelle équation alimentaire apparaît complexe à résoudre

Cependant, le contexte et la problématique de la sécurité alimentaire vont profondément changer dans les années à venir. D'ici 2040, pour nourrir les deux milliards d'humains supplémentaires, la production alimentaire devra avoir progressé dans des proportions considérables. La perspective alimentaire mondiale à cet horizon nécessitera l'extension des surfaces arables cultivées, la modernisation et l'industrialisation agricole intensive des régions sous développées, afin d'atteindre des rendements supérieurs.
La nouvelle équation alimentaire apparaît complexe à résoudre. D'autant qu'elle doit intégrer des paramètres nouveaux et nombreux : l'augmentation démographique rapide jusqu'au milieu du siècle, la raréfaction et le renchérissement des énergies qui se profile, les nouvelles formes de spéculation

financière sur le marché des matières premières, le changement climatique. En outre, la réduction et la détérioration des espaces agricoles progressent, sous les effets conjugués de l'urbanisation, de l'industrialisation, et de l'agriculture intensive. L'altération des écosystèmes, la baisse de qualité des eaux, la perte de biodiversité et l'amplification du réchauffement climatique, en sont les premières conséquences.

D'autre part, en dépit de leur grande efficacité productive, les modes de production industrielle qui ont amené la « révolution verte » depuis les années 1960 commencent à produire leurs limites : dégradation des sols et des écosystèmes, baisse des ressources en eau dans certaines régions où s'étend la pollution.

Des effets secondaires et pervers se manifestent à travers des variétés de plantes moins nombreuses, plus coûteuses à produire en engrais, pesticides, fongicides, plus résistantes aux produits chimiques et plus fragiles à l'usage.

De difficiles arbitrages sont à venir entre sécurité alimentaire et agro carburants.
La raréfaction des ressources en pétrole fera peser des tensions fortes sur les terres arables au fur et à mesure de l'augmentation des besoins en carburants de substitution. Par ailleurs, la modification des habitudes alimentaires de la planète liée au développement économique a pour effet une forte progression de la consommation de viande et de lait, d'où des quantités de terres et d'eau, de volumes céréaliers supplémentaires, qui seront nécessaires pour élever le bétail. Là aussi des arbitrages seront nécessaires, qui ne soient pas dépendants de la seule logique spéculative.

En conséquence, quelle que soit l'angle de vue : – économique, écologique, climatique, ou encore de celui des flux migratoires qui sinon s'amplifieront – la sécurité alimentaire au 21e siècle devra, semble-t-il, remplir au moins trois conditions pour être « durable » :

- La préservation par l'agriculture du capital écologique dont dépendra de plus en plus sa productivité ;

- Le redéploiement d'une agriculture vivrière en parallèle aux grands circuits industriels et spéculatifs ;

- L'apport des biotechnologies dans une perspective d'agriculture moins industrielle et moins intensive.

Alimentation : Légumes ou Pétro-légumes ?

Le concept de « Pétro-légume » a été inventé par Ekovore en référence à la forte dépendance aux hydrocarbures du système agroalimentaire dominant en Occident. En effet, l'agriculture intensive rend les sols moins fertiles, altérés, et plus vulnérables aux maladies et attaques de nuisibles. De ce fait, une forte mécanisation (nécessitant du carburant), des nutriments de substitution d'origine pétro-chimiques (engrais) et l'épandage de pesticides deviennent nécessaires (et sont des produits dérivés du pétrole) à la croissance des cultures. De plus, dans un système de libre échange mondial, s'ajoute la composante « transport », elle aussi fortement dépendante des hydrocarbures (transport aérien, maritime et routier)…

A l'opposé de ce modèle intensif se trouve un modèle agricole de type maraîcher respectant les équilibres des écosystèmes et surtout beaucoup moins dépendant du pétrole. Rotation des cultures, cultures associées, intrants naturels et autres techniques agro-écologiques sont le cocktail privilégié permettant de préserver la biodiversité, la fertilité des sols et la qualité organoleptique des légumes. Ce système alternatif global, basé sur une distribution en circuit court, est donc circulaire, local, durable et résilient !

Selon le Ministère de l'Agriculture « les circuits courts de commercialisation des produits agricoles sont une activité non négligeable pour de nombreuses exploitations en France » puisque « 16,3 % des exploitations agricoles [faisaient] de la vente directe » en 2009. L'ADEME ajoute qu' « en 2010, 107 000 exploitants, soit 21% des exploitations françaises vendaient en circuits courts », ces chiffres permettent donc de souligner la croissance du phénomène.

Elsa ROUTIER , Mission Prospective

Source : Site internet des Ekovores , site du Ministère de l'Agriculture, et dossier de l'ADEME, « Les circuits courts alimentaires de proximité », Avril 2012 – Les Avis de l'ADEME

L'émergence de visions alternatives

La modernité industrielle s'est construite sur l'utopie d'un progrès technique et humain illimité. L'un ayant été quasiment le synonyme de l'autre depuis la révolution industrielle. À la croyance en la toute puissance démiurgique de l'homme, répondait la croyance en l'abondance infinie de la nature.

La modernité industrielle s'est construite sur l'utopie d'un progrès technique et humain illimité

La nouvelle modernité voit ce rêve prométhéen vaciller. La rationalité techno scientifique, qui a été l'instrument de la désacralisation et de la conquête de la nature, apparaît pourtant plus puissante que jamais. Et pourtant, paradoxalement, une idée très ancienne de l'humanité fait aujourd'hui son retour : la fragilité d'une planète limitée, la prodigalité devenue restreinte de la nature.

En fait, l'homme postmoderne, au moment où il est au sommet de sa toute puissance technologique, éprouve la « finitude du monde ». Il découvre qu'il appartient à « la première humanité confrontée à un monde trop petit ».
Par ailleurs, l'idée de progrès technologique se dissocie progressivement de l'idée de progrès humain. Parfois, il apparaît même comme une menace. Aujourd'hui, la question commence à être posée : « Est-on plus heureux grâce à la technologie » ?
En ce sens, la nouvelle modernité post-industrielle ouvre au dépassement du paradigme prométhéen de « l'homme maître et possesseur de la nature », selon la formule de Descartes. **La conscience montante d'une interdépendance complexe entre l'homme et son environnement remplace progressivement l'idée occidentale de l'homme séparé de la nature.**
De nouveaux imaginaires de société, de nouvelles façons de se représenter l'activité humaine, montent lentement en puissance. Ouvrant à de nouveaux modèles de pensée et d'action et à de nouvelles utopies, qui cherchent à réconcilier les différentes dimensions : économique, technologique, environnementale, sociale et de l'activité humaine.

Les discussions en ateliers prospectifs ont largement débattu des évolutions en cours, au plan des grandes représentations de société qui fondent le rapport occidental de l'homme à la nature. L'enquête « Valeurs des Européens », mesurant les nouveaux courants de valeurs et d'attitudes en Europe, a notamment été évoquée. Il en ressort que le courant « anthropocentrique » traditionnel, fondé sur

une représentation de l'homme au centre de l'univers, régresse progressivement au profit d'un courant d'attitude « éco-centrique ». La vision de l'homme comme partie intégrante et partie prenante de la nature, tend, notamment en France, à devenir largement majoritaire dans le public. Ceci signifie qu'on assiste à une évolution consensuelle rapide sur la question environnementale.

Un contexte économique et social incitatif à la « sobriété» des modes de vie

À horizon 2030, l'hypothèse la plus probable est celle d'une « économie de la frugalité » fortement incitative de pratiques décroissantes. On peut la résumer en quelques grands traits :

- Une nécessaire évolution de la logique individualiste et matérialiste actuelle et le passage à des formes de consommation plus collectives ;

- Une conception plus collective de la mobilité, davantage fondée sur le partage, l'usage et le service que sur l'achat propriétaire ;

- Une innovation « frugale », fondée sur des pratiques de récupération, de recyclage et de réutilisation des objets. Cette tendance montante de l'innovation « less is more » est actuellement très prospère dans les sociétés émergentes. Elle tend à se réexporter, sous forme de produits low cost, notamment aux Etats Unis ;*

- De nouveaux modèles de distribution, consistant non plus à faire se déplacer les consommateurs, mais à aller vers eux ou à se placer sur leur parcours ;

- De nouveaux modèles de l'alimentation citadine, à travers l'aménagement de ceintures vivrières autour des villes, ou encore le développement des formes de micro-jardinage ;

- Une évolution des modes de consommation alimentaire actuels, dans la mesure où l'agriculture industrielle actuelle reste fortement consommatrice de pétrole et d'eau ;

- Des aménagements du territoire destinés à développer les politiques de relocalisation et à rapprocher le domicile du travail ou d'inventer des «tiers-lieux» ;

- La généralisation de l'efficacité énergétique, via les réseaux électriques intelligents ou « smart grids », nouvelle manière de distribuer et de consommer l'énergie.

L'émergence d'une vision alternative du développement économique et humain

La richesse d'un pays se mesure encore aujourd'hui à son produit intérieur brut, c'est-à-dire, à la quantité de biens matériels et de services qui sont produits. Cette façon de mesurer le niveau de développement d'une société, sur des bases économiques et quantitatives, est née avec la société industrielle du 19e siècle qui a instauré une vision matérialiste de la richesse et du progrès.
Le modèle de développement industriel – et le paradigme matérialiste qui le sous-tend – est fondé sur l'utilisation intensive de ressources énergétiques et écologiques, abondantes et peu coûteuses. La mondialisation économique n'a fait qu'amplifier et accélérer le processus. En le généralisant à l'ensemble de la planète, elle l'a, en quelque sorte, précipité dans le « mur de la rareté »[46], qui se profile à l'horizon de la crise énergétique et écologique du milieu du siècle.
Dès lors que le système détruit plus de richesses qu'il n'en crée, et que les ressources de l'environnement deviennent fragiles et épuisables, le modèle de développement industriel n'apparaît plus « durable ».
Le système se révélant défaillant, de nouveaux paradigmes de société, de nouveaux modes de pensée et d'action se développent progressivement. Inclure l'environnement et l'humain dans le raisonnement économique participe de ces nouveaux modes de pensée qui montent en puissance dans les sociétés développées. Ils vont probablement modifier en profondeur dans les années à venir, le rapport entre économie, technique, société et environnement. Et par conséquent, nos cadres de pensée et de vie.

Les nouveaux paradigmes de la pensée économique et sociale

Une pensée alternative de l'organisation économique, sociale et humaine, émerge et se consolide progressivement. Elle se situe au carrefour de la critique du modèle productiviste et matérialiste actuel, et des courants de pensée issus de l'écologie, qui visent à intégrer la dimension écologique et humaine dans l'économie.

[46] Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens, *The Limits to Growth*, 1972, New York, Universe Books

Nous en évoquerons rapidement ici, les différentes composantes, ainsi que la manière dont elles s'agencent, pour constituer une nouvelle conception et une nouvelle problématique du développement économique, technologique et humain. Plus précisément :

LA CRITIQUE DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DOMINANT

La critique du modèle économique libéral et productiviste prend de la puissance en Europe. Le succès international du petit manifeste de Stéphane Hessel : « Indignez-vous », ainsi que le mouvement récent des « indignés » en Europe, mais également aux États Unis, témoignent de ce nouvel esprit du temps qui émerge. L'idée se répand dans le grand public que l'économie productiviste, à la recherche permanente de gains de productivité, génère du chômage de masse, appauvrit des franges croissantes de la population et aggrave la crise écologique. L'économie du profit et de la productivité maximale débouche à terme sur la récession sociale et environnementale.

Le renversement de la pensée économique dominante est alimentée par une vision alternative du développement économique et humain.
« L'économie du vivant » appréhende la société comme un organisme vivant, comme un écosystème où les dimensions économiques, sociales, écologiques, sont en interdépendance étroite. La finalité de l'économie ne peut plus être l'accumulation matérielle dans la mesure où celle-ci appauvrit et détruit à terme la planète et l'écosystème humain.
Dans ce paradigme économique, la notion de « capital naturel », qui consiste à attribuer une valeur financière à la « production » de l'environnement, se surajoute à la notion classique de capital financier. La tendance montante d'une nouvelle économie « humaine et solidaire » constitue le prolongement naturel de cette représentation du monde comme un écosystème. Elle commence à être mise en acte à travers de nombreuses tendances microscopiques et alternatives, actuellement à l'œuvre dans la société : coopératives de travail, finances éthiques, crèches associatives, filières locales équitables...

La « PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE »[47]

Cette formule est « oxymorique » par rapport à la pensée économique classique. L'idée centrale est qu'il faut cesser de penser ensemble la croissance économique fondée sur la productivité et la prospérité d'une société.
La prospérité telle qu'elle est redéfinie par Tim Jackson[48] réconcilie une « vie

[47] Tim Jackson, La prospérité sans la croissance La transition vers une économie durable, Editions de Boeck, 2010
[48] op.cit.

bonne » et la nouvelle « finitude » du monde.

La notion de « croissance verte », développée dans le Rapport de l'Organisation Mondiale du Travail publié en 2010, reprend cette problématique d'un modèle économique « durable » qui dissocie croissance économique et productivité et intègre une préoccupation environnementale.

La production de biens durables étant un modèle économique intensif en main d'œuvre, de surcroît non délocalisable, la création massive d'emplois « verts » devient un facteur de développement, indépendamment des critères habituels de productivité et de croissance.

Dans cette perspective des investissements lourds sont à faire dans les domaines de l'efficacité énergétique, des technologies propres et dans la préservation de l'environnement. Cet investissement a pour objectif le « plein emploi sans la croissance », selon la formule de Jean Gadrey[49]. **Dans ce scénario économique, l'État a un rôle renforcé d'investisseur et de régulateur.**

LES NOTIONS « D'ÉCONOMIE ET D'ENTREPRISE INCLUSIVE »

« L'économie inclusive » participe de ce nouveau courant de pensée économique. L'entreprise y est pensée comme au centre d'une relation écosystémique avec son environnement écologique et humain. À ce titre, les dimensions écologiques et sociales participent étroitement de sa stratégie de croissance.

L'économie inclusive est apparue comme un thème de réflexion important, lors des discussions en ateliers prospectifs. De fait, l'on observe un certain infléchissement des mentalités parmi les étudiants des grandes écoles de commerce.

Une nouvelle sensibilité économique, plus particulière aux nouvelles générations, semble se manifester en faveur d'une pensée économique moins « prédatrice » et intégrant davantage le facteur humain et environnemental dans son modèle de pensée et d'action.

Par ailleurs, autre signe de changement : l'intérêt est plus marqué pour une réflexion économique davantage prospective et prenant en compte le futur de l'humanité.

La question a été ainsi posée en groupe de travail : « Ne faut-il pas voir là l'amorce d'un point de retournement important des mentalités des futurs dirigeants, dans les prochaines années ?». Et ceci, du fait que ces nouvelles manières d'appréhender le rôle de l'économie dans la société semblent pénétrer le cercle des responsables économiques et politiques.

[49] Jean Gadrey, Économiste, membre du conseil scientifique d'Attac. Blog : mars 2009 « Cessons de penser croissance et productivité ».

LA TECHNOLOGIE FRUGALE, UNE NOTION D'AVENIR

Cette nouvelle manière de penser l'innovation et la technologie, est totalement à contre courant – voire à « contre paradigme » – de l'innovation telle qu'elle est pensée actuellement dans les sociétés développées du Nord.

Le modèle de croissance des économies développées, fondé sur une énergie abondante et bon marché, fonctionne sur la circulation et sur le renouvellement rapide et constant des objets et des services. Toutefois, l'innovation frugale (ou innovation « Jugaad »), née dans les pays émergents, est mieux adaptée aux marchés de pénurie. Elle présente le double avantage d'être moins gourmande en matières premières et énergie, et par ailleurs bon marché.

Lors des ateliers prospectifs, la remarque a été faite que « certaines entreprises plus perspicaces voient dans ces innovateurs locaux, leurs futurs grands concurrents. Et ceci, dans la mesure où l'innovation frugale constitue une tendance d'avenir et que les économies du Sud y sont mieux préparées culturellement ».

LA QUESTION DE « L'ÉPANOUISSEMENT PERSONNEL »

La question de « l'épanouissement personnel » est perçue dans la perspective d'une société frugale.

Tim Jackson a abordé la problématique du changement des mentalités de consommation dans la perspective d'une société décroissante. Il pose la question des **conditionnements culturels qui existent aujourd'hui dans nos sociétés de consommation et qui mettent la « boulimie » de consommer au centre de nos modes de vie.** Il en conclut dans un premier temps « qu'il n'existera jamais aucun seuil à partir duquel nous pourrons nous dire qu'assez est assez ».

Recherchant les leviers et les conditions culturelles d'un autre rapport plus frugal et décroissant à la consommation, il explore les mécanismes de l'épanouissement personnel. Il constate que **l'on voit apparaître de nouveaux modes de vie plus simples, davantage fondés sur des valeurs intérieures et moins sur la consommation matérielle.**

La consommation matérialiste n'est pas, par Tim Jackson, la voie obligée et unique de l'épanouissement personnel. Par contre, il reste pessimiste sur l'émulation à consommer qui constitue le ressort profond de nos sociétés.

Conclusion

Le cahier des nouvelles problématiques de société formule de façon différente et évolutive, une approche globale et systémique sur les modes de vie, en rapport avec des situations nouvelles et des comportements émergents qui vont influer sur nos manières de vivre dans les vingt prochaines années.

Ce document a pour objectif de mettre en évidence les autres formes d'habiter, de se déplacer, de s'éduquer, de se nourrir, de se soigner...mais ne préfigure pas, bien entendu à lui seul, ce que seront inévitablement les modes de vie en 2030. Il a le mérite d'agréger, pour la première fois au ministère, diverses approches philosophiques, techniques, sociologiques, comportementales, générationnelles, dont les germes actuels conditionneront naturellement l'évolution de nos modes de vie dans le futur. Il permet de rassembler un corpus intéressant sur les modes de vie, montrant à quel point ce sujet suscite un intérêt croissant depuis 2008, aussi bien des acteurs publics et privés, institutionnels ou non.

Il révèle les dynamiques en cours, et qui pour certaines provoqueront des changements majeurs dans nos modes de vie.

Partant d'entrées clés facilement identifiables – mondialisation, NTIC, environnement, société -, les experts réunis pour cette démarche prospective ont dégagé des premières pistes sur les thématiques croisées importantes qui auront de fortes incidences sur nos prochaines politiques publiques. Comme, par exemple, la montée en puissance de l'« individual empowerment » – la capacitation individuelle - et l'émergence de la société contributive ; ou l'ébauche d'une nouvelle relation entre économie / entreprise / nature et société ; ou encore, l'importance croissante des forces de transformation économique, sociale et environnementale agissant à l'échelle locale.

Cet ouvrage est donc le premier d'une série de quatre : le deuxième consolidera ces réflexions par des signaux faibles et forts, directement en prise avec la réalité, et le troisième reprendra la matière conséquente de l'observatoire prospectif – sous forme de fiches synthétiques – ayant servi à renseigner, par plus de 250 études à l'échelle française et européenne, les évolutions des modes de vie qui se profilent à horizon 2030. Le coffret est clos par une synthèse constituant le quatrième tome.

Bibliographie

- Adèle Breault, «*Je dis ça, je dis rien*» Leduc's Editions – 26 avril 2013»

- The Global Trends 2030, *Alternative worlds by National Intelligence Council (CIA)* novembre 2012 (Joie Press)

- Pierre Lévy, «*L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace*» (Pari. La Découverte, 1994)

- Manuel Castels. «*La société en réseaux*» (Fayard, Paris 1998)

- Daniel Bell, «*Vers la société postindustrielle*» (Laffont, 1976)

- Amartya Sen, «*Un nouveau modèle économique. Développement, Justice, Liberté*» (Odile Jacob 2000)

- Rachel Botsman & Roo Rogers «*What's mine is yours. The Rise of Collaborative Consumption*» (Broché 2011)

- Anne Sophie Novel, Stéphane Riot : «*Vive la Corévolution. Pour une société collaborative*» (Éditions Alternatives, 2010)

- Jeremy Riffkin, «*L'âge de l'accès. La Révolution de la Nouvelle Économie*» (Editions Plus, 2011)

- Joël de Rosnay, «*2020 Les scénarios du futur. Comprendre le monde qui vient*» (Droit de citer, 2008)

- Joël de Rosnay, «*Le Cerveau planétaire*» (Olivier Orban, 1986)

- Chris Anderson, «*Makers : La nouvelle révolution industrielle ?*» (Éditions ;Les Temps changent, 2012)

- Harmut Rosa, «Accélération» (Éditions La Découverte, 2010)

- Thierry Maillet, «*La Génération Participation. De la société de consommation à la société de participation*» (Éditions M21, 2006)

- Pierre Rosanvallon, *« La Contre Démocratie, la politique à l'âge de la défiance »* (Points Essais 2008)
- Paul H Ray & Sherry R Anderson, *« L'émergence des créatifs culturels »* (2001 Le Souffle d'Or)
- Eric Maurin, *« Le ghetto français »* Éditions du Seuil
- Eric Maurin, *« La peur du déclassement »* Sociologie des récessions. (La République des Idées, 2010)
- Christophe Guilluy, *« Fractures françaises »* (François Bourrin Éditeur, 2010)
- *« Le descenseur social, enquête sur les milieux populaires »,* collection Jean Jaurès/Plon, 2006) Philippe Guibert, Alain Mergier (enquête réalisée pour la Fondation Jaurès)
- *« Le grand malaise, enquête sur les classes moyennes »,* 2013, Jérôme Fourquet, Alain Mergier, Camille Peugny (enquête publiée par la Fondation Jean Jaurès, et disponible sur le site de la Fondation)
- *« Les français et les pratiques collaboratives »* (étude d'IPSOS Public Affairs, fevrier 2013)
- *« État des résistances dans le Sud, 2009 - face à la crise alimentaire »* (Revue Alternatives Sud, Éditions Syllepses, ouvrage collectif)
- Gunther Pauli, *« L'Economie bleue »* (Idées. Innovation Créatrice, 2010)
- Maximilien Rouer & Anne Gouyon *« Réparer la planète. La révolution de l'économie positive »* (Essai, 2007)
- Cahier de Recherche du Credoc (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observatoire de Conditions de Vie), *« Les secondes vies de l'objet : les pratiques d'acquisition et de délaissement des produits de consommation »,* isabelle Van de Walle, Pascale Hébel, Nicolas Siounandan, janvier 2012.
- *« Emploi et chômage des 15-29 ans en 2011 »* Rapport du DARES, (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), décembre 2012

- *« Les NEET, jeunes sans emploi, éducation ou formation : caractéristiques, coût, et mesures prises par les pouvoirs publics en Europe »* (Rapport de la Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de Vie et de Travail, 2011)
- Bénédicte Manier : *« Un million de révolutions tranquilles »* (Éditions Les Liens qui Libèrent, 2012)
- CK Prahalad, *« Quatre milliards de nouveaux consommateurs. Vaincre la pauvreté grâce au profit »* (Édition Village mondial, 2004)
- Rapport *« Pour une justice sociale de l'eau : garantir l'accès de l'eau aux agricultures familiales du Sud »*, Céline Allaverdian, Frédéric Apollin, Hatim Issoufaly, Michel Merlet, Yves Richard, Coordination Sud, Paris, juillet 2012
- Annette Aurélie Desmarais, *« La Via Campesina: une réponse paysanne à la crise alimentaire »* (Éditions Écosociété, Montréal, 2008)
- Carlo Petrini, *« Slow food. Manifeste pour le goût et la bio diversité »* (Éditions Yves Michel, 2005)
- Carl Honoré, *« Éloge de la lenteur »* (Marabout 2007)
- Salomé Van Pelt, *« Comment devenir rien et le rester. Manuel d'anti coaching »* (Chiflet et Cie, 2010)
- Tal Ben Shahar: *« L'apprentissage de l'imperfection »* (Pocket 2011)
- Joël de Rosnay, *« Surfer la vie. Comment sur-vivre dans la société fluide »* (Éditions Les liens qui unissent, 2012)
- David Le Breton, *« L'adieu au corps »* (Éditions Metailié,1999)

Veille internet

- Trendswatching. Com *« 12 Crucial Consumer Trends for 2012 »* (janvier 2012)
- Trend Observer -Ipsos- décembre 2009
- Revue *« We Demain »* (avril 2012, n° 1)
- Courrier International. Hors série n° 4 – Tendances 2012 (Novembre – décembre 2011)
- *« Réseaux contres Hiérarchies, liens faibles contre liens forts »* (Internet Actu - Hubert Guillaud, novembre 2011)
- Naomi Klein : *« Le mouvement Occupons Wall Street est actuellement la chose la plus importante au monde »*, 12 octobres 2011: Traduction de l'intervention de Naomi Klein, auteur de *« No Logo »*, et de *« La stratégie du choc »*, invitée par le mouvement Occupy Wall Street, et publié par Occupied Wall Street Journal
- Bernard Stiegler *« Figure de l'amateur et innovation ascendante »* Conférence prononcée dans le cadre du colloque organisé par Vivagora le 18 mars 2008
- *« La petite révolution de l'intelligence collective »*, Anaïs Richardin, 4 mai 2012 (Owni, site d'information libre)
- *« Consommer malin en ligne »* (Le Monde, Laure Belot, août 2012)
- Raymond Morin - Locita. Com -Tendances 2012. « *Du monde réel au virtuel, en temps réel* » (mars 2012)
- *« L'émergence de la consommation collaborative »* (Le Nouvel Observateur, Donald Hébert, novembre 2011)
- *« La consommation collaborative est aussi une manière d'hyperconsommer »* (Libération, décembre 2012)
- *L'avènement du prosommateur et le déclin du consommateur »* Antonin Moulart- Blog d'un guyancourtois engagé (février 2013)

- *« Quand les marques cherchent à s'emparer du crowdsourcing »* (Capucine Cousin, octobre 2010). « Lego joue la guerre des clones »(Lionel Maurel, 8 février 2012) - Owni

- Le Monde et InternetActu, *« La prochaine révolution ? Faites la vous - même »,* Jean- Marc Manach , novembre 2010

- *« On ira dans un Fab Lab comme chez un commerçant »,* (article Le Monde, Frédéric Joignot, avril 2013)

- *« Les Fabs Labs, incubateurs du futur »,* Sabine Blanc et Ophelia Noor, octobre 2011 (Owni)

- *« Impression 3D: l'idée prend forme »* (Le Point, janvier 2013)

- *« Révolution : l'imprimante 3D, la machine à vapeur du 21e siècle? »,* Martin Untersinger, octobre 2012 (Rue 89)

- *« L'imprimante à béton va-t-elle révolutionner l'habitat? »* (Blog mode et design de Xavier de Jarcy, janvier 2013

- *« Wikispeed. La 3ème Révolution industrielle en open source »* Ouishare-Connecting the collaborative Economy- (Benjamin Tinoq,mai 2013)

- *« Le précariat, une classe sociale en devenir »,* Stanislas Jourdan, octobre 2012 (Bastamag.Net, revue en ligne alternative, janvier 2013)

- *« Les chiffres du chômage des jeunes, génération perdue »,* (rue 89, François Krug, 18 Aoüt 2010)

- *« Chômeurs et heureux de l'être »* (Courrier International- Los Angeles Time- Kimi Yoshino, juin 2009)

- *« Crise et Web ont généré une très large économie de la débrouille »* (rue 89, Pascal Riché, novembre 2012)

- *« Le marché de la misère : le grand retour de l'économie de la débrouille »,* (bastamag.net, Ludo Simbille, février 2011)

- *« Achat d'occasion, récup, partage : les Français se débrouillent »,* (15 novembre 2012, blog d'Anne Sophie Novel)

- *« Conso alternative, les classes moyennes ont changé »* (rue 89, décembre 2012, Sophie Caillat)

- *« De la slow food à la slow life »* (Courrier International, article tiré de la revue Britannique The Ecologist, décembre 2004)

- *« Du slow food au slow money »* (Courrier International, Arnie Cooper, Miller-McCune , octobre 2009)

- *« Ralentir, un choix de ville »* (Libération, Anastasia Vécrin, février 2012)

- *« De Zipcar à Airbnb : le partage est-il l'avenir de l'économie»?* (Atlantico, janvier 2013)

- *« Détroit, de la cité fantôme à la ville laboratoire »* (Le Figaro, Cécile Soler, novembre 2012)

- *« Detroit, de l'automobile au numérique »* (Courrier International - The Guardian- Paul Harris, février 2013)

- *« Élever des poules en ville, c'est écolo et de plus en plus cool »* (rue 89, mars 2013)

- *« Circuits courts de l'Économie sociale et solidaire »,* (février 2013, EHESS, ouvrage collectif, sous la direction de Françoise Bernon

- *« Circuits de proximité à dimension sociale en agriculture biologique, recueil d'expériences innovantes »,*Claire Touret, Quentin Fournier, Julien Labriet, FNAB, Fédération Nationale d'Agriculture biologique des Régions de France, octobre 2011

- *« Finances solidaires : Le cas de la Banque Palmas à Fortaleza, Brésil »,* Daniela Campos Martins, août 2009 (Site Banco Palmas)

- « La monnaie locale : une réponse à la crise? » (Le Point, Sophie Bartczak, août 2012)

- *« Déserts ruraux ? Mieux qu'un centre commercial : une épicerie coopérative, culturelle et solidaire dynamise une commune »* (Bastamag.net, Camille Botell, janvier 2013)

- *« Ces villes en transition qui préparent l'après pétrole - Face au défi du déficit pétrolier et du dérèglement climatique, plus de 1 000 villes dans le monde se préparent à la sobriété »,* septembre 2012)

- *« La densification douce au Canada »* (Anastasia Touati, Revue Métro Politiques, avril 2011)

- *« Construire dans mon jardin et résoudre la crise du logement, 5 idées clé pour comprendre la filière BIMBY »* (Revue Métro Politiques, Benoît Le Foll et David Miet, mars 2013)

- *« Quand vieillir passe par l'habitat autogéré »* (Revue Métro Politiques, Stéphanie Vermeersch, décembre 2010)

- *« Le Village Vertical : La longue marche d'une coopérative d'habitants à Villeurbane ».* (Métropolitiques, Marie - Pierre Marchand, janvier 2012)

- *« Et si on habitait dans des conteneurs ? »* (rue 89, Flore Deborde, avril 2012)

- *« La maison conteneur pose ses fondations en Charente »* (La Charente Libre, Benoît Caurette, décembre 2012)

- *« Habiter une yourte, où et comment ? Écologique et bon marché, la yourte se pose aujourd'hui comme une solution pour certaines personnes en situation précaire, durement touchées par la crise »* (Maison et Décoration, Françoise Angrand, 2010)

- *« Vers un habitat nomade ? »* (blogTransit City, François Bellanger)

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement tous les intervenants et participants qui ont enrichi ces groupes de prospective de « Penser Autrement les Modes de vie » et tout particulièrement.

Chercheurs

DOBRE Michelle

Enseignante et chercheuse en Sociologie à l'Université de Caen, membre du « Pôle risque » de la MRSH et du laboratoire CERReV. Ses recherches abordent la question de la modernité contemporaine sous l'angle de l'écologisation des pratiques quotidiennes, des changements dans la sociabilité, dans le rapport aux objets de consommation et à l'abondance (simplicité volontaire, sobriété, désaccélération). Elle est auteure de L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire (2002), co-éditrice, avec S. Juan, de Consommer autrement : la réforme écologique des modes de vie (2009).

FOUQUET Jean-Philippe

Docteur en Sociologie et ingénieur de recherches, co-responsable du CETU-ETIcS depuis sa création en 2007, Jean-Philippe Fouquet est chercheur associé au sein du laboratoire CITERES (UMR-CNRS).
Il est très investi sur la thématique du développement durable, appréhendée sous l'angle des recompositions territoriales et des mobilités, et porte un intérêt aux représentations et aux comportements des agents (sphère privée et sphère professionnelle) en lien avec les questions énergétiques et d'aménagement du territoire intégrant les notions environnementales. Il mène actuellement une recherche en collaboration avec l'Agence Tourangelle d'Urbanisme intitulée Conditions d'acceptation d'un scénario Vivre Post-Carbone, « Tours 2030 », recherche dans laquelle les interviewés sont invités à commenter et à se projeter dans un scénario redéfinissant potentiellement les modes de vie, les modes d'habiter et les logiques résidentielles.

TANON Fabienne

Maître de conférences en psychologie cognitive interculturelle à l'École normale supérieure Langues et sciences humaines à Lyon. Elle est l'auteure notamment de L'individu et ses cultures (l'Harmattan, 1993) ; Les jeunes en rupture scolaire : du processus de confrontation à celui de remédiation (l'Harmattan, 2000) et co-auteure de Identités, acculturation et altérité (l'Harmattan, 2002).

HAESLER Aldo

Professeur de sociologie à l'Université de Caen Basse-Normandie et chercheur au Centre Maurice-Halbwachs (CNRS, EHESS, ENS, Caen). Ses travaux portent sur la théorie de l'échange et des relations humaines dans une perspective sociohistorique. Il est l'auteur de Tausch und gesellschaftliche Entwicklung (Saint-Gall, 1983), Sociologie de l'argent et postmodernité (Droz, 1995), du Dictionnaire des risques (Armand Colin 2003), et d'Entrer en relation. Une protosociologie de l'échange (Erès, 2006).

CARAËS Marie-Haude

Politologue, directrice de la recherche et des éditions à la Cité du design.
Elle organise dans le cadre de ses fonctions des recherches dans les domaines de l'énergie, du design médical, du design de services, de l'habitat, du développement durable, des rapports usages et technologies, etc. À titre personnel, son activité de recherche concerne le colonialisme (littérature et sciences exactes) et un travail sur un certain type d'image, les Images de pensée (publié à la Réunion des musées nationaux en 2011).

SUE Roger

Diplômé d'études supérieures de philosophie, de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po) et de l'Institut Français de Presse, Docteur d'État en Sciences Politiques et habilité à diriger des recherches en Sciences Sociales.
Il a été successivement Directeur du cabinet du député-maire d'une grande ville, Directeur des études sociologiques à la SOFRES, Directeur-adjoint du Service de l'Information du Ministère de l'Urbanisme et du Logement, puis chargé de mission au Commissariat Général au Plan. Il est ensuite nommé Maître de Conférences à l'Université de Paris V Sorbonne avant d'être élu Professeur à l'UFR des sciences de l'homme de l'Université de Caen.
Il est aujourd'hui Professeur à la faculté des sciences humaines et sociales de la Sorbonne, Université Paris Descartes-Sorbonne et chercheur au Cerlis-CNRS.
Il est l'auteur de :
Sommes-nous vraiment prêts à changer ? Le social au cœur de l'économie, Les Liens qui Libèrent (2011) ; De Gauche ? (dir. avec A. Caillé), Fayard (2009) ; Gouverner par la peur, Fayard (2007) ; Quelle Démocratie voulons-nous ? (en collaboration), La Découverte (2006).

LIANOS Michalis

Michalis Lianos est professeur à l'Université de Rouen – Haute Normandie et directeur du Groupe de Recherche Innovations et Sociétés (GRIS). Il a été maître de conférences à l'Université de Londres (Collège Goldsmiths) en Grande-Bretagne, puis professeur et directeur du Centre For Empirically Informed Social Theory (CEIST) de l'Université de Portsmouth ; il a également été directeur de recherches à l'Université de Caen. Michalis Lianos travaille sur la théorisation du changement social et les transitions socioéconomiques et culturelles dans la modernité récente. Il a dirigé le projet européen « Uncertainty and Insecurity in Europe » et il codirige l'Observatoire européen des libertés et des sécurités à Sciences-Po Paris. Il est aussi partenaire principal du projet européen « The Changing Landscape of European Liberty and Security » auquel participent 21 universités et coresponsable du cadre conceptuel du projet européen « A Micro Level Analysis of Violent Conflict » qui comprend 22 universités menant 28 projets dans 50 pays.

ATTIAS-DONFUT Claudine

Sociologue, directrice de recherches à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), est également associée au Centre d'Etudes transdisciplinaire de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (CETSAH/EHESS).
Ses travaux de recherches portent notamment sur le vieillissement, les relations entre générations, la famille et les politiques sociales et, plus récemment, sur le passage à la retraite et le vieillissement des immigrés.
Elle est l'auteure de nombreux ouvrages, parmi lesquels Générations et âges de la vie (PUF, Coll. « Que Sais-je », 1992), Les solidarités entre générations : vieillesse-Familles-Etat (sous sa direction, Nathan, Coll. « Études et Recherche », 1995) et L'Esprit de Famille (avec Nicole Lapierre et Martine Segalen, Odile Jacob, 2002).

DONADIEU Pierre

Agronome, écologue et géographe, Pierre Donadieu est professeur à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles, où il est directeur du laboratoire de recherches et du département des sciences humaines. Parallèlement, il enseigne dans la formation doctorale "Jardins, paysages, territoires" de l'École d'architecture de Paris-la-Villette et de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent surtout sur les rapports entre espaces et sociétés dans les campagnes françaises et européennes. Il a notamment dirigé l'ouvrage collectif Paysages de marais (Jean-Pierre de Monza, Paris, 1996) et est l'auteur de Campagnes urbaines (Actes Sud / ENSP, Arles-Versailles, 1998).

Associations

HERON Antoine

Président de l'association ICDD « Innovation citoyenne et Développement Durable ».

Cette association, créée début 2011, rassemble des personnes engagées dans les processus de changement des organisations et convaincues que les changements profonds, en ligne avec les vrais enjeux du développement durable, ne pourront se faire que par la promotion d'une implication « citoyenne » de l'ensemble des personnels concernés. Cette association est particulièrement à l'écoute des entreprises et collectivités pionnières en la matière.

ERMISSE Laurence

Responsable du Pôle Territoires et Développement durable au sein de l'Association 4D, qui favorise le partage d'informations, de connaissances et d'expériences à travers la mise en réseaux des différents acteurs du territoire (individus, ONG, syndicats, collectivités, chercheurs, éducateurs) et ce, à différentes échelles (du local à l'international).

LETOURNEUX François

Président du comité français de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). Depuis 40 ans, il se voue à la protection des milieux naturels. D'abord directeur de la Protection de la nature au ministère de l'Environnement, il a dirigé, de 1992 à 2004, le Conservatoire du littoral. Forestier de formation, il a dirigé le réseau des parcs naturels régionaux dans le Nord-Pas-de-Calais.

BRUYAT Bernard

Chercheur indépendant sécessionniste. Il a réalisé divers travaux de recherches-actions avec l'OPDLM (observatoire des pratiques de développement du local au mondial) sur la monnaie locale complémentaire : la Bogue, sur le CRAC (cercle de réflexion et d'accompagnement à la commune), sur la bourse d'échange de temps, et enfin à l'université du « Pas de Côté » il a développé l'idée d'un revenu inconditionnel d'existence. Par ailleurs, il est l'initiateur du 1er Forum National de la démocratie (réelle et maintenant), qui a eu lieu en mai 2013.

Acteurs opérationnels du public ou du privé

VIDALENC Éric

Économiste et animateur de la prospective au service Économie et Prospective à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Spécialiste des questions énergétiques, au-delà de la conduite d'exercices sectoriels (Habitat Facteur 4, Scénarios de mobilité durable, Agriculture et Facteur 4, etc.) et de l'animation de travaux et équipes de recherches (Chaire Modélisation prospective au service du développement durable avec le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement [Cired] et le Centre de mathématiques appliquées [CMA]), il coordonne pour l'Ademe le programme de prospective « Repenser les villes dans une société post-carbone », lancé par la Mission Prospective du ministère du Développement durable en 2009. En outre, en 2012, il a notamment été impliqué dans les travaux « Vision 2030-2050 » visant à rassembler l'expertise de l'Ademe et proposer des scénarios énergie-climat construits autour de la maîtrise et de l'offre d'énergies renouvelables.

DALSACE Frédéric

Titulaire de la Chaire Social Business / Entreprise et pauvreté à HEC. Diplômé d'HEC, il possède un MBA de la Harvard Business School, et un Doctorat (Ph.D.) en Marketing de l'INSEAD. Il a travaillé pendant plus de dix ans dans des entreprises industrielles (Michelin et CarnaudMetalbox), en Europe et au Japon, et en tant que consultant en stratégie chez McKinsey & Company.
Sa recherche se focalise sur les relations inter-organisationnelles, comme l'externalisation, les liens clients-fournisseurs et l'innovation ouverte.
Il est l'auteur notamment de : Structurer le débat « entreprises et pauvretés » : légitimité, intérêt, modalité, efficacité, Revue Française de Gestion (2010) ; « L'apprentissage comme motivation de l'externalisation », in L'art du management, HEC Paris, Dunod, Paris (2005).

HERAULT Bruno

Chef du Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire. Auparavant responsable de la prospective au Commissariat général du Plan puis rapporteur général du Centre d'analyse stratégique. Il est notamment auteur ou co-auteur de : La santé publique, un enjeu de politique municipale, Éditions de la MSHA (2001) ; Transports urbains : quelles politiques pour demain ?, La Documentation française (2003) ; La société française : pesanteurs et mutations, Armand Colin (2005) ; La participation des citoyens et l'action publique, La Documentation française (2008).

VALADE Hélène

Directrice du développement durable de Lyonnaise des Eaux depuis 2005. Exerçant auparavant des fonctions de directions au sein de l'IFOP puis de TNS-SOFRES, au sein des départements Politique et Opinion publique, elle a créé, en 1999, l'Observatoire Français et Développement Durable.
Elle fût aussi présidente du C3D, Collège des Directeurs du Développement Durable engagés.

LE SCOUARNEC Noël

Responsable du Bureau de la prospective et de l'évaluation économiques au Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Il est également Maître de conférences associé à temps partiel à l'université Paris I, Panthéon – Sorbonne, à l'IRETS (Institut de Recherche et d'études supérieures de Tourisme).
Il est co-auteur de La recherche en tourisme : un enjeu enfin reconnu, (Revue Espace, 2006), et de La demande touristique des familles : données de cadrage (Revue Espaces, 2004).

BELANGER Laurent

Chef de la mission urbanisme, territoires et société au sein de la direction de la recherche et de l'innovation du MEDDTL. Il pilote notamment le programme de recherche MOVIDA sur l'accompagnement au changement pour des modes de consommation et de vie durables. MOVIDA a pour objectif de mieux comprendre le comportement des consommateurs et de repérer les leviers du changement aux niveaux individuel et collectif ; d'identifier les conséquences environnementales, économiques et sociales des différents styles de vie afin d'orienter les citoyens vers ceux qui ont le moins d'impacts environnementaux et sociaux ; d'analyser les changements à l'œuvre et les comportements émergents afin d'anticiper les évolutions futures possibles ; et d'examiner les processus (culturels, sociaux, technologiques, économiques, etc.) conduisant au changement de comportement et de modes de vie.

DUBIGEON Olivier

Fondateur et dirigeant de Sustainway : Conseil en intégration stratégique et pilotage opérationnel des démarches RSE (Responsabilité sociétale et Développement Durable) pour les entreprises, les organisations de service public et les collectivités territoriales. Ingénieur des Arts et Métiers, formé au management du développement soutenable pour lequel il œuvre depuis 36 ans, il conjugue la double compétence d'une expertise dans le domaine du Développement responsable / développement durable et d'une expérience de

dirigeant et de manager d'entreprise : il a été dirigeant industriel (Président de Directoire, DG) et a conduit des politiques RSE en direct. Expert RSE au niveau international où il a notamment contribué activement à l'ISO26000, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence dont « Piloter un développement responsable : quels processus d'action pour l'entreprise ».

BARIOL-MATHAIS Brigitte
Déléguée générale de la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme), qui regroupe 53 organismes publics d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement des grandes agglomérations françaises. Elle contribue à développer, parmi les élus et techniciens chargés de l'aménagement des agglomérations françaises, une culture professionnelle commune. Celle-ci se manifeste par l'exigence d'une approche globale dans la conception des politiques urbaines et par la recherche systématique de partenariats.

VIGNES Michèle
Responsable des affaires européennes et internationales à la direction du développement territorial et du réseau à la caisse des dépôts et des consignations. Elle travaille notamment sur la question de la coopération territoriale européenne. Elle a également mené des réflexions sur l'ingénierie financière au service des enjeux de renouvellement urbain des villes moyennes.

JUGUET Stéphane
Ancien chercheur au Laboratoire des Usages et des Technologies d'Informations Numériques (LUTIN UserLab) situé à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris, Stéphane Juguet a mené une réflexion sur les usages, la mobilité et les objets télécommunicants. Fort de cette expérience professionnelle, il décide de fonder en octobre 2004 la société « What Time Is IT » dont la mission est de mener des réflexions prospectives et anthropologiques centrées « user experience ». Aujourd'hui, WT2I s'est spécialisé dans le domaine du design de services innovants.

BERTHAULT Véronique
Chargée de mission « écomobilité » au sein de la délégation générale innovation et développement durable de la RATP. Elle est également présidente de la filiale EMS (Entreprises et Mobilité Services) de la RATP. Dans ce cadre, elle expose la façon dont la RATP ouvre le champ des transports à celui de la mobilité en assumant de nouvelles fonctions de conseil et de gestion de la mobilité pour des entreprises de la région Île-de-France. Elle travaille en particulier sur la question du

télétravail. Elle a notamment co-écrit un chapitre d'ouvrage « La RATP, entreprise publique de réseau: les nouveaux services au cœur des territoires de projets et de partenariats » dans Les Métiers de la Ville, Les nouveaux territoires de l'action collective, sous la direction d''Edith Heurgon et de Nicolas Stathopoulos (2011).

MARCHANDISE Jacques-François

Directeur du développement de la Fing depuis sa création fin 1999. Enseignant à l'Ensci, à l'Université Toulouse Le Mirail, à l'Université Rennes2, à Telecom ParisTech, et chercheur associé à l'Institut Telecom. Il dirige par ailleurs depuis 1997 Proposition, petit cabinet de conseil en stratégies numériques, qui intervient principalement pour le compte d'acteurs publics ou ayant des missions d'intérêt général. Impliqué depuis 1982 dans l'innovation numérique, il s'intéresse plus particulièrement aux questions de maîtrise collective et d'appropriation, de réflexivité et de pensée critique. Il participe à la Fing comme à une « communauté apprenante » au sein de laquelle ils progressent ensemble par leurs réflexions et par leurs pratiques ; et comme à un organisme « passerelle », inter-réseaux, entre acteurs et chercheurs, entre théoriciens et praticiens, entre thématiques trop cloisonnées, entre organisations de toutes tailles.

BRUGIERE Amandine

À rejoint la FING en 2008, suite à l'organisation de l'université de Printemps, pour animer le programme PlusLongueLaVie.net avec Carole Rivière. Elle a travaillé avant cela pendant 4 ans en tant que consultante au sein du cabinet de conseils Proposition sur des problématiques d'évolution des stratégies publiques liées à la dématérialisation des procédures, dans le cadre d'un contrat CIFRE avec l'université de Paris X Nanterre (travaux de recherche en sciences de l'information et de la communication, portant sur la « réception et l'impact de la communication web à destination des usagers du secteur public de l'emploi »). Avant cela elle a travaillé 3 ans en tant que chef de projet chez British Telecom / Fluxus, et dans l'édition chez Gallimard / Bayard Presse. Elle s'intéresse particulièrement à l'innovation sociale et numérique, et à l'édition numérique.

SALTIEL Sylvain

Depuis 2011, il est Chargé de Mission Prospective au sein de la Mission Développement Durable, Études et Prospective, du Conseil général de l'Hérault. Avant cela, il était Directeur des Etudes Territoriales au sein du Pôle Aménagement durable du Territoire.

Il a réalisé des missions d'expertise diverses, et notamment en tant que responsable des études prospectives, il a mené une étude sur l'avenir des

missions du Conseil Général à 2015, vieillissement dans l'Hérault à 2030.
Membre de la cellule de suivi du projet « Hérault Avenir » depuis 1998.

PLOUIN Jacques

Coordinateur de programmes dans l'unité « culture of peace » au bureau de la planification stratégique de l'UNESCO. Il a contribué à l'ouvrage Vers les sociétés du savoir : rapport mondial de l'Unesco, dirigé par Jérôme Bindé (2005). Cet ouvrage établit la différence entre sociétés du savoir et société de l'information. Il s'intéresse notamment aux bases sur lesquelles ces dernières devraient être construites pour optimiser le développement humain durable. Analysant le rôle de plus en plus important joué par le savoir dans la croissance économique, le rapport suggère que le savoir peut servir de nouveau tremplin pour le développement dans les pays du Sud. Il présente également une analyse détaillée des facteurs qui bloquent l'accès de nombreux pays aux opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communication, notamment le fossé numérique croissant et les contraintes pesant sur la liberté d'expression.
Il a également co-écrit La solidarité sauvera le monde, Plon (2013). Et il a édité l'ouvrage Les financements innovants pour l'éducation, dirigé par Hans d'Orville (2010).

FRITSCHE Jean-François

Chercheur au CERTU, centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques. Il travaille sur les déterminants sociologiques de la mobilité. Il cherche à comprendre quelles sont les logiques qui sous-tendent les organisations des déplacements des individus, pourquoi ils se déplacent de telles ou telles manières. Il a co-écrit La prise en compte des déplacements de marchandises dans les Plans de Déplacement Urbains (CERTU–ADEME, 1998).

Prospectivistes

TCHERNIA Jean-François

Directeur de Tchernia Etudes Conseil, enseignant à l'Institut d'études politiques de Grenoble, chercheur associé au laboratoire Pacte, a notamment dirigé Étudier l'opinion (Presses Universitaires de Grenoble, 2007) et La France à travers ses valeurs (Armand Colin, 2009).

WASSMER Charles

Il a fait des études de sciences politiques et de sociologie. Ex-assistant de recherches à l'EHESS, dans le laboratoire (CADIS) d'Alain Touraine, ex-responsable de la prospective dans le groupe PSA Peugeot Citroen, il est le fondateur depuis 2008, de l'Oeil Prospectif.

PFISTER Nicole

Après des études de Sciences Politiques, et un doctorat de troisième cycle de sociologie à l'EHESS, s'est tournée vers les études marketing, notamment dans le domaine de l'automobile et des mobilités. Fondatrice de la société d'études et de prospective Ombres Chinoises en 2005.

Groupe Miroir Ministériel (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie)

ASCONCHILO Nadine DGITM[50]
BESSE Geneviève CGDD[51]
CHARREYRON-PERCHET Anne CGDD
CHEYROU Laurence DGEC[52]
DE CONINCK Amandine Consultante
DUBOSC Anne CGDD
ETAHIRI Nathalie CGDD Mission prospective
GREGOIRE Patrice CGDD
HOURDEBAIGT Michel CGDD
HUBERT Claire CGDD
JENSEN Nicole CGDD
JOUHANEAU Michelle CGDD
LEMAITRE Valéry CGDD
MENARD François PUCA[53]
TESSE Sarah CGDD
THOMAS Virginie PUCA
VIDALENC Éric ADEME
VIEILLEFOSSE Aurélie DGPR[54]

[50] Direction Générale des Infrastructures Territoires et Maritimes
[51] Commissariat Général au Développement durable
[52] Direction Générale de l'Énergie et du Climat
[53] Plan Urbanisme Construction Architecture
[54] Direction Générale de la Protection et des Risques

Le programme «Penser autrement les modes de vie à horizon 2030» souligne l'émergence des tendances à l'œuvre ou supposées porteuses de changement dans un avenir de moyen-long terme (10 à 20 ans). Fruit d'une intelligence collective et porté par un groupe de prospective transdisciplinaire, il est ici restitué dans quatre volumes faisant état d'une extraordinaire effervescence créative agitant un monde entre crises et mutations. Ainsi, la verticalité de la société industrielle coexiste avec l'horizontalité de la société en réseaux, laissant transparaître une relative aptitude au changement vers une société à la fois plus participative, collaborative, autonome et solidaire.

Ce programme, conduit par la Mission Prospective du Commissariat Général au Développement durable (CGDD) est innovant et inédit tant dans la méthode prospective employée que dans sa manière d'appréhender les nouvelles manières de penser, de se mouvoir, de s'éduquer, d'habiter, de produire et de consommer,… dont la diffusion procède grandement de l'essor des nouvelles technologies. Par sa volonté d'anticiper l'action publique, ce programme devrait permettre de mieux comprendre et ensuite d'accompagner ces changements vers un monde plus empathique et plus soutenable.

Ministère de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie

Commissariat général
au Développement durable

92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 21 22

